

REPUBLIQUE FRANCAISE  
MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES  
COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

---

# *EVALUATIONS*

RECHERCHE - DEVELOPPEMENT

HAITI

---

MISSION D'EVALUATION

RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

HAITI

Janvier 1985

J.L. BOUTILLIER, ORSTOM

J. BROSSIER , INRA

J.M. FUNEL, MRE

SOMMAIRE

	Page
<u>TITRE I.</u> L'ANALYSE HISTORIQUE DU PROJET.....	5
I. La première période : les origines.....	7
II. La deuxième période : Naissance et essor projet Madian-Salagnac .....	11
III. La troisième période : le développement du projet. La période des appuis de la DGRST.....	19
IV. La quatrième période ou la période actuelle.....	25
 <u>TITRE II.</u> L'ANALYSE FONCTIONNELLE .....	 37
I. La fonction formation des paysans .....	39
II. La connaissance du milieu .....	49
III. La fonction recherche agronomique.....	59
IV. La fonction enseignement.....	79
V. Fonction appui au milieu rural.....	99
VI. Appui à la politique nationale de développement....	123
VII. La fonction pilotage .....	127
 <u>CONCLUSION</u> .....	 1
 <u>ANNEXES</u> .....	 A1



Le projet Madian Salagnac a débuté en Haïti il y a une vingtaine d'années avec une action très localisée d'un missionnaire. Il a depuis connu une évolution tout à fait particulière, toujours en cours, qui en fait un projet original qui ne pourrait être évaluée que de manière également originale, tout au moins par rapport à la méthodologie d'évaluation développée ces dernières années par le Ministère des Relations Extérieures.

N'étant pas un projet avec des objectifs quantitatifs en matière d'intensification de la production paysanne, il ne peut relever d'une démarche d'analyse qui s'appuyerait sur l'examen de flux monétaires.

Par contre, son histoire et ses composantes fonctionnelles sont riches et déterminantes pour sa compréhension, et pour l'identification et l'appréciation de ses résultats. C'est donc sur la base de ces deux démarches, historique et fonctionnelle, qui se recoupent, que nous avons convenu de réaliser cette évaluation. Elles sont faites successivement, la synthèse des deux faisant l'objet de la conclusion de l'évaluation.



TITRE I :    L' ANALYSE HISTORIQUE DU PROJET

## I. LA PREMIERE PERIODE : LES ORIGINES

### Les antécédents du projet : l'action des missionnaires, l'expérience de LABORDE et la création du DCCH

A l'origine des activités de développement dans la partie occidentale de la péninsule qui forme le Sud de Haïti, on rencontre l'implantation d'un petit groupe de missionnaires français dans la région à partir des années 1964-65. Le cadre idéologique dans lequel va se situer l'action de ces missionnaires est celui de l'après-Vatican II : il intègre un certain nombre de courants qui caractérisent une nouvelle vision chrétienne des problèmes du Tiers-Monde.

L'encyclique "Populorum Progressio" aussi bien que les écrits et travaux du P. LEBRET que de M. FREYRE et de MGR HELDER CAMARA, d'Economie et Humanisme et de l'INADES vont inspirer ce type d'action. Se fondant sur une relecture de la Bible et notamment sur les épisodes concernant la libération du peuple d'Israël du joug égyptien, l'Eglise entreprend de lutter pour une émancipation du peuple haïtien dont le très bas niveau de vie ne peut lui permettre d'accéder aux conditions dans lesquelles la dignité de l'homme crée à l'image de Dieu peut s'épanouir.

C'est dans ce contexte que le Père R. RYO, secondé par une équipe de catholiques haïtiens et étrangers (notamment des volontaires bretons sortant de l'Ecole d'Agriculture d'Angers) lance une expérience de développement à Laborde, petite localité qui est proche de la ville des Cayes et dont il est le curé. Commencées par la création de la SOCADEC, coopérative qui loue des terres à des gros propriétaires pour les faire cultiver par des paysans sans terre, les opérations de développement ont pour ambition de partir de la base, c'est-à-dire des paysans ; elles visent à l'amélioration de leurs conditions de vie, rendues encore plus mauvaises qu'auparavant en raison du récent passage d'un cyclone : ses activités sont orientées vers un développement global comportant cinq volets principaux : la "conscientisation", l'agriculture, l'éducation, la santé, la promotion familiale et féminine. La foi chrétienne est censée devenir "moteur de développement" et son outil essentiel est la "pastorale", base de la conscientisation qui consiste d'abord à former des catéchistes et des animateurs polyvalents.



Pour le volet agricole du projet, il est prévu la création de petits groupes de paysans qui doivent travailler un jardin communautaire avec un double objectif : ce jardin sert de champs de démonstration pour tester des cultures et des méthodes d'intensification, la production de ce jardin doit procurer un bénéfice qui est géré collectivement et peut être destiné à de petits investissements (charrue, moulin à maïs etc...).

Les résultats jugés "encourageants" de cette expérience amènent ses promoteurs à étendre leurs activités à d'autres localités de la zone suivant le modèle qui vient d'être décrit : Laborde devient Centre de Formation pour la zone et le projet dans son ensemble prend la dénomination de "Développement Communautaire Chrétien" - DCC à partir de 1967-68 puis celui de Développement Communautaire Chrétien Haïtien à partir de 1975. L'extension géographique du projet comprend la zone d'Aquin dans la partie Sud de la presqu'île, et la zone des Nippes dans la partie Nord. Madian, dans les Nippes, y est érigé comme deuxième centre de formation. Ces deux centres, Laborde et Madian font de la formation pour l'ensemble de la région du Projet qui est partagé en trois zones : zone des Cayes (10 paroisses), zone d'Aquin (7 paroisses), zone des Nippes (7 paroisses).

Sur la demande de l'évêché auprès de l'Ambassade de France, un assistant technique français, agronome, rejoint le projet en Août 1974 avec son épouse qui sera enseignante bénévole auprès du projet. Un autre expatrié et trois assistants haïtiens vont compléter l'équipe qui dispose d'une Land Rover à partir du début de 1976.

Les objectifs sont :

- 1) former des animateurs,
- 2) définir un programme diversifié,
- 3) les suivre sur le terrain.

La formation des animateurs se faisait en deux temps: le premier était un stage pastoral organisé par les autorités religieuses pendant un mois (mais comportant aussi des travaux pratiques d'agriculture), la sélection se faisant à l'issue de ce stage pastoral de ceux qui étaient admis à suivre les stages techniques.

Les stages techniques durent, généralement, deux mois, répartis en deux fois un mois à des périodes différentes de l'année : une partie du stage étant une formation polyvalente (économie, santé etc...), l'autre partie étant un stage de spécialisation avec beaucoup de travaux sur le terrain. Par exemple, en matière agricole, les thèmes techniques abordés sont :

- conduite de pépinières, greffe d'arbres,
- cultures maraîchères, fabrication de compost,
- utilisation d'insecticides, entretien de matériel de pulvérisation,
- lutttes antiérosives (murs, barrages de ravine, canaux de contour, réforestation).

Animateurs et cadres techniques sillonnent la région en organisant des sessions, séminaires et autres stages selon le programme DCCH. Sur un plan pratique, un certain nombre de réalisations apparaissent : constitution de petits groupements communautaires, précoopératives, dispensaires, antennes médico-scolaires, écoles, clubs de promotion féminine, etc... , en même temps que des réalisations s'accompagnant d'actions portant sur une série de thèmes classiques :

- techniques culturelles améliorées,
- reboisement,
- techniques médicales : soins, vaccinations, prévention,
- alphabétisation, adaptation des programmes.

Quels sont les enseignements que les promoteurs du projet vont tirer de cette première phase et qui seront à l'origine de ce nouveau projet Madian-Salagnac, objet de la présente évaluation ?

Sur le plan religieux, le projet obtient des résultats certains : la "pastorale" et le travail des animateurs liturgiques font progresser la pratique religieuse, développement de l'esprit de fraternité et de solidarité, chez les paysans des prises de conscience se font jour sur des sujets jusqu'alors considérés comme intouchables, des changements de mentalité se dessinent dont on peut créditer la formation et l'information aux niveaux des communautés de base.

Par contre, sur les plans non religieux, les résultats du projet semblent plus que médiocres : souvent même le projet engendrait des problèmes et des difficultés nouvelles notamment dans le domaine économique.

Les jardins communautaires qui étaient faits sur de mauvaises terres (les bonnes terres n'étant pas mises à la disponibilité des groupements) ne donnaient que de maigres résultats ; la gestion des caisses des groupements (surtout constitués à base d'amendes) donnaient lieu à des conflits de gestion (interdiction de prêts pour les séjours à l'hôpital ou les funérailles). En matière agricole, les paysans refusaient les thèmes techniques proposés, qui n'étaient d'ailleurs pas mis en pratique par les stagiaires-animateurs eux-mêmes. Ceux-ci avaient tendance à se regrouper, pour s'affirmer en tant qu'élite et essayer d'obtenir des prêtres de leur paroisse une rémunération salariée pour leur travail d'animation. Parfois, leur opposition à leurs curés faisait penser à ces derniers qu'ils avaient été montés contre eux pendant la période de stage, d'où le soupçon de subversion envers les centres de formation. Dans le domaine de la santé aussi, les résultats pouvaient inquiéter : les agents de santé récemment formés avaient tendance à se transformer en charlatan, à vendre les piqûres au prix fort etc...

Au total, l'équipe des Nippes se pose la question de l'adaptation de son système de formation et de ses programmes techniques à la réalité haïtienne. De cette mise en question fondamentale va naître une nouvelle démarche qui va être proposée à la fin de 1976 et d'où va sortir le projet dit "Madian Salagnac".

II. LA DEUXIEME PERIODE : NAISSANCE ET ESSOR DU PROJET  
MADIAN SALAGNAC (1976-1979)

Une des conclusions apportées par l'équipe des Nippes à l'issue du premier projet était qu'il fallait essayer de tenir davantage compte de la réalité du milieu paysan haïtien, c'est-à-dire qu'il fallait préalablement à toute action acquérir une meilleure connaissance de cette réalité et adapter les actions de formation de telle façon qu'elles soient vraiment assimilables par la population concernée.

Cette révision qui n'a pas été sans provoquer de sérieuses tensions au sein des groupes promoteurs de l'expérience (Diocèse, Assistante technique, etc...) reprenait cependant la vision à long terme qui avait été à l'origine du premier projet, l'objectif étant "la libération du paysan haïtien des contraintes variées et nombreuses qui pèsent sur lui".

1. Le but et la finalité du projet sont exprimés selon une terminologie qui reflète l'origine chrétienne : "provoquer l'éveil d'une conscience critique devait amener à un changement de mentalité pour aboutir à un développement autonome", l'échec relatif du premier projet ayant été causé par un "manque de prise de conscience" considéré comme constituant "le plus grand frein au développement des personnes et des communautés. Grâce à cette démarche pour la redécouverte et l'épanouissement des valeurs personnelles et communautaires, l'éveil de cette conscience critique devrait permettre d'aboutir à un développement vrai et adapté... et déboucher sur une libéralisation vraie."

Pour atteindre cette finalité, le projet se choisit un double objectif RECHERCHE et FORMATION.

Les activités de formations devant être adaptées aux réalités et aux besoins des personnes à qui s'adresse la formation apparaît comme impérative la nécessité de lier la recherche et la formation et ceci en vue de la préparation d'actions de développement.

### La Recherche

La nécessité de développer les activités de recherche provient surtout des agronomes du projet qui, au cours de la phase préparatoire, ont pu s'apercevoir que "pour participer efficacement au développement d'un peuple ou d'une région, il est indispensable de bien connaître ce peuple, cette région, sa culture. Dédaigner ces connaissances risque d'aboutir à une formation inadaptée". Le projet qui se veut donc "à l'écoute du paysan" s'est axé sur la recherche agricole (notamment dans le domaine de la connaissance des différents types de sols et des différentes variétés de plantes) dans le but de faire évoluer le contenu des stages et leur pédagogie. Cette "démarche recherche-développement" qui doit viser à intégrer la recherche agricole aux contraintes extra-agricoles, a comme objectif la connaissance du milieu naturel, humain, social et économique. Comme d'autre part, le projet porte sur un ensemble géographique comprenant plusieurs écosystèmes différents (le "transect" Madian-Salagnac-Aquin), le travail de recherche doit viser plusieurs types de systèmes, combinaisons de facteurs naturels, sociaux, économiques et culturels.

Ces secteurs de recherche concernent l'Agriculture, la Santé, l'Economie et la Théologie avec la volonté affirmée "que soit établie la liaison entre ces différents secteurs : liaison qui devra se traduire concrètement dans la formation, d'abord, puis dans les actions à réaliser".

### La Formation

Dans la période précédente, des difficultés avaient été rencontrées par rapport à l'objectif formation d'animateurs villageois. En fait, ces animateurs se révèlent rapidement plutôt comme des écrans par rapport au monde rural : ils ne jouent pas le rôle de courroie de transmission qu'ils étaient censés jouer. Sans compter les problèmes spécifiques qu'ils ne manquent pas de poser : revendication de salaire, absentéisme, insertion dans la politique, etc... D'où l'idée d'abandonner la formation d'animateurs pour se consacrer à la formation directe de paysans, selon des méthodes adaptées et qui vont être testées à partir de 1976 ; en remplacement des différents stages techniques des années précédentes, il est prévu différents types de formation ; mais l'accent est mis sur les stages "Personnages" qui s'adressent à des communautés au sein desquelles sont recrutées, lors de sessions préparatoires courtes, des personnes déjà responsables (26-60 ans) ; la formation qui

viser le groupe à travers des individus n'exclut pas l'apprentissage de techniques mais elle met l'accent sur la réflexion, l'analyse de situations concrètes "afin de permettre progressivement l'éveil de cette conscience. Critique indispensable pour arriver à trouver des solutions adaptées et à la mesure du paysan. Ces groupes de stagiaires réintégrant leur communauté pourront faire évoluer les structures préexistantes ou en créer de nouvelles à leur mesure".

2. Le contenu opérationnel des trois opérations dominantes de la période :  
stages "personnages", initiation d'une recherche et lien avec la Faculté.

En octobre 1976, l'équipe des deux expatriés met en place des stages "personnages" qui s'adressent à un public beaucoup plus large que celui des "bedeaux et des sacristains". Le recrutement des stagiaires est préparé sur place dans les villages, on essaie d'avoir une population plus représentative de l'ensemble, l'âge des stagiaires y est plus élevé. Les stagiaires deviennent plus facilement des animateurs dans les villages, et cela a relancé les groupes de paysans.

Le contenu des stages "personnage" laisse une plus grande place à l'écoute des stagiaires.

Ces stages ont été très importants pour l'équipe de Madian qui a ainsi mieux compris et mieux posé un grand nombre de problèmes. Ils ont permis par la suite de lancer quelques thèmes de recherche.

Il est important de resituer ces stages dans le climat socio-politique de l'époque. Les années 1975-1977 sont les années fastes du "Jean-Claudisme" libéral. Ces stages ont donné confiance aux gens : "on multipliait les personnages", c'est à dire des gens qui prenaient conscience de leur situation et qui avaient moins peur et qui pouvaient résister aux élus. Par ailleurs, ces stages "personnages" permettaient aux individus de résister, de respirer par rapport aux structures communautaires très pesantes.

L'équipe des missionnaires catholiques de Madian n'a guère apprécié cette nouvelle orientation qui remettait en cause l'idée philosophique que "la parole est révélée" : si elle est révélée les paysans haïtiens n'ont pas de technicité propre. Les missionnaires ont donc cherché à contrecarrer

cette évolution en faisant venir, par la délégation catholique, cinq nouveaux VSNA qui devaient diffuser la "bonne technique" auprès des paysans. En fait, ces cinq VSNA étaient agronomes et avaient la même formation et les mêmes idées que les deux assistants techniques. Leur arrivée a en fait renforcé le courant de ceux qui cherchaient à comprendre la cohérence des choix du système traditionnel paysan. Deux des cinq sont d'ailleurs restés comme assistants techniques après la période de VSNA.

Cette phase a correspondu au démarrage des stages résidents (voir ci-après) et a permis une meilleure compréhension entre les milieux paysans et étudiants (des étudiants ont été pris comme parrain, des résidents organisaient des stages "personnages").

L'installation de l'équipe et du lieu de stage en juillet 1977 à Salagnac marque une tension avec l'équipe du DCCH. Madian reste le lieu des stages "pastoral" et Salagnac devient surtout le lieu des stages liés à l'agriculture. Un des assistants techniques est resté à Madian où il a conduit des recherches agronomiques sur les systèmes de culture et les variétés. Le contact a donc été maintenu avec l'équipe de Madian ; mais les relations étaient plus ténues.

Dès son arrivée, en 1974, le premier assistant technique souhaitait engager des recherches à Madian. Des contacts avaient été pris avec le CRAAG (INRA) de Guadeloupe pour identifier quelques problèmes spécifiques de la zone des Antilles. Un appui fut demandé à l'INRA, il se concrétisa par une mission fin 1975 qui définit quelques axes de collaboration.

Dès le début, le MRE conseillait à l'assistant technique de Madian de garder une relative autonomie vis à vis des structures de recherches françaises (INRA ou GERDAT), la protection a été renforcée en rattachant le volet recherche de Madian à une institution haïtienne qui commençait à organiser la recherche agronomique : le Service de Recherches Agricoles (SERA, Ministère de l'Agriculture). Le FAC français venait de prendre contact avec le SERA et lui proposait de travailler avec les instituts de recherches du GERDAT. L'INRA a en définitive été choisi comme partenaire privilégié pour bien montrer l'accent mis sur les cultures vivrières. La proximité du Centre de Guadeloupe justifiait aussi ce choix.

Les premières recherches ont été des essais variétaux (haricot, résistance aux maladies), des sélections massales et des essais de fumure. Puis très rapidement on mit l'accent sur l'étude des associations culturales, en particulier autour du maïs. Ce thème est particulièrement significatif car il était peu abordé à l'époque. En fait les agronomes coopérants voulaient faire de la recherche pour deux raisons essentielles :

1 : "Faire sérieux et scientifique" vis à vis du Ministère de l'Agriculture, d'où la mise en place de protocoles expérimentaux sur des parcelles. Cela facilitait par ailleurs la reconnaissance par la Faculté d'Agronomie et ce d'autant plus que certaines parcelles étaient suivies à la Faculté.

2 : "Seule la recherche pouvait vérifier notre hypothèse : le système traditionnel paysan s'explique, il a sa cohérence". Il faut en décomposer les mécanismes, d'où la nécessité de reproduire en station ce que font les paysans et non l'inverse.

Cette orientation scientifique s'est concrétisée en fin de période par la demande d'un financement à un Comité Scientifique de la DGRST : Ecologie et Aménagement Rural (ECAR). Les premières négociations eurent lieu au début de l'année 1978. Elles furent initiées et suivies par un conseiller agricole du Ministère des Affaires Etrangères.

Dans le cadre de la recherche, l'idée fut lancée dès le début de 1978 de couvrir des situations pédoclimatiques variées, d'où l'élaboration d'un programme de recherches sur un "transect". Une coupe de 40 Km de large a donc été faite sur la péninsule sud d'Haïti de la côte Nord (Madian) à la côte Sud (Aquin) dans la zone qui était affectée au projet Madian-Salagnac par les missionnaires catholiques. Dans le transect, à l'image de ce qui était fait à l'INA-PG (Chaire d'agronomie) ou à l'ENSSAA (activité d'inter-option), des études pluridisciplinaires devaient être réalisées.

L'équipe d'agronomes de Madian s'est trouvée rapidement en position difficile, les missionnaires catholiques, à l'origine du projet, devenaient méfiants voire hostiles. C'était le seul soutien. Il devenait urgent de trouver un appui haïtien solide, le SERA n'ayant à l'époque guère de poids.



Dès 1976, les assistants pensèrent pouvoir intervenir à la Faculté d'Agriculture (FAMV). En plus de cet appui institutionnel, la collaboration avec la Faculté était perçue paysante à moyen terme, d'une part en formant des cadres supérieurs initiés à la démarche, certains d'entre eux pouvant acquérir ultérieurement une situation politique importante et d'autre part en préparant la relève des expatriés par une possible "haïtianisation" des agronomes du projet Madian-Salagnac.

Ce contact a été permis grâce aux bonnes relations qui existaient avec certains enseignants et par la demande de quelques étudiants haïtiens désireux de mieux connaître le monde paysan, inquiets de voir leur faculté enfermée dans une tour d'ivoire et préoccupés de trouver des solutions mieux adaptées à la situation des paysans. Cette nouvelle génération d'étudiants était entrée en contact avec les agronomes de Madian en partie grâce aux essais réalisés sur les terrains de la faculté.

Après une visite à Madian-Salagnac de deux membres de la FAMV en 1976, des étudiants sont venus en première sortie à Madian-Salagnac au printemps 1977. Dès l'été 1977, des stages d'été étaient organisés pour certains d'entre eux.

A partir de cette date, les relations avec la FAMV se sont structurées : stages d'été chaque année, et première année de "résidence" dans la zone de Madian-Salagnac à partir de septembre 1978 (trois par an en moyenne).

Fin 1978, la visite du Centre par le Ministre de l'Agriculture, intéressé par l'existence d'une structure de recherche et de formation en milieu paysan, et celle du Président de la République en janvier 1979, consacraient l'officialisation de la participation de Madian-Salagnac à la formation des agronomes de la FAMV.

En 1978, deux assistants du projet étaient officiellement affectés aux Facultés d'agronomie et d'économie, tout en restant résidant à Salagnac. Ces agronomes enseignaient d'abord l'agriculture comparée (à partir de septembre 1978), enseignement qui n'existait pas et dont la création n'a pas trop gêné le corps professoral existant, puis l'économie rurale et l'agronomie (septembre 1979).

A la même époque, l'équipe de Madian-Salagnac préparait un projet universitaire triangulaire entre la FAMV, l'INA-PG et l'Université Laval (Québec). Depuis quelques années, la coopération canadienne soutenait la FAMV en la jumelant avec Laval. La coopération française acceptait de fournir trois bourses par an à des résidents pour les envoyer, du moins les premières années, à l'INA-PG (Chaires d'agronomie et d'agriculture comparée). En fait, il ne fut pas possible d'aller au delà, et d'officialiser cette collaboration triangulaire. Si la coopération française n'a pas organisé un soutien structuré et complet à la FAMV, l'esprit Madian-Salagnac a imprégné directement la collaboration entre Laval et la FAMV (cf. le rapport récent 1984, sur le projet FAMV-ACDI-Laval et le rapport d'évaluation de l'aide canadienne en Haïti (EP English, 1983)).

L'insertion de Madian-Salagnac dans le milieu agronomique haïtien a été facilité par la création de la route goudronnée entre Port au Prince et la zone de Madian-Salagnac.

A la fin de cette époque (décembre 1979) était créé le Groupe de Recherches pour le Développement (GRD), sorte de club de techniciens agricoles haïtiens. Pour beaucoup, ce club est une émanation de M.S. S'il ne semble pas qu'il le soit directement, il apparaît que certains de ses membres, parmi les plus actifs, sont d'anciens "résidents" de M.S. Il est vrai aussi que M.S. lui a servi de caution scientifique. Ce groupe est un groupe d'échanges d'expériences mais il se constitue aussi en bureau d'études sur les problèmes de développement rural.

Il faut aussi signaler la réalisation par l'équipe M.S. d'un film "Jardin Komp'en" sur le fonctionnement des jardins créoles haïtiens. Ce film de 35 minutes a eu beaucoup de succès en Haïti et aussi en France.

### 3. Moyens mis en oeuvre

Cette évolution qui s'est traduite par un transfert du centre de gravité du projet de Madian à Salagnac a nécessité des moyens :

-création du centre de formation de Salagnac. Ce centre a été financé par le DCCH (Misereor) qui malgré de nombreuses réticences et réserves a toujours continué à financer les stages paysans (aussi bien "pastorale" que "personnage") (1). Les bâtiments et les terres appartiennent au DCCH.

(1) Ce qui représente par exemple 150 000 Dollars sur quatre ans.

Le centre de Salagnac est devenu opérationnel en juillet 1977.

-la coopération française a financé trois nouveaux assistants techniques pour Madian Salagnac (en mettant deux, en partie formellement, sur la FAMV). Elle a aussi accepté de fournir plusieurs bourses aux "résidents" haïtiens sur le projet. Mais à cette époque, la coopération n'a pratiquement pas donné de moyens financiers et matériels spécifiques à l'équipe d'agronomes.

-le Ministère de l'Agriculture haïtien et la FAMV ont accepté que des résidences d'étudiants puissent avoir lieu sur le terrain M.S. avec le financement adéquat.

-l'équipe de M.S. a reçu de 1976 à 1979 l'appui de 39 missions dont 23 du CRAAG de la Guadeloupe (certaines étant financées par l'INRA, les autres par le Ministère français des Affaires Etrangères).

#### 4. Résultats

On peut considérer que l'équipe de Madian-Salagnac a réussi l'amorce de son ancrage institutionnel en Haïti à la FAMV et la reconnaissance de l'intérêt de ses travaux de recherches en France par le Comité DGRST. L'ouverture sur les institutions haïtiennes s'est traduite par un abandon des actions directes de développement en milieu rural qui était à la base des premiers engagements de l'ONG à ses débuts. Certes les stages "personnage" sont bien une forme de développement, mais indirecte. L'équipe de M.S. a entrepris de comprendre le milieu paysan et de redonner aux paysans, lors des stages, une image reconstruite et structurée de leurs pratiques. L'équipe a donc joué le rôle d'un miroir vis à vis des paysans. L'impact sur le développement a donc surtout été une valorisation technique et morale des pratiques des paysans, ce qui a représenté un acquis certain d'un point de vue psychologique et sociologique.

III. LA TROISIEME PERIODE : LE DEVELOPPEMENT DU PROJET  
LA PERIODE DES APPUIS DE LA DGRST (1979-1982)

1. Les caractéristiques : Recherche, connaissance du milieu et formation universitaire.

Cette période ne marque pas d'opposition avec la précédente, elle en découle assez logiquement. Mais elle s'en distingue et peut donc être individualisée par l'importance qu'a pris pour le projet le contrat DGRST (15 mars 1979 - 15 mars 1982). L'objectif est clairement de construire un discours scientifique sur les pratiques paysannes pour proposer, à partir de l'identification des contraintes, des solutions que les paysans peuvent adopter.

Pour cela, l'ancrage universitaire est de plus en plus nécessaire, les étudiants fournissant une main d'oeuvre importante pour les travaux de recherche.

Le contrat avec le comité est signé le 15 mars 1979 pour une somme de 700 000 francs (1).

2. Le contenu opérationnel

Des problèmes, une solution

En 1979, le désaccord est croissant avec l'église, M.S. a aussi des problèmes avec le FAC et l'Ambassade de France qui ne comprennent pas l'intérêt des travaux voire les trouvent dangereux. Le projet triangulaire FAMV-Laval-PG n'a pu aboutir. Enfin la greffe avec le SERA n'a pas vraiment pris, la structure haïtienne étant vraiment trop faible. Pour avoir des moyens et pouvoir avancer, seule une solution Franco-Française semblait possible, ce qui fut fait par le contrat entre la section de Recherche (SDR) de l'Institut Français d'Haïti (IFH) et la DGRST (Comité ECAR).

---

(1) Nous n'avons pas fait une étude financière de M.S., ce n'était pas l'objet. Il semble qu'une large partie du financement a servi à payer des missions (40 sur 3 ans).

Cette solution était d'autant plus intéressante que l'équipe M.S. était par ailleurs bien introduite à la Faculté Haïtienne d'agronomie. Cela se traduisait entre autres par la présence chaque année de trois "résidents" haïtiens.

La liaison avec ce comité renforçait l'autonomie de l'équipe M.S. qui ne souhaitait pas dépendre trop lourdement de la mission française d'aide et de coopération dont elle critiquait les options en matière de développement rural.

Le projet DGRST fut un projet ambitieux multiforme. Son objectif essentiel était de comprendre les structures et systèmes agraires haïtiens pour faire des propositions pertinentes de politique agricole.

Plusieurs niveaux d'analyse étaient retenus : la parcelle, l'exploitation, le "transect" avec la diversité d'écosystèmes. La liste des "regards portés" est impressionnante : histoire, botanique, pédologie, géomorphologie, qualité des sols, amélioration des plantes, zootechnie, café, organisation sociale du travail, agrométéorologie, vidéo, diversité et juxtaposition des disciplines scientifiques ont fortement éloigné l'équipe des problèmes propres du développement : le système paysan était étudié pour lui-même.

Cette orientation et ses conséquences ont posé certains problèmes à l'équipe fin 1980 début 1981 : de la valorisation du système paysan pouvait naître la crainte de prises de conscience, au moment même où il était mis fin à la libéralisation en Haïti. L'abandon total d'actions de développement posait problème à certains agronomes de l'équipe. "On a des comptes à rendre aux paysans". Est-ce que "l'effet miroir" suffit pour le développement. Certes, les paysans étaient sensibilisés, mais avaient-ils les moyens de résoudre leurs problèmes ? (critique de l'idée de génération spontanée). Les stages personnages, autant que la recherche elle-même, avaient montré l'importance pour les paysans de disposer des réserves en eau (santé et petite hydraulique). L'équipe souhaite donc mener une action dans ce sens.

Dès 1980, il apparaît possible d'avoir un contrat CEE. L'essentiel de ce projet consistait en une aide financière aux paysans pour construire des citernes. Ce projet d'investissement rural s'est appelé "Formation-Recherche-Développement pour les productions paysannes" afin de respecter les critères demandés par Bruxelles.

Le projet CEE a été préfinancé sur fonds propres et a pu démarrer début 1981. L'eau des citernes s'est révélée avoir plus un usage domestique que productif. Il faut malgré tout citer quelques circuits productifs : eau pour la culture maraîchère et la cuniculture ; résidus de choux pour lapins, fumier de lapins pour cultures maraîchères.

Ces projets de Recherche-Développement sont réalisés en collaboration avec les facultés d'agronomie et d'économie. Les étudiants constituent une main d'oeuvre importante pour la collecte de l'information. Les travaux réalisés sur le terrain servent d'appuis à la formation universitaire.

Au niveau de la formation paysanne, une évolution importante apparaît au cours de cette période. Les stages personnages, stages de sensibilisation, sont moins nombreux, ils sont en partie réalisés sur place par les étudiants résidents. Par contre au Centre de Salagnac, on lance des stages de deuxième niveau : formation professionnelle spécialisée. Ces stages plus thématiques portent sur la fertilisation, le café, l'agriculture, la maçonnerie etc... C'est le début de l'extension des actions d'enseignement et de développement de la quatrième période.

### 3. Les moyens, leur maîtrise et les résultats

C'est d'une certaine mesure la période la plus faste du projet.

#### Les hommes :

-Il y a toujours les quatre expatriés assistés de 1 (ou 2) VSNA.

-Un agronome haïtien est affecté au projet en 1980 dont il devient le responsable, puis un autre une année plus tard. Ces deux agronomes, anciens résidents de M.S. ayant passé une année de DAA à l'INA-PG, sont aussi enseignants à la FAMV. La relève haïtienne est donc assurée. L'objectif du début de la période précédente est pleinement atteint à la fin de celle-ci.

Les missions :

Cette équipe reçoit officiellement l'appui des nombreuses missions. De 1979 à la fin de 1982 (4 ans) il y a 100 missions dont 40 financées par la DGRST. Le budget des missions DGRST était géré par l'équipe M.S. La dotation de frais de déplacement étant importante, une partie était reversée à la caisse du projet permettant de financer une main d'oeuvre sur place (secrétariat) et de se doter de moyens de travail complémentaires. La plus grande autonomie semble avoir été laissée à l'équipe pour l'organisation des missions (choix des hommes, thèmes etc...) Chacun des assistants a fait venir les personnes qui lui semblaient les plus pertinentes pour son activité. On peut faire plusieurs remarques :

-globalement les missions ont été utiles aux coopérants et aux résidents, en leur permettant de se créer des réseaux de relations scientifiques. A l'occasion de certaines missions, des conférences ont été faites à M.S. ou à la FAMV.

-un grand nombre de ces missions n'a pas eu d'impact direct sur le projet pour aider à préciser soit ses objectifs soit sa méthodologie. Un comptage précis n'a pas pu être fait, mais il n'y a pas toujours eu de rapport de mission, ce qui semble confirmer que l'acquis essentiel de ces missions était bien les échanges scientifiques qu'elles permettaient.

-le nombre de missions courtes (moins de 15 jours) a représenté plus de 80 % de l'ensemble des missions. On imagine les problèmes d'organisation pour recevoir pendant un an (1981 par exemple), 26 missions dont 21 de moins de 15 jours.

La plupart des missions étaient inscrites dans le cadre des recherches menées. Or leur problématique, objectifs et méthodologie ne semblent pas avoir été parfaitement définis. Le résultat laisse apparaître une grande dispersion, des lacunes importantes (cf. les fonctions recherche et connaissance du milieu), la liste des thèmes des missions confirmant largement cette dispersion voire ce pointillisme.

En résumé, cette période est marquée par la fin totale de l'isolement de M.S. et une reconnaissance aussi bien par Haïti (nomination de deux fonctionnaires aux projets) que par la France (contrat DGRST, négociation du contrat CEE, reconnaissance officielle du "modèle M.S." à partir de mai 1981).

A la fin de la 3ème période, en 1981, l'équipe qui a "fait" Madelon Salagnac se disperse : deux des coopérants quittent Haïti, le troisième est nommé à Port au Prince (MAC), le quatrième quittera Haïti quelques mois plus tard. La continuité avec l'équipe suivante s'est faite grâce à la présence des membres haïtiens de l'équipe.





#### IV. LA QUATRIEME PERIODE OU LA PERIODE ACTUELLE

##### Les objectifs de la période actuelle

La phase actuelle de l'opération traduit une certaine rupture par rapport aux précédentes, tant dans l'esprit que dans les objectifs. Après la DGRST, période précédente quelque peu scientifique (1), marquée par le contrat et une équipe d'assistants techniques, l'opération qui avait acquis localement références et notoriété s'est redéfinie suivant trois axes opérationnels :

- poursuite de l'enseignement en rapport avec l'intégration de Salagnac dans la Faculté d'Agronomie, ainsi que des recherches variétales ;
- développement des actions d'aide à la production en milieu rural, définies à partir de la connaissance du milieu acquise au cours des phases précédentes et illustrant la démarche connaissance → élaboration des propositions ;
- extension de l'expérience Madian Salagnac par la diffusion des connaissances et expériences acquises (publications) et la mise à la disposition des autres projets de ses méthodes d'étude du milieu (transferts de connaissances, études à façon).

Ces trois axes semblent correspondre à une finalité non explicitée qui serait de faire de l'opération un centre de services plurifonctionnel, susceptible d'être en mesure de fournir des éléments avancés en matière d'enseignement, d'appuis au milieu rural, et de méthodologie du développement rural, cette dernière contribuant aussi bien à l'élaboration/mise en oeuvre de projets qu'à la définition de politiques sectorielles.

Ce "recentrage" des objectifs correspond également à un changement profond dans l'encadrement de l'opération qui est prise en main par deux ingénieurs agronomes haïtiens, les premiers à avoir accompli le cursus d'études d'agronomie inspiré par Madian Salagnac : stages d'élèves, 1ère année de "résidence sur le terrain, 2ème année de résidence en spécialisation à l'INA-PG en France.

---

(1) Scientiste : qui prétend résoudre les problèmes philosophiques par la science. (Le Petit Robert).

Ces deux cadres qui ont les fonctions de directeur et directeur-adjoint au Centre de Salagnac assurent un enseignement d'agronomie et d'économie aux Facultés d'Agronomie et d'économie, concrétisant et renforçant ainsi en l'institutionnalisant la relation entre la Faculté et le Centre. Ils sont secondés par deux assistants techniques, un agro-économiste généraliste et un agronome à l'IRAT, ainsi que par 2 VSNA spécialisés en génie rural et maraîchage.

Dans la période actuelle, on observe à Madian Salagnac une tentative de maîtrise du recrutement des assistants techniques en rapport avec les opérations prévues ou entreprises. Alors qu'au cours des périodes précédentes, on avait vu les jeunes agronomes affectés comme VSN, sans qualifications particulières, simultanément s'adapter aux tâches à effectuer, et adapter celles-ci à leur profil, pôles d'intérêt, caractère.

Cependant, la pluridisciplinarité singulière qui caractérise Madian Salagnac se poursuit, puisque tous les agents qui y contribuent sont issus de l'enseignement agricole (au sens générique).

#### Le contenu de la période actuelle

Le contenu de cette 4ème période, qui s'est défini entre 1980-82 et fixé depuis 1982, se traduit sur le terrain par le démarrage d'actions concrètes en milieu paysan portant principalement sur l'hydraulique humaine, la micro-hydraulique agricole, le maraîchage, le petit élevage.

A cela s'ajoutent des actions à caractère plus expérimental telles que le crédit, l'alphabétisation, les achats et redistribution de terres, la fertilisation et plus globalement, une tentative de faire prendre en main ces actions par les agriculteurs concernés, dont on attend qu'ils jouent de plus en plus un rôle actif dans le cadre du Centre de Salagnac qui serait à leur disposition. Si l'on souhaite à terme voir l'agriculteur abandonner son rôle passif de stagiaire, les stages n'en sont pour autant pas supprimés ; ces opérations ont conduit à redéfinir la formation apportée aux paysans, qui devient beaucoup plus thématique et s'adresse aux personnes concernées par l'opération envisagée.

Il est incontestable que si la période précédente a été celle du contrat DGRST, celle-ci est dominée par le contrat CEE. Présenté comme une prolongation du contrat DGRST dont il devait permettre de valoriser les acquis (on reviendra sur ce point par la suite) en particulier en les retransférant aux paysans à travers la formation, ce contrat a commencé à être exécuté officiellement en 1982. Dans les faits, l'équipe de Madian Salagnac avait commencé les actions à partir de 1980 en les préfinançant.

Ce contrat apporte principalement les ressources monétaires qui font défaut aux paysans pour acquérir les matériaux nécessaires à de petits équipements hydrauliques ; il permettra de vérifier la thèse, issue de la connaissance du milieu, selon laquelle le desserrement de la contrainte eau et du temps correspondant, permettrait à la fois de réaliser des opérations de micro-hydraulique agricole (pépinières irriguées permettant d'anticiper la saison des pluies et de produire en primeur) et d'utiliser le temps ainsi rendu disponible pour des productions maraîchères. Dans le même ordre d'idée, il était apparu que la culture du tabac, importante en plaine, se trouverait sensiblement améliorée si les pépinières, voire les jeunes plants, pouvaient recevoir un apport d'eau.

De même, le petit élevage des lapins (rendu indispensable après l'abattage systématique des cochons (1) pouvait bénéficier du temps libéré par la suppression de la corvée d'eau, sous réserve que le problème des cages et de leur acquisition soit réglé, thème qui fait également l'objet d'une opération spécifique.

Ainsi, après avoir été l'objet d'études et d'investigations de toutes sortes pendant de nombreuses années, après avoir reçu une formation (2) destinée autant à les sensibiliser à leur environnement qu'à leur en faire exprimer les règles et contraintes qui échappent à l'enquête agricole classique, les paysans se voyaient proposer une aide susceptible de desserrer des contraintes importantes (temps, capital, hygiène-santé) mais aussi et surtout de leur

---

(1) Elimination du cochon en Haïti faite sous la pression du gouvernement USA en raison de risque de propagation d'une épidémie porcine. Opération qui a gravement atteint l'économie paysanne.

(2) Stages "personnages".

permettre d'accéder à des activités rémunératrices puisque relatives à des produits essentiellement commercialisés. Il est à noter que la formation apportée à des paysans dans le travail du ciment pour les citernes, leur donnait un savoir-faire qu'ils pouvaient monnayer à l'occasion de travaux simples dans le bâtiment.

Ne s'arrêtant pas là, l'équipe de Salagnac entreprend à des échelles variables, des actions portant sur les principales contraintes des paysans également identifiées au cours des périodes précédentes :

- crédit de semences : il porte sur des semences sélectionnées Salagnac 86 pour la diffusion de cette variété, et sur les semences tout venant où un problème de besoin permanent a été identifié ;

- fourniture de la formule d'engrais mise au point par les expérimentations, et approvisionnements divers en engrais organique ;

- crédit à la consommation : objet : éviter les décapitalisations fortes (vente d'un bien) pour faire face à un besoin d'argent imprévu et brutal. Activité expérimentale méthode non arrêtée ;

- alphabétisation : elle a fait l'objet d'une demande de paysans, en particulier des artisans formés par Salagnac, dont la qualification serait sensiblement accrue s'ils étaient en mesure de lire un plan.

Mais ces objectifs vont bien au delà de cette catégorie de paysans.

- traitement phytosanitaire des cultures de tabac, suite aux problèmes pathologiques identifiés par l'étude d'un résident ; le traitement est assuré en relation avec les conseils communautaires ;

- expérimentation de la culture attelée en plaine d'Aquin, en cours de démarrage avec analyse des résultats agro-économiques de l'opération labour, et recherche d'un "statut" du matériel et des attelages.

Chacune de ces sous-opérations est dans un état de "maturité" très différent. Certaines sont quasiment opérationnelles, c'est-à-dire qu'elles sont sorties de la phase de mise au point telles les citernes et le petit élevage, d'autres sont à un stade semi élaboré comme le maraîchage qui a de bons résultats ponctuels pour l'ensemble production-commercialisation avec le chou mais dont l'extension aux autres espèces reste à préciser. D'autres actions relèvent encore plus de l'idée et des premières esquisses d'expérimentation mise au point méthodologique que de l'opération proprement dite, comme le crédit ou les actions foncières, thèmes dont l'importance et l'intérêt ne sauraient être mis en cause. Par contre, on pourrait s'interroger sur les capacités matérielles et financières du Centre à maîtriser ces problèmes et ses capacités scientifiques à les analyser, ce qui pose les limites de son champ d'intervention.

En effet, tout ceci est pour le moment mis en oeuvre et géré directement par le Centre de Salagnac ce qui le conduit à une très forte charge d'activités, marquant par là même les limites de la méthode et de l'impact géographique possible de ses opérations.

A ces actions concrètes en milieu paysan, s'ajoutent de façon complémentaire des activités qui relèvent de l'enseignement-recherche agronomique et de l'enseignement-connaissance du milieu. Elles reprennent les stages d'élèves de 2ème, 3ème, 4ème année de la FAMV de Damien, les élèves de l'école moyenne et des "résidents" venant maintenant de Damien, de l'école moyenne et de l'école d'ingénieurs.

Ces stages sont actuellement beaucoup plus centrés sur les problèmes relatifs aux actions entreprises en milieu paysan, en essayant de mieux les définir en fonction du niveau et du profil des stagiaires ; ils permettent d'assurer des études en amont des opérations - connaissance du milieu en terrain nouveau, de préciser les méthodes - maraîchage, culture attelée - d'assurer un suivi de ces opérations qui reste encore à faire et à préciser au plan méthodologique.

Les expérimentations sur le haricot et divers produits maraîchers sont réalisées dans le cadre de ces stages.

Il apparaît donc que dans le prolongement des périodes précédentes, les diverses formes de stages sont utilisées en contrepartie d'une initiation des élèves à diverses méthodologies, pour apporter à l'équipe Salagnac les éléments de connaissance qui lui font défaut sur le milieu d'intervention ou sur les effets et résultats des actions entreprises. Enfin, cette connaissance est susceptible d'être utilisée après réinterprétation, par les agents de Salagnac qui assurent des cours à la FAMV de Damien (Observations et Pratiques agricoles en 2<sup>e</sup> année - Agronomie en 3<sup>e</sup> année) et à l'Ecole Moyenne (Gestion des exploitations agricoles).

Les stages paysans qui ont été une constante tout au long de la vie du projet Madian Salagnac, se poursuivent après avoir été redéfinis en fonction de l'orientation actuelle du projet ; ils sont devenus plus brefs, précis, pratiques, étant organisés autour d'un thème et pour les paysans qui envisagent de le mettre en oeuvre.

Au titre du dernier volet d'activités qui caractérise le contenu actuel de Salagnac on notera toutes celles qui relèvent de ce que l'on pourrait qualifier de tentatives "d'universalisation" de l'expérience Salagnac.

Il s'agit :

- de la publication systématique dans le cadre de l'Institut Français de Haïti des travaux réalisés ayant fait l'objet de document ;

- de la volonté qu'a le Centre de se présenter auprès des institutions haïtiennes et de l'aide au développement (sources de financement) comme un interlocuteur disposant d'une bonne connaissance du milieu rural, maîtrisant la méthodologie de son analyse et susceptible de proposer des méthodes, ainsi que le cas échéant, de réaliser des études à façon.

L'ensemble de cette démarche se trouve facilité à la fois par le GRD qui, bien qu'indépendant de la structure de Salagnac, compte nombre d' "anciens" des stages et de la résidence, et par les anciens résidents proprement dit qui, leur "cursus" achevé, ont été affectés dans divers projets ou administrations du pays.

Cette situation conduit les agents de Salagnac à se pencher d'une façon plus rigoureuse sur la méthodologie de l'enquête systématique en milieu rural en introduisant un minimum de maîtrise des techniques de la statistique ; sur ce plan beaucoup reste encore à faire localement.

#### Les moyens mis en oeuvre dans la période actuelle

Nous avons vu que les agents du projet sont constitués par deux responsables haïtiens, un conseiller technique principal, un chercheur de l'IRAT, et deux VSNA.

Il est à noter que le principe de relations directes des ingénieurs du projet avec le monde rural qui s'était imposé en 1976 n'a pas été remis en cause ; il n'y a donc pas d'encadrement intermédiaire. Par contre, les diverses formes de stages apportent un appui important en force de travail, en particulier pour les enquêtes et observations, et permettent aux paysans d'avoir des relations parfois longues avec des représentants du projet (sous réserve que l'on assimile les stagiaires à des représentants à part entière du projet, ce qui peut être le cas pour certains résidents).

Au plan matériel, le projet CEE a permis de rationaliser les équipements en bâtiment du Centre.



Enfin, en matière de ressources financières, le Centre dispose actuellement :

-du crédit CEE destiné essentiellement au programme d'hydraulique villageoise ;

-d'un reliquat de contrepartie d'une aide alimentaire (de l'ordre de 5 000 dollars) ;

-de missions d'appui du Ministère des Relations Extérieures (appui d'un ingénieur, et étude géophysique) ;

-des crédits destinés au financement des stages, assurés par l'Aide Française (134 000 F en 1982) ;

-des crédits destinés aux stages de l'Ecole Moyenne, financés par la coopération haïtiano-néerlandaise : COHAN (5 700 dollars) ;

-des ressources propres du projet qui assurent, outre la trésorerie ou des avances sur les financements extérieures, les frais des stages d'ingénieurs ;

-de financements d'origine caritatif, à travers des conventions passées par la CARITAS diocésaine, drainée par l'église (DCC) et qui portent sur le financement des actions de développement et de la pastorale ;

-le Ministère français des Relations Extérieures qui assure le financement des salaires et le fonctionnement des experts français, fournit des bourses, et finance des missions en dehors de celles de la DGRST.

#### Les résultats et leurs conséquences

Cette quatrième période étant en cours, on ne peut prétendre pouvoir en dégager des résultats ; on tentera par la suite de faire le point sur les résultats sectoriels actuels à l'occasion des analyses par fonctions.

Les résultats globaux qui semblent se dessiner portent sur les points suivants :

- le Centre de Salagnac est définitivement sorti de son "splendide isolement" institutionnel qui le caractérisait (voire qu'il cultivait ?) à une période précédente. Toutefois, s'il a pu parvenir à une articulation institutionnelle, c'est plus avec le niveau central qu'avec les agents économiques (autres que les paysans), techniques, et administratifs du niveau local, véritables opérateurs de la vie économique et sociale, où l'action de demeure encore sensiblement de type ONG classique.

- cette institutionnalisation est devenue effective, depuis que le Centre est dirigé par deux ingénieurs agronomes haïtiens qui représentent simultanément le Ministère de l'Agriculture et la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire de Damien ; ils ont un statut de détaché de l'Université et sont sur des postes budgétaires de la Faculté ;

- Le Centre de Salagnac se trouve inclu dans le dispositif de la FAMV qui est actuellement en cours de redéploiement, en s'ouvrant aux nouvelles approches qui orientent l'enseignement sur le milieu rural et les pratiques paysannes. Il est clair que Salagnac contribue plus à l'enseignement en y apportant la connaissance des systèmes de production et du milieu, et partant, une certaine problématique de la recherche, qu'à la recherche agronomique stricto sensu qui vient également d'être rattachée à la FAMV ; il est vrai que ce département, le CRDA, reste à structurer.

Cette constatation va dans le sens actuel du Centre de Salagnac, qui, par rapport à la période précédente, a minimisé la recherche agronomique proprement dite, limitée à des expérimentations variétales, et entend relancer l'étude du milieu, avec un souci exprimé de rigueur statistique et de globalisation de la démarche aux écosystèmes du transect objets d'opérations.

L'institutionnalisation du Centre Salagnac (mais jusqu'où peut-on parler de Salagnac seul et non de l'ensemble FAMV-Salagnac ?) se retrouve dans la position de référence qu'il a acquise auprès des projets nationaux et organismes internationaux pour la connaissance des pratiques paysannes, et partant pour la contribution qu'il peut apporter à la conception des projets de développement rural.

De même, il a servi de base de référence pour la redéfinition de la méthodologie des projets de l'Aide Française, ou de la contribution française aux projets multidonateurs. Avec une question sous-jacente pour les nouveaux projets, qui est de savoir à quoi et jusqu'où les références méthodologiques de Madian Salagnac sont-elles spécifiquement extrapolables ? En quoi différentes fondamentalement des études de milieu telles que seraient susceptibles de les réaliser divers organismes français de recherche ou d'étude si on les leur demandait ? Dans quelle mesure et jusqu'où en tout cas, peut-on extrapoler les observations et connaissances acquises sur le transect et en particulier sur le plateau des Rochelois, à l'ensemble d'une problématique du développement rural en Haïti ? En dernière analyse, la démarche Salagnac ne serait-elle pas proposée ou reçue essentiellement comme modèle de comportement des ingénieurs expatriés face à des problèmes de développement rural en Haïti ?

- Compte-tenu de ce contexte, les actions opérationnelles entreprises en milieu paysan dans la période actuelle ne relèvent pas de l'action classique d'un petit projet sur une communauté rurale, même si elles sont cela avec le saupoudrage auquel on assiste. Elles relèvent aussi de l'expérimentation d'une ou plusieurs démarches d'intervention dans un milieu rural, qui se démarquent radicalement des approches classiques.

Le Centre de Salagnac serait alors conduit à devenir un laboratoire où se dérouleraient en vraie grandeur des expérimentations technologiques et sociales. Auquel cas cette fonction devrait être confirmée, mais il n'est pas sûr qu'il en ait le monopole, d'autres projets comme JACMEL semblent de fait avoir pris -informellement ?- cette orientation. Si tel devait être le cas, la coopération française, le Centre de Salagnac et la FAMV devraient aller jusqu'au bout de la démarche en se dotant des moyens nécessaires, méthodologiques et en personnel en particulier, pour maîtriser scientifiquement cette expérimentation. C'est à cette condition que le Centre pourra fournir un nouvel apport à la connaissance de systèmes agraires et des réponses paysannes.



TITRE II : L'ANALYSE FONCTIONNELLE



## I. LA FONCTION FORMATION DES PAYSANS (1)

La fonction formation des paysans peut facilement être distinguée de la fonction enseignement (dans les écoles supérieures et à l'université). Elle est par ailleurs une composante du développement agricole. Or, la fonction formation telle que conçue à Madian Salagnac est un élément du tryptique Recherche-Formation-Développement. Pour éviter toute confusion, nous n'avons pas retenu de fonction développement, mais deux fonctions bien distinctes : formation permanente des paysans et appui au milieu paysan.

### 1) Origine de la fonction

Le projet Madian Salagnac est historiquement un projet de formation des paysans. Le DCCH a demandé à la coopération française en 1974 des agronomes pour compléter le contenu de la formation. Pour les curés responsables du Centre de formation de Madian, il était important d'ajouter au message religieux (Pastorale "ti 28" (1), un message technique pour aider les paysans à sortir de leur sous-développement. Si l'esprit des stages a été fortement modifié par la suite, il reste que la fonction est toujours restée importante à Madian Salagnac sauf peut être dans la période actuelle.

### 2) Les objectifs de la fonction et évolution

#### 2.1. Transfert de techniques et formation d'animateurs "courroie de transmission".

Les activités de formation étaient d'abord "orientées vers la formation d'animateurs ruraux aux thèmes proposés par la vulgarisation agricole classique (traction animale, nouvelles variétés, fertilisation minérale, cultures pures et propres, semis en ligne etc..)". Ces animateurs ruraux devenaient eux-mêmes les formateurs des paysans et les responsables de la vulgarisation locale.

---

(1) Les citations entre guillemets sans références explicites sont tirées de différents documents de travail, souvent ni signés ni datés qui ont pu être consultés sur place.

(2) A partir du chapitre 28 de la genèse (Bible) : la création domptée, l'homme à l'image de Dieu.



Ce schéma, conçu par le DCCH, dans le cadre des stages "pastorale" ne fonctionnait pas bien en matière de développement agricole. Dès le début de 1976, les deux agronomes faisaient deux critiques importantes (1) :

-Le rôle des animateurs n'est pas clair (animation de catéchèse, instituteur, vulgarisation, encadreur de groupements..). Les animateurs sont le plus souvent trop jeunes et ils ne restent pas longtemps dans cette fonction (il y a souvent des défections). De par leur position d'animateurs, ils ont du mal à établir des contacts avec les paysans. Quand ils agissent, ils sont souvent très directifs. Leur rémunération et leur fonction imposent la création d'une structure lourde et administrative.

-Les techniques proposées n'étaient manifestement pas assimilées par la masse paysanne. "Compte tenu du niveau économique actuel des paysans et de leur compréhension de leur situation, toute action strictement technique est inefficace ou ne profite qu'à une minorité de gens". De plus, le simple transfert de techniques apparemment éprouvées ne donnait pas les résultats escomptés. Le contenu des stages niait la technicité des paysans, ils ne s'appuyaient pas sur une connaissance du milieu. Dans un document de mars 1976, plusieurs exemples concrets très explicites montrent l'insuffisance de la connaissance (lutte contre l'érosion et problèmes fonciers ; lutte contre les maladies contagieuses du bétail et pression sur les pâturages ; densité de semis et associations culturales ; rendement et conservation des denrées).

La conception descendante ("on apporte la bonne nouvelle technique") a été abandonnée courant 1976, il n'en sera plus fait état dans l'analyse de la fonction formation (2).

## 2.2. Rendre des paysans plus autonomes.

Il s'agit de mettre les agriculteurs en situation d'observer et d'analyser leurs propres techniques. La formation ne touche plus seulement une élite mais elle doit toucher "potentiellement" la masse des paysans. Ce sont les stages "personnages" ou stages de sensibilisation-ouverture.

---

(1) Cf. la description de la première phase et ses difficultés

(2) Il reste que, même dans les stages ultérieurs, l'apport de connaissance restait important mais dans un esprit assez différent. Tout au moins les assistants techniques en sont convaincus.

Voici comment l'équipe définit en 1976 le but des stages "personnages" : "mettre en confrontation des adultes faisant partie de la même communauté potentielle ou provenant de communautés différentes, pour une information et une approche raisonnée de façon à analyser les fondements de leurs problèmes individuels et de leur interdépendance au sein d'une communauté".

### 2.3. Information et discussion sur les actions de développement proposées à partir des travaux de la recherche

Il s'agit en quelque sorte d'une avancée en parallèle de la recherche et de la formation. L'objectif est de proposer de nouvelles techniques, à partir de la connaissance du milieu et de la recherche.

La formation "sensibilisation-ouverture" a été prédominante jusqu'en 1980, la formation plus thématique et plus technique qui apparut en 1978 devient dominante à partir de 1980.

### 3) Moyens mis en oeuvre et opérateurs

-Pour les trois objectifs, le projet Madian Salagnac dispose de deux centres : Madian (ouvert en 1973) et Salagnac (ouvert en 1977). Chacun des centres est équipé de dortoirs, réfectoires, cuisines, salles de réunion, bibliothèque, terrains pour expérimentations et travaux pratiques, matériel pédagogique et audiovisuel, matériel pour expérimentations. Les centres disposent aussi d'un camion et d'une camionnette pouvant transporter 50 et 20 personnes.

-Le financement des stages est assuré par le DCCH via Misereor. Il est calculé par journée-stagiaire. Ce financement a toujours été assuré et a constitué la base de fonctionnement du projet Madian Salagnac (1).

-Les opérateurs permanents

Les assistants techniques et leurs VSNA ont été les principaux animateurs des stages (tout au moins pour ce qui concernait le volet agricole) (2)

---

(1) Il faut signaler que quelles que soient les divergences avec les responsables du projet caritatif, l'équipe des agronomes de Madian Salagnac a toujours pu compter sur ce remboursement des journées-stagiaires. Cette ressource a toujours constitué la base financière pour le fonctionnement du projet Madian Salagnac.

(2) Les curés et leurs acolytes animaient bien entendu les stages religieux dits "de pastorale".

A partir de 1979, les stages "personnages" sont souvent réalisés par les étudiants "résidents".

-Les opérateurs occasionnels.

Quelquefois des chercheurs et professeurs consultants en mission intervenaient au cours des stages, en particulier ceux d'approfondissement technique.

#### 4) Méthodes et résultats des deux derniers objectifs de la formation des paysans

##### 4.1. Rendre les paysans autonomes. Leur apprendre à observer leur milieu

###### a) Méthodologie

Au cours de l'année 1976, suite aux difficultés, les stages "personnages" ont été mis en place remplaçant les différents stages techniques des années précédentes. "Les stages personnages" s'adressent à des communautés potentielles au sein desquelles sont recrutées lors des sessions des personnes déjà responsables (25-60 ans). La formation veut s'adresser au maximum de paysans d'une même communauté, avec l'idée d'utiliser la dynamique de la promotion collective.

A partir de 1976, la formation des "personnages" est prioritaire pour le projet. L'ensemble d'un cycle de formation est composé de plusieurs modules :

-Une session de quelques 8 jours sur le terrain pour recruter les stagiaires. Cette session permet d'élargir et de contrôler le recrutement, de mieux intégrer les agriculteurs dans leur communauté, de connaître le milieu et les problèmes des communautés et de pouvoir suivre les stagiaires sur le terrain. Un premier niveau de réflexion est réalisée sur les problèmes mis en évidence par les participants, l'apport de connaissance est fait à la demande. La sélection des futurs "personnages" est faite en diversifiant le plus possible les quartiers d'habitation, les âges... Aucun niveau scolaire minimum n'est requis, les situations matrimoniales et confessionnelles ne sont pas prises en compte. Cette session est réalisée par un animateur local et un ou deux membres de l'équipe Madian Salagnac.

-Un stage personnage 1er degré (15 jours) pour 30-35 personnes. Il aide à mieux observer et analyser les problèmes et les propositions. On découvre d'autres milieux (réflexion sur la santé, le rôle de l'eau dans les maladies, apports de connaissance sur la vie de la plante, sur la maladie des cultures...)

-Retour des personnages dans leurs communautés.

-Session de 2ème degré sur le terrain : réflexions sur ce qui s'est passé depuis le stage, interpellation des "personnages" par le reste de la communauté. Analyse des problèmes...

-Stages personnages 2ème puis 3ème degré pour approfondissement de la formation à l'analyse des milieux.

A partir de 1979, les stages "personnages" sont réalisés sous la responsabilité des étudiants en résidence.

Des stages de formation aux techniques d'animation sont aussi proposés à ces futurs animateurs : acquisition des techniques d'animation de groupes, conduite de réunions, conduite de session, rôle de l'animateur, pédagogie etc... Les animateurs ainsi formés peuvent intervenir dans les stages "personnages".

En plus de ces stages "personnages" qui sont jusqu'en 1981 le produit essentiel de Madian Salagnac, le projet offre d'autres stages. La formation des formateurs et animateurs continue en évitant les dangers soulignés par une sélection plus sévère. Il y a tout d'abord les stages "pastorale" de formation religieuse réalisés par les curés (pour les suivre il faut savoir lire et écrire). A ces animateurs et aux "personnages" les plus dynamiques est proposé un cycle de développement rural qui a pour but de former les futures animateurs du développement. Ces stages vont plus loin dans l'analyse des phénomènes, certains acquis de la recherche y sont présentés.

D'autres stages enfin : stages et séminaires de perfectionnement à l'extérieur, formation technique à la demande des communautés.

Dans chacun de ces stages, le transport et la pension sont pris en charge par le centre de formation, il n'y a aucune allocation donnée aux participants.

Le contenu technique des stages de développement rural est fourni par l'équipe d'agronomes. Sur le plan pédagogique l'équipe s'est appuyée sur l'expérience de l'INADES en Afrique.

Nous n'avons pas pu participer à un stage, il nous est donc impossible d'évaluer la démarche et le fonctionnement des stages, on est donc obligé de s'appuyer sur les données fournies par le projet.

#### b) Résultats

Sur près de 10 ans, il y aurait eu plus de 3000 stagiaires (avec sans doute des double comptes) qui sont passés par les centres de Madian et de Salagnac. Ce chiffre semble élevé, encore qu'on ne puisse pas le rapporter à celui de la population globale.

-Les paysans ont été très surpris qu'on les écoute au cours de ces stages. Une grande liberté leur était laissée. Les animateurs patentés n'étaient plus les seuls dépositaires de l'information, cela équilibrait la vie des communautés. Les stages créaient et multipliaient les "personnages", c'est-à-dire des personnes qui connaissaient leur milieu, qui pouvaient résister aux abus du pouvoir politique et s'affirmer.

-Les stages ont été une grande source d'information pour l'inventaire et l'analyse des pratiques des agriculteurs (cf. fonction recherche).

#### c) Evaluation

-Grâce à ces stages, l'équipe Madian Salagnac s'est créée un réseau de connaissance et de sympathie en milieu rural. Ce soutien fut important pour le déroulement du projet. Ce réseau servit pour la recherche en milieu paysan, pour l'installation d'étudiants en "résidence", il a surtout conforté psychologiquement et moralement l'équipe d'agronomes expatriés.

Ces remarques restent générales car il est en fait très difficile d'évaluer l'impact des stages personnages. Une enquête auprès de 500 stagiaires a été réalisée mais n'a jamais été dépouillée. Les agronomes, insérés dans le milieu n'ont jamais senti fortement le besoin de faire le point : "ils sentaient leur milieu", c'était suffisant.

Il est certain que pour les paysans, leur venue aux stages, outre le fait qu'ils étaient bien nourris et logés et qu'ils sortaient de leur terroir, renforçait leur prestige. L'objectif était que le maximum des paysans deviennent des personnages.

-Le suivi des "personnages" sur le terrain n'a pas pu être réalisé comme prévu, la tâche était très lourde et les assistants techniques surchargés. Des observations ont montré que les stagiaires simplifiaient les messages techniques et qu'ils avaient tendance à transformer les interrogations en certitude.

-A partir de 1978-1979 apparut la nécessité de faire d'autres stages, plus techniques. Les agronomes étaient conscients que par les stages personnages on sensibilisait les paysans, mais qu'on ne leur donnait pas de moyens d'aller au delà. Sans abandonner complètement les stages "personnages" (ils le furent à partir de 1982), l'équipe Madian Salagnac mit sur pied des stages thématiques plus techniques.

#### 4.2. Approfondissement technique et propositions d'actions concrètes de développement

En avril 1978, une vingtaine de membres d'un Conseil Communautaire qui venaient de se procurer 50 sacs d'engrais complet, demandaient à l'équipe Madian Salagnac d'organiser à leur intention un stage présentant les principales techniques de fertilisation. Ce stage constitue la première expérience de stage centré sur une technique.

Ces stages techniques s'appuient sur les premiers résultats de la recherche agronomique, ceux qui expliquent le fonctionnement des systèmes de production. Les premières expérimentations sur le plateau de Salagnac en 1976-1977 montraient le bas niveau de fertilité des sols. "Il était essentiel de résoudre ce problème : les techniques complémentaires (brise-vents, traitements phytosanitaires, nouvelles variétés plus productives...) ne sont intéressantes que si le problème de fertilité est résolu".

Le stage, s'appuyant sur ces travaux, s'est déroulé en quatre temps :

- "-formulation par les stagiaires du problème à étudier : faible fertilité des jardins,
- recherche par les participants des techniques culturales visant à élaborer une solution à ce problème,
- apport de connaissance sur l'engrais,
- recherche en commun des techniques visant à la valorisation maximale d'une fertilisation artificielle en l'intégrant dans le système de culture".

D'après les agronomes responsables du stage, "le contenu et la pédagogie du stage ont été orientés de façon à ce que ces solutions ne soient perçues que comme des indications et non comme des recettes universelles".

Outre l'analyse de la fertilisation, et dans le même esprit, plusieurs autres thèmes apparaissaient : équilibre nutritionnel avec le haricot, rapports sociaux et problèmes fonciers, échanges et marchés. Pour les agronomes de Madian Salagnac, "ces questions mettaient en évidence la nécessité pour le projet d'élargir la démarche de recherche-formation à tous les secteurs de la vie rurale haïtienne". Cela est souvent présenté comme une conséquence logique de la démarche système, mais comment déterminer les thèmes prioritaires ?

A partir de cette première expérience, Madian Salagnac propose de nombreux stages techniques sur la fertilisation, la culture du café, l'agriculture, la cuniculture, la culture attelée...

A ces stages techniques pour agriculteurs, organisés par l'équipe Madian Salagnac, il faut ajouter deux autres types de stages :

- les stages de formation à l'extérieur de Madian Salagnac, généralisés à partir de 1981, ils visent à la spécialisation de certains membres de la communauté en vue de faciliter la vulgarisation et la maîtrise des techniques nouvelles : formation de dresseurs de boeufs et de conducteurs de charrue (en liaison avec les actions de développement en cours dans la plaine d'Aquin (15 personnes ont suivies ces formations en 1981).

-stages de formation professionnelle pour les artisans-paysans concernés par les opérations de développement : formation de puisatier, en soudure, en maçonnerie (citernes : on sait l'importance de l'opération "citernes", financée par la CEE, voir la fonction appui au milieu paysan). Certains stages étaient réalisés par les experts consultants, en particulier ceux du CEPAZE qui vinrent quatre fois en missions longues.

Une vingtaine de stages sont organisés chaque année entre 1980-1982.

### CONCLUSION

Il semble que malgré le grand succès des stages paysans, cette activité soit moins importante aujourd'hui. Il est vrai qu'un grand nombre de paysans de la zone Madian Salagnac sont passés par le centre, les autres connaissent son activité. Le centre de Salagnac est maintenant sur le plateau du Rochelois, un pôle de vulgarisation où les paysans viennent souvent individuellement chercher des conseils. Par ailleurs, la logistique du centre est de plus en plus employée pour la fonction enseignement (étudiants de la FAMV et de l'EMA).

D'autres projets de développement (Jacmel, Cap Haïtien...) organisent eux-mêmes des stages de sensibilisation et de perfectionnement à l'usage de leurs paysans à l'image du Madian Salagnac. Dans ces projets, le rôle de la formation des paysans est maintenant largement reconnu.

Il reste que l'action de formation est le principal pari du projet Madian Salagnac, c'est celui qui est le moins contestable.

L'originalité du projet Madian Salagnac est de s'être appuyé sur une stratégie et une méthodologie de la formation des paysans qui remettent en cause le modèle descendant formateur → formé, en s'appuyant sur une reconnaissance et une validation des connaissances et du comportement de producteur des paysans. La formation paysanne est le moyen de multiplier les observations sur le milieu et de tenir compte de la perception qu'ont les paysans de leur situation, c'est aussi bien entendu le moyen de vérifier la pertinence des solutions techniques proposées et de faciliter leur diffusion.





## II. LA CONNAISSANCE DU MILIEU

La fonction "connaissance du milieu" regroupe l'ensemble des activités ayant pour objectif l'accumulation de données et observations pouvant servir à élaborer une description précise du milieu et à son analyse par rapport aux autres volets du projet - formation et développement - "Milieu" s'entend dans le sens le plus extensif du terme : milieu physique et écosystème correspondant à un groupement humain déterminé dont il faut chercher à connaître les structures socio-économiques, les modes de son fonctionnement et les tendances de son évolution.

### 1 Les origines de cette fonction

Cette fonction qui n'était pas prévue dans la première phase du projet est apparue comme une nécessité absolue justement au cours du déroulement de cette phase. En effet, les petites opérations de développement, les thèmes techniques en matière agricole n'ayant rencontré que peu d'échos auprès des paysans et s'étant pratiquement tous soldés par des échecs, les promoteurs du projet ont cherché à comprendre les causes de l'inadaptation du programme proposé au milieu paysan qu'ils cherchaient à transformer. Le projet ne semblait pas avoir de prise sur ce milieu, au-dessus duquel il apparaissait comme plaqué artificiellement. Conséquence de l'échec du transfert technologique, cette démarche intellectuelle ne pouvait que déboucher sur l'ouverture d'un nouveau champ d'activités orienté sur la connaissance du milieu.

A vrai dire, la justification de ce volet "connaissance du milieu" pouvait se faire à trois niveaux différents : d'une part une meilleure compréhension des structures socio-économiques était une condition nécessaire pour mettre sur pied un programme d'actions de développement ayant quelque chance d'avoir des effets positifs sur les niveaux de vie et de

production du paysannat, d'autre part cette acquisition de données précises concernant le milieu pouvait servir à nourrir toutes les formes d'enseignement et de formation élaborées par le projet. Enfin, ce volet était de fait complémentaire d'une autre partie du volet "formation enseignement" dans la mesure où ce volet prévoyait pour les étudiants de la FAMV une initiation au milieu. Cette initiation débouchant tout naturellement sur l'accumulation d'informations et de données sur le milieu.

Si l'on veut chercher à travers l'histoire du projet l'époque correspondante à l'élaboration du volet "connaissance du milieu" on peut situer le début des travaux de recherche dans ce domaine aux premiers stages effectués sur le terrain par des étudiants et des professeurs de l'assistance technique de la FAMV en 1976 et 1977 (stages de quelques jours en cours d'année) et stages d'été en 1977.

Les domaines concernés dans ce volet sont extrêmement nombreux : il n'est que de faire la liste des thèmes des stages d'été et des stages de résidents pour constater que pratiquement tous les domaines ont été peu ou prou abordés, leur énumération ayant parfois les accents d'un inventaire à la Prévert : enquête café - cheptel caprin - occupations des sols - clapiers - stratégies d'implantation des citernes - associations végétales etc...

## 2. Les moyens mis en oeuvre

Le volet "connaissance du milieu" s'est développé parallèlement à celui de la formation, les principaux moyens mis en oeuvre ayant été les stages, notamment les stages d'été et les stages de résidents organisés et "appuyés" par les assistants techniques en service au projet. Quelques autres activités du projet ont aussi contribué à l'accumulation d'informations et de données concernant le milieu; par exemple, au cours des "stages personnages" questions et réponses auprès des paysans ainsi que certaines remarques de ces derniers ont permis de prendre conscience de la complexité de certaines pratiques agricoles. De même, les expérimentations menées sur certaines cultures et associations de culture ont

contribué à faire progresser les connaissances sur l'agriculture haïtienne.

Enfin, il faut mentionner l'appui des actions DGRST-INRA dont les nombreuses missions ont permis un apport scientifique non négligeable dans de nombreux domaines (cf. en annexe la liste des missions, thèmes abordés et personnalités concernées).

Au total, environ 8 stages d'été, 17 stages de "résident" et une centaine de missions DGRST-INRA ont été réalisés.

### 3. Les méthodologies

L'emploi du pluriel s'impose, car il semble y avoir eu plusieurs méthodologies employées selon le type de moyen mis en oeuvre, mais dans l'ensemble, elles semblent avoir partagé les caractéristiques assez impressionnistes du projet.

En premier lieu, la zone sur laquelle a travaillé le projet semble n'avoir été dès le départ que vaguement définie. Par la suite l'ensemble de la zone a été redéfini comme un "transect", c'est à dire une bande de terrain orienté Nord-Sud (d'une largeur d'une quarantaine de kilomètres ?) d'une côte à l'autre de la presqu'île, où se juxtaposent les différents écosystèmes traversés : plaine côtière de Madian, Plateau du Rochelois, plaine d'Aquin (avec ses différents faciès liés à plusieurs micro-climats). Ce concept de "transect" repose en fait sur différents critères : climatologie, géomorphologie, pédologie, principalement, mais il ne permet pas de caractériser des régions ou sous-régions selon des critères plus proprement géographiques. D'autre part, ni l'histoire, ni la démographie, ni même l'économie ne semblent pouvoir s'accomoder facilement de ce concept. On verra ultérieurement qu'elles ont été les inconvénients de l'utilisation de ce concept pour exploiter les résultats des enquêtes réalisées dans le cadre du projet.

La méthodologie de ces différentes enquêtes a été faite de l'avis même des promoteurs du projet sans fil conducteur précis et en fait au coup par coup reflétant par ce flottement une certaine absence de problématique d'ensemble concernant le projet. Par exemple, pour les enquêtes des "résidents" qui ont été, de l'avis unanime, celles qui ont apporté la plus importante moisson de résultats et ont représenté un investissement relativement élevé, le choix des exploitations étudiées en "suivi lourd" a généralement été fait sur une base arbitraire : un quartier était choisi parce que le projet y entretenait avec certains paysans de bons rapports, une maison y était désigné, les vingt maisons contigues représentant l'échantillon destiné à être suivi.

La stratification des exploitations était faite à postériori, alors qu'un choix raisonné des exploitations aurait été possible si une enquête légère préalable avait permis la constitution d'un échantillon à partir de critères de structures tels que capital foncier, techniques culturales utilisées etc...

Pour les enquêtes ponctuelles sur des sujets déterminés tels que droit et pratique foncières, commercialisation, association de culture réalisés comme on l'a vu le plus souvent à l'occasion des divers types de stages d'étudiants, la méthodologie utilisée a été généralement celle de la monographie pratiquée à une époque et sur une localisation bien déterminée, sans jamais utiliser de méthodologies plus "sophistiquées" telles que enquêtes par sondage, enquêtes à passages répétées etc... Certes les promoteurs de ces enquêtes semblent avoir été très conscients des limites dans lesquelles ces méthodologies simples, parfois même simplistes ont enfermées leurs enquêtes et les résultats qu'on pouvait attendre d'elles ; ils en ont assumé la responsabilité et déclarent volontiers qu'en ayant fait ce choix, ils ont volontairement privilégié la description des systèmes de production, l'analyse synchronique de leur fonctionnement et diachronique de leur évolution aux dépens de la collecte de données quantitatives.

Pour l'étudiant, le lecteur ou le responsable d'un projet de développement à Haïti, il est quand même frustrant de ne pas savoir ni à quelle population ou proportion de population, ni à quelle région ou sous région, tout le savoir accumulé par le projet M.S. dans ses multiples rapports peut soit s'appliquer, soit même fournir une base d'analyse.

En définitive, le concept de transect ne s'est-il pas révélé comme un cadre très réducteur dans le processus d'acquisition de la connaissance. Ne provient-il pas d'un parti pris d'agronome (ce sont eux les promoteurs du projet) qui préfère partir de la parcelle pour remonter à l'exploitation puis au village et à la région plutôt que de procéder de façon inverse comme le ferait l'économiste, le géographe ou le sociologue qui ont des démarches plus intégrantes au niveau de leurs "espaces" d'analyse.

D'autre part, il faut souligner un défaut général de toute la démarche : la non homogénéité des travaux sur l'ensemble de la zone. Par exemple, dans certaines sous zones, des travaux de recherche agronomique ont été menées au niveau de la parcelle sans que des enquêtes aient été faites au niveau de l'exploitation et du village, tandis que dans d'autres sous zones, ces enquêtes étaient privilégiées sans investigation complémentaire au niveau des systèmes et associations de cultures.

Enfin, dans le même ordre d'idées, les enquêtes visant à la connaissance du milieu ont probablement souffert d'une certaine confusion des genres, inhérente au projet, concernant la distribution des rôles pour ceux qui, de près ou de loin, y ont participé. En effet, compte tenu du contexte global dans lequel s'est déroulé le projet, la grande majorité des cadres et participants avaient une formation de type agronomique ; or les enquêtes portant sur une vaste gamme de disciplines en dehors de l'agronomie se sont peut être ressenties de ce qu'elles étaient réalisées par des non-spécialistes de la discipline. De plus, leurs insuffisances n'ont pu être généralement palliées par les missions de spécialistes comme celles qui ont été financées dans le cadre du programme DGRST (dont c'était un des objectifs). Certaines études se sont ressenties de ces inadéquations de formation par rapport aux disciplines abordées.

De même, au niveau de l'organisation des enquêtes, le fait que presque tout le personnel d'enquête ait été composé par des étudiants a pu avoir certains inconvénients, le travail sur le terrain nécessitant lui aussi une formation spécialisée que les étudiants des universités ne reçoivent que trop rarement ; de plus, les travaux d'enquête nécessitent des relevés fastidieux et monotones qu'il est parfois difficile d'infliger à des étudiants.

Enfin, il faut souligner l'existence d'un certain nombre d'enquêtes qui mal conçues ou dont le déroulement a été mal contrôlé, n'ont pas fait l'objet de véritable dépouillement.

#### 4. Résultats et analyse critique

Pour faire un bilan objectif des résultats apportés par le projet M.S. à la connaissance du milieu, il faut partir de la situation où était la recherche scientifique en Haïti dans les années 1970 ; pour un certain nombre de raisons dont ce n'est pas ici le lieu de retracer la genèse, le niveau des connaissances concernant Haïti et notamment de ses systèmes agraires et de ses structures socio-économiques était extrêmement bas. En dehors de quelques travaux isolés, déjà anciens (Métraux, S. Mintz, travaux de l'ICA) et souvent ponctuels ; on ne disposait d'a peu près aucun résultat de recherche dans ce domaine. En ce sens, l'apport du projet Madian Salagnac a-t-il pu apparaître dans ce désert scientifique comme considérable ; les liaisons institutionnelles établies avec la FAMV étaient en correspondance directe avec l'importance et la nouveauté de cet apport.

Effectivement, la centaine des publications jusqu'ici réalisées montre le large éventail de connaissances acquises, allant de la climatologie à l'étude des systèmes agraires en passant par l'ethnobotanique, la culture du haricot et l'artisanat rural.

Les apports dans de nombreux domaines sont remarquables, entre autres, il semble qu'on peut signaler comme particulièrement féconds les travaux qui ont porté sur :

- l'analyse des systèmes agraires de montagne ( agriculture de Morne ) (1).
- l'étude des systèmes fonciers à partir d'études de cas (2)

---

(1) cf. par exemple : dynamique d'évolution des systèmes agraires des Mornes haïtiens in *Recherches Haïtiennes* n° 2 - Déc. 1980 Institut Français d'Haïti.

(2) Héritage foncier et indivision en Haïti. Réflexions à partir de l'Etude du lignage Cadet à Rey in *Recherches Haïtiennes* op.cit.

- La description des stratégies des exploitations paysannes, en particulier en fonction de leur capital foncier ( 3)
- L'analyse des systèmes d'association de culture.

Pourtant si l'on veut faire un bilan exhaustif des résultats obtenus, on retrouve certaines incertitudes et certaines lacunes qui ont été entrevues lorsque les méthodologies d'enquêtes ont été inventoriées.

Le concept de transect étant un concept mal adapté à l'étude des structures socio-économiques; on ne dispose ni à l'échelle du projet, c'est à dire pour l'unité géographique défini par le projet M.S., ni à plus forte raison pour la région ( quelque soit sa délimitation géographique), d'inventaire global, déterminants à la fois les principales données de base (démographie, productions, superficies etc...), les structures socio-économiques et les lois<sup>d</sup> fonctionnement des systèmes de production de la région. Certes, les experts du projet sont actuellement en train de travailler sur un ouvrage de synthèse qui répondra peut être à ce besoin d'analyse globale. Il faut toutefois remarquer que sur le terrain même c'est à dire sur les stations du projet ( aussi bien à Salagnac qu'à Aquin), mais aussi à la FAMV, on ne dispose actuellement d'aucun document de synthèse et que les documents publiés à ce jour et disponibles sur place ne permettent guère de réaliser des synthèses même partielles, par exemple sur le plateau du Rochelais, ou sur la plaine d'Aquin, ou sur des problèmes spécifiques. Sans que l'on puisse parler de rétention ou de confiscation d'information, on ne peut que déplorer le stockage d'un grand nombre de données en France et leur non disponibilité, plusieurs années après leur collecte sur le terrain. Si la parution du livre de

---

(3) cf. les travaux d'A. Bellande - J. Régis - et D. Michel.



synthèse n'est pas prévue avant la fin de 1985, ne serait-il pas souhaitable qu'au moins des documents bruts de résultats d'enquêtes paraissent dans les meilleurs délais même sous forme de "littérature grise" ? Dans l'ensemble, si la production de connaissance du projet M.S. semble avoir été satisfaisante, la transmission de cette connaissance a été nettement insuffisante, surtout au niveau du produit intermédiaire, au profit de la sortie abusivement repoussée dans le temps d'un produit final, peut être brillant mais peut être aussi déjà obsolète.

Compte tenu de ce qui a été constaté au niveau des méthodologies d'enquêtes, ces synthèses même achevées risquent de présenter de graves lacunes :

-absence de données statistiques d'ensemble fiables,

-lacunes dans les informations sur certaines zones du transect par exemple, il semble que dans l'espèce de dérive qui a été constaté au cours de l'histoire du projet, dérive de Madian peu à peu délaissé pour Salagnac, les systèmes agraires de basse altitude (région de Madian) aient fait l'objet d'études moins systématiques que celles des systèmes d'altitude (systèmes de mornes),

-lacunes dues à la discontinuité dans certains travaux qui ont du être interrompus soit faute de financement et/ou de personnel, soit que la "politique" des promoteurs du projet ait changé : de telles lacunes mais aussi des retards dans la publication des résultats se constatent dans le domaine de l'analyse des rendements des cultures en association et dans les expérimentations dans le domaine du choix du matériel végétal et la détermination des facteurs limitant.

-lacunes tenant à l'absence de problématique globale dans l'analyse de la région : pas de synthèse sur la répartition des terres et celle des droits fonciers,

-lacunes dans l'analyse de l'espace économique et de ses flux à l'échelle de la grande comme de la petite région (flux de migrants, principaux flux financiers liés à la commercialisation des produits locaux-agriculture, élevage et liés aux migrations) commerce, artisanat.

- Absence de données fiables sur les niveaux de vie, habitat, budgets de famille, structures de consommation, et sur les niveaux de santé, de nutrition et d'éducation;
- Absence de synthèse dans le domaine des idéologies, notamment rôle de la religion et du vaudou dans la dynamique sociale;
- Insuffisance de données dans de nombreux domaines de la vie sociale; parenté, organisation de la famille, mariage, filiation et héritage, autant de domaines où les Antilles offrent de nombreuses originalités.
- Lacunes ponctuelles : par exemple , les tentatives faites dans le cadre du projet pour vulgariser la charrue dans la plaine de Madian comme dans la plaine d'Aquin n'ont pas été précédées de l'étude de la diffusion (réussie) de la charrue dans la plaine toute proche des Cayes (1). Autre exemple ; absence de suivi récent concernant la diffusion des citernes sur le plateau du Rochelois. A noter aussi l'absence d'analyse des rapports entre les différentes sous-parties (ou sous-régions ? ) composent le transect.
- Absence d'utilisation de moyens modernes d'investigation micro-ordinateurs et analyse des données, photo-interprétation etc...

---

( 1 ) De son côté, le GRD a procédé à une petite étude sur ce thème.



### III. LA FONCTION RECHERCHE AGRONOMIQUE

La fonction recherche agronomique est un des pôles importants du projet Madian Salagnac. Dès 1978, les assistants techniques définissaient leur projet comme un projet de Recherche-Formation-Développement. Ces trois pôles étant très profondément articulés, ce qui est d'ailleurs une des originalités de Madian Salagnac, il n'est ni facile, ni possible d'isoler parfaitement ces fonctions. On parle d'ailleurs de Recherche-Développement pour préciser qu'il ne s'agit pas d'une recherche qui se mène exclusivement en milieu contrôlé (laboratoire ou station). Madian Salagnac a engagé une série de travaux de connaissance du milieu, mais il nous a semblé judicieux de faire de la recherche agronomique une fonction spécifique distincte.

#### 1) Les origines de cette fonction

L'activité recherche apparaît très tôt dans le projet, même si elle n'est pas constituante de la demande initiale de l'ONG. La formation universitaire des premiers assistants techniques (ENSSAA, INA-PG) les avait mis en contact avec des équipes de recherches et les poussait naturellement à attacher une grande importance à la recherche agronomique pour leur travail de formation permanente des paysans. Cette volonté initiale a été confortée par le type d'insertion du projet dans la réalité institutionnelle haïtienne et surtout elle a pu être concrétisée grâce à l'appui du MRE et de la DGRST.

En 1974, au début du projet, le premier assistant technique français de Madian fait un arrêt au Centre INRA de la Guadeloupe (CRAAG) pour identifier quelques problèmes agronomiques spécifiques de la zone des Antilles.

Le MRE finançait une première mission de l'INRA fin 1975, qui définit quelques axes de collaboration sur plusieurs thèmes (amélioration génétique du maïs et du sorgho, culture du haricot). 17 missions techniques de part et d'autre étaient programmées pour l'année 1975. L'INRA a été choisi

comme partenaire privilégié pour bien montré l'accent mis sur les cultures vivrières. La proximité du Centre de Guadeloupe justifiait aussi ce choix.

Dès le début, les assistants techniques souhaitaient être reliés à une structure de recherches Haïtienne. Le Service de la Recherche agronomique (SERA) paraissait la structure adéquate pour cela, même si la production de la recherche agronomique haïtienne était particulièrement faible à l'époque (1). Implicitement, la conduite d'une recherche, en liaison avec un organisme comme l'INRA, valorisait vis-à-vis des officiels haïtiens cette petite ONG qu'était le projet à ses débuts.

Le volet recherche a connu un certain essor grâce à l'appui financier de la DGRST (Comité ECAR) avec le soutien de nombre de chercheurs qui sont venus, le plus souvent, en courte mission à Madian Salagnac, ce qui a contribué à faire connaître l'ensemble du projet.

## 2) Les objectifs de la recherche et leur évolution (2)

Les objectifs ont évolué dans le temps mais il semble bien que dès 1976, deux prédominaient :

-rôle de reconnaissance sociale de la recherche : "Faire sérieux et scientifique" vis-à-vis du Ministère de l'Agriculture et de la Faculté d'Agronomie, d'où la mise en place de protocoles expérimentaux.

-découverte et vérification de la cohérence du milieu paysan : "seule la recherche pouvait vérifier notre hypothèse : le système traditionnel paysan s'explique, il a sa cohérence". Cela permettait de mieux adapter la formation permanente.

Ces objectifs ne sont pas au même niveau, ils n'ont pas la même intensité. Le premier objectif est atteint, tout au moins vis-à-vis des partenaires haïtiens, à partir de 1979. Le second restera toujours présent, il

---

(1) ce vide relatif renforçait la place de l'équipe Madian dans la recherche. En 1975, la France (FAC) venait d'ouvrir un centre de production de semences en collaboration avec le service de recherche agronomique (SERA) du Ministère de l'Agriculture.

(2) Les citations entre guillemets sont issues des interviews des protagonistes du projet ou de documents de travail consultés sur place.

se précisera peu à peu et se complètera lorsque se mettra en place le processus de recherche-développement et on peut alors distinguer trois objectifs :

2.1. Découverte du milieu paysan, inventaire des pratiques paysannes (description)

2.2. Compréhension du fonctionnement et de la cohérence du système paysan. Connaissance des mécanismes biotechniques (et socio-économiques) qui permettent aux systèmes paysans de fonctionner. Explication des pratiques paysannes (recherche en milieu contrôlé). Découverte et hiérarchisation des contraintes qui limitent l'efficacité du système de production traditionnel.

2.3. Propositions d'actions pour dépasser les contraintes et améliorer les performances des systèmes de production.

Ces objectifs de Recherche-Développement ont été discutés au cours du déroulement du projet, l'accent étant mis sur l'un ou l'autre pôle à différentes étapes du projet ?

Au début, faire de la recherche est apparu comme un détour scientifique nécessaires afin de proposer des actions de vulgarisation plus adaptées à la situation des paysans. L'accent était donc mis d'abord sur les objectifs 2.1. et 2.2, (découverte et compréhension du milieu paysan). Ne chercher qu'à découvrir la rationalité des systèmes paysans devint rapidement frustrant : "Si tous les paysans sont rationnels, à quoi servons-nous, nous agronomes ?". Il était donc important de proposer des actions de développement, ce qui fut initié par le contrat avec la CEE (1980-1981).

La relative grande focalisation sur un des deux pôles du couple Recherche-Développement est certes liée à l'avancement du projet, il traduit aussi le plus ou moins grand rôle de tel ou tel assistant technique à la fixation des objectifs prioritaires du projet. Il est incontestable que les quatre leaders du projet avaient des sensibilités différentes par rapport aux priorités à donner, des concessions réciproques ont été faites, variables dans le temps.

Comme il apparaîtra par la suite, la plupart des actions de développement ne découlent pas logiquement de la recherche. Il serait utopique de penser qu'après quatre ans de travaux scientifiques, menés avec des moyens limités, on puisse proposer des actions originales et particulièrement efficaces de développement ? Faut-il ne pas proposer des actions de développement pour autant ?

Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'en 1982, alors que des actions de développement étaient réalisées par l'équipe, un nouvel assistant technique ayant les mêmes origine et formation universitaire que les autres, a fortement critiqué cette orientation en affirmant que d'une part, la recherche n'a pas suffisamment produit de résultats, il faut donc la poursuivre, et que d'autre part les actions d'appui aux paysans modifient et perturbent le milieu humain, elles peuvent favoriser certains groupes sociaux aux dépens d'autres moins favorisés.

### 3) Moyens mis en oeuvre et opérateurs

#### 3.1. Les moyens relatifs à la "reconnaissance sociale"

Cette reconnaissance sociale passe par les relations avec la Faculté d'Agronomie et le Ministère de l'Agriculture haïtiens. On retrouve donc les moyens relevés dans la fonction enseignement (objectif : ancrage institutionnel). Il faut rappeler que plusieurs parcelles expérimentales et essais variétaux ont été réalisés sur les terrains de la FAMV. Les étudiants de la Faculté ont, dès le début, participé à ces essais. La signature du contrat de recherche avec un Comité Scientifique de la DGRST et la venue en mission de chercheurs et professeurs reconnus ont permis la complète réalisation de cet objectif ? Trop, presque, peut-on dire : En 1984, le Vice Doyen à la recherche reproche à Madian Salagnac de faire trop de recherche et que le passage de la recherche au développement soit trop lent et pas suffisamment affirmé, alors que pourtant la fonction recherche y est devenu secondaire.

#### 3.2. Les trois objectifs de la Recherche-Développement

Pour atteindre globalement ces objectifs, le projet Madian Salagnac a pu disposé des moyens matériels et financiers suivants :

-à partir du 1er juillet 1977, le projet possédait deux centres permanents, Madian (sur la côte nord) et Salagnac (en altitude 900 mètres) avec des logements et bâtiments collectifs servant de base de travail. Plusieurs hectares de terres agricoles étaient mis à la disposition de l'équipe dans les deux situations pédoclimatiques de Madian (1 250 mm d'eau sur 120 jours) et Salagnac (2 000 mm). Ils permettaient de constituer deux stations sur lesquelles ont été menées des expérimentations sur des pratiques agricoles, des semences, des engrais etc... en milieu qui pouvait être en partie contrôlé. Les recherches agronomiques en station ont été plus importantes à Madian du fait de l'installation de l'assistant technique le plus porteur du projet recherche agronomique.

En dehors de ces deux stations, l'équipe ne disposait pas à ses débuts de moyens de recherches spécifiques. Le matériel végétal (semences...) a été soit acheté sur fonds personnels, soit fourni par des organismes de recherches français ou internationaux (CIMMYT, CIAT, CIP...)

En 1979, un contrat était signé entre la Section de recherche de l'Institut Français d'Haïti et la DGRST (Comité ECAR) pour "l'étude d'une formation agraire du sud Haïti". Ce contrat de 700 000 francs a donné quelques moyens en matériels (véhicules etc...) et a surtout servi à financer des missions d'appui au projet dont furent utiles au volet recherche.

#### Les opérateurs permanents :

Entre 1977 et 1981 le projet Madian Salagnac avait quatre assistants techniques français aidés chaque année d'un ou deux VSNA. Les quatre assistants, agronomes, ont participé très directement à la recherche. Les essais en station (variété, engrais...) ont surtout été réalisés par l'assistant technique basé à Madian quelquefois assisté d'un VSNA, les trois autres assistants techniques s'occupant eux plutôt des recherches à base d'enquêtes en milieu rural à dominante socio-économique.

#### Les opérateurs occasionnels :

- des consultants du programme DGRST
- des professeurs et chercheurs INRA venus en mission MRE (hors programme DGRST).



-Les stagiaires et "résidents" des facultés ont fourni une main d'oeuvre importante surtout pour la réalisation des enquêtes socio-économiques et dans une moindre mesure pour le suivi d'essais agronomiques. En fait, comme cela est noté dans l'analyse de la fonction enseignement, les stagiaires et "résidents" ont reçu une initiation aux méthodes de recherches et leur contribution directe à l'élaboration de la connaissance scientifique apparaît somme toute, sauf quelques cas exemplaires, assez limitée. Une grande partie des données qu'ils ont recueillies n'a pas été exploitée.

-Les paysans, par leur présence aux stages "personnages" où ils fournissaient des informations précieuses sur leurs systèmes de production et par leur participation directe au processus de recherche (suivi de leurs parcelles, essais chez les paysans) sont des opérateurs essentiels de ce processus de recherche-développement.

Parmi les moyens utilisés dans cette fonction de recherche, il faut insister sur les nombreuses relations que le centre Madian Salagnac a eues avec des institutions internationales de recherche. Il est vrai que la création de ce réseau était un des objectifs de cette fonction :

- .avec l'INRA en particulier le CRAAG et le centre de Montpellier,
- .avec les écoles d'agriculture françaises dont en particulier, l'INA-PG (Chaires d'Agronomie et d'Agriculture comparées),
- .avec les centres de recherches internationaux : CIMMYT, CIAT, CIP,
- .avec la FAMV, les facultés d'Economie et d'Ethnologie,
- .avec les Facultés et organismes de recherches des Antilles (CATIE au Costa Rica, IICA).

#### 4) Méthodes et résultats des trois objectifs de la recherche-développement.

##### 4.1. Inventaire et description des systèmes de production et des pratiques des paysans.

###### a) Méthodologie

Devant l'échec du transfert de technologie et des tests de techniques alternatives qui caractérisent la première phase de recherche jusqu'en 1976, l'équipe met en oeuvre une méthodologie pour repérer les pratiques paysannes :

-écoute des paysans dans les stages dits "personnages". Ces stages de sensibilisation et d'ouverture avaient pour rôle de mettre les agriculteurs en situation d'observer et d'analyser leurs propres techniques. De l'avis des agronomes, ce fut une source fondamentale d'information pour la recherche. (cf. fonction formation des paysans).

-enquêtes et suivis auprès d'un grand nombre d'exploitations agricoles. L'équipe a multiplié les observations en milieu paysan pour inventorier les variétés utilisées, les pratiques mises en oeuvre, les itinéraires techniques employés. Ces enquêtes-suivis ont été réalisées soit directement par les agronomes français soit par les stagiaires et "résidents".

Pour mener ces enquêtes et faire ces suivis, les agronomes ont reproduit la méthodologie qu'ils avaient eux-mêmes pratiquée à l'INA-PG (étude d'une petite région dans le cadre des travaux de la Chaire d'Agronomie) ou à l'ENSSAA (étude d'une région agricole dans le cadre de l'activité pluridisciplinaire d'interoption).

-délimitation de la zone et de petites régions.

Un découpage cartographique (le "transect") a été réalisé en 1978 pour couvrir des situations pédoclimatiques variées : une coupe de 40 km de large sur la péninsule sud d'Haïti et de la Côte nord (Madian) à la Côte sud (Plaine d'Aquin). A l'intérieur de cette coupe, plusieurs petites régions relativement homogènes sur le plan de la morphologie, du climat, des sols et du peuplement ont pu être identifiées.

-Les observations ont porté sur les thèmes suivants (cf. aussi la fonction connaissance du milieu) :

- .variétés utilisés,
- .pratiques agricoles,
- .stockage et conditionnement des productions végétales,
- .circuit de commercialisation,
- .organisation foncière,
- .héritage foncier et indivision,
- .organisation du travail et échange de travail,
- .histoire du système agraire.

## b) Résultats et appréciation

Incontestablement il y a une accumulation importante de données sur les pratiques paysannes. Ces données peuvent être trouvées dans les différents documents produits par le projet et par les mémoires de fin de stage ou de fin de "résidence" des étudiants.

Dans le cadre du rapport de synthèse pour la DGRST, l'équipe a fait une liste de ces publications. Il apparaît que près de la moitié de la centaine de documents inventoriés se rapportent à cet objectif. Les titres de ces documents montrent la diversité des thèmes abordés.

Dans cet ensemble de matériaux, il y a encore peu de documents de synthèse. On peut malgré tout citer :

-le film de 16 mm 'Jardin Komp'en (35 minutes). Il décrit de façon pédagogique quelques systèmes de production pratiqués (1979)

-Madian Salagnac 1978, l'agriculture traditionnelle en Haïti (1978) (document qui ne semble pas avoir été publié dans la Revue Géographique Tropicale du CEGET de Bordeaux, comme cela était prévu).

-Madian Salagnac 1980, Espace Rural et Société Agraire en transformation. Numéro spécial de la Revue Recherches Haïtiennes de l'Institut Français (230 p).

Par ailleurs, nous renvoyons au document en cours de rédaction déjà évoqué "Paysans, systèmes et crises". Jusqu'à maintenant, il apparaît que beaucoup de données n'ont été que peu voire pas exploitées, en grande partie parce que l'équipe a été débordée par l'ampleur du sujet, qu'elle a manqué d'idées directrices organisant toutes ces collectes d'informations et qu'elle n'a pas eu malgré l'appui de la DGRST, le soutien scientifique sinon souhaité du moins souhaitable. Ce document, avec trois tomes de 400 p, ce ne sera pas vraiment une synthèse, pourra-t-il combler cette lacune ? On peut s'interroger.

### 4.2. Compréhension du fonctionnement des systèmes de production paysans et hiérarchisation des contraintes qui limitent leur efficacité.

#### a) Méthodologie

Cet objectif est sans doute le plus important de la recherche

menée à Madian Salagnac, et à l'époque il gardait encore une grande originalité : postuler que le système paysan traditionnel est cohérent et chercher à expliquer plutôt qu'à dénigrer les pratiques paysannes n'étaient pas si fréquent (1). Cela traduit un changement de démarche inhabituel qui a sans doute trouvé son origine dans le fait que les chercheurs en question n'appartenaient à aucune institution de recherche agronomique (2). Cet objectif revient à mettre en cause un certain nombre d'acquis de la recherche comme par exemple le conseil cultural que les agronomes avaient essayé de diffuser au début du projet : "faire des cultures pures, propres et en ligne".

Parallèlement, à l'observation des systèmes paysans sur le terrain, les agronomes les reproduisaient en milieu contrôlé pour mesurer un plus grand nombre de facteurs et comprendre les mécanismes biologiques permettant aux systèmes traditionnels de fonctionner. Cette articulation milieu paysan-milieu contrôlé est considérée aujourd'hui comme une des caractéristiques essentielles des recherches pour le développement (cf. la méthodologie du département de recherches sur les systèmes agraires et le développement (SAD) à l'INRA.

Trois types de dispositifs furent utilisés :

1. En milieu contrôlé :
  - essais de cultures associées,
  - élaboration des références techniques concernant la culture du haricot,
  - élaboration du rendement (compétition) de l'association maïs-pois congo-sorgho
  - sélection massale,
  - tests de nouvelles variétés,
  - étude des effets de la fertilité des sols,
  - etc...
  
2. Mesure des principaux indicateurs de milieu physique nécessaires à l'analyse des systèmes paysans :
  - climat (agrométéorologie, eau ; pluie ETP, hygrométrie rayonnement durée d'insolation ; température)
  - sol (pédologie, fertilité ; composition : NpK, éléments minéraux ; réserves en eau...)
  - etc...

---

(1) Cf. La position des canadiens dans le cadre du DRIPP, sur la même zone géographique à la même époque (voir les extraits du rapport d'évaluation de P. ENGLISH en annexe)

(2) Quelques chercheurs français et anglosaxons, dans le cadre des approches systémiques menaient des travaux et des réflexions dans ce sens à la même époque. Certains des agronomes connaissaient ces réflexions.

3. Recherches en : milieu paysan
- suivi fin de quelques exploitations pour comprendre la cohérence des choix techniques,
  - suivi d'exploitations chez lesquelles étaient proposées à titre expérimental, des actions de développement (citernes, élevages, légumineux, labour),
  - suivi de parcelles chez des agriculteurs (149 parcelles)
  - etc...

Dans les essais en milieu contrôlé, on a utilisé les méthodes (protocoles) classiques de la recherche agronomique. C'est dans l'écosystème autour de Madian que l'analyse semble avoir été poussée le plus loin.

Dans ce domaine, il y a un grand nombre de documents de base. On trouve en particulier les données concernant les principaux indicateurs pour caractériser le milieu physique ? Certains ont été exploitées. Si une synthèse n'a pas été encore élaborée (cf. le projet de livre) il est possible de présenter certains des acquis importants eu égard à l'objectif.

-Efficience globale du système traditionnel

1. Il a un assez grand rendement physique : en cultures associées avec les pratiques traditionnelles sans engrais les paysans en bonne année climatique peuvent produire 18 Q de céréales et 8 Q de légumineuses. Les paysans savent exploiter les avantages respectifs des différentes variétés et jouent sur la diversification des risques par l'étalement et l'association des cultures.

2. Malgré cette efficience, la forte densité de population, les grandes variations climatiques et l'absence d'un environnement économique favorable, limitent, voire annulent, les capacités d'accumulation des paysans.

3. Des contraintes agronomiques limitent l'efficience du système :

- la qualité des semences et la valeur de variétés,
- la fertilité des sols (faible alimentation minérale),
- les disponibilités en eau,
- le manque de main d'oeuvre au moment des semis,
- faible résistance aux maladies.

La recherche a montré par exemple que les vertisols de la Plaine d'Aquin utilisent très peu les eaux de pluie du fait de leur forte compacité. D'où l'idée de faciliter l'infiltration de l'eau par un travail du sol.

-La compréhension des mécanismes de fonctionnement de l'association maïs-pois-congo-sorgho apparaît tout à fait remarquable. Dans ce cas, la conjugaison des trois dispositifs présentés ci-dessus a permis de proposer un modèle explicatif assez convainquant que l'on peut résumer ainsi :

- "le maïs fonctionne comme s'il est en culture pure,
- le pois congo est étioilé par la présence du maïs, mais sans répercussion sur le rendement,
- le sorgho est dominé par les deux autres espèces et cette domination s'exprime d'autant plus sur le rendement que le maïs recouvre le sorgho longtemps et que le pois congo est dense et étioilé" (1)

Les systèmes de culture (à base d'associations) sont cohérents avec l'objectif d'autosuffisance alimentaire mais ils sont très fragiles car on constate la fréquence non négligeable de rendements nuls (date d'arrivée des pluies, non maîtrise de l'eau, grande variation de la fertilité des sols). Les paysans savent mieux gérer le capital végétal que le milieu physique (eau, érosion).

La recherche a montré qu'il était très dangereux d'avoir un seul indicateur pour mesurer l'efficacité de tels systèmes. En plus du rendement quantitatif de ces systèmes, il faut aussi considérer la qualité nutritionnelle des produits et leur valeur économique (valeur d'échanges).

L'équipe Madian Salagnac a donc acquis une connaissance importante sur le fonctionnement des systèmes de cultures associées. Cette connaissance est utile d'une part parce qu'elle porte sur un sujet encore assez peu exploré par la recherche (2) et d'autre part parce qu'elle débouche sur quelques voies et propositions concrètes d'amélioration (cf. ci-après 4.3.).

---

(1) CAVALIE propose plusieurs hypothèses plus fondamentales : vitesse de croissance du maïs plus forte que celle des autres variétés ; effets interactifs positifs de l'association sur la fertilisation ; plus ou moins faible compétition dans l'utilisation des facteurs de croissance (eau, lumière) grâce à l'étalement des cycles et à la maîtrise du peuplement avec le semis en paquet. D'après des chercheurs de l'INRA, J. CAVALIE est celui qui a été le plus loin dans la compréhension des limitations hydriques et de la fertilisation.

(2) L'agronome porteur de ce thème a mis au point une méthodologie d'étude des cultures associées en milieu paysan (suivi de parcelles chez les agriculteurs). Il propose un dispositif d'étude des associations qui limitent les causes de variations évidentes (climat, sol) par un suivi de toutes les parcelles d'une unité géographique contigue (cf. dossier du GRET : cultures associées en milieu tropical).

c) appréciation.

Malheureusement, ces travaux n'ont pas vraiment abouti :

Après le départ de l'agronome responsable du thème "cultures associées", les travaux entrepris ont été abandonnés, en particulier les suivis de parcelles chez les paysans de Madian n'ont pas été poursuivis. Vu leur état d'avancement, ils auraient permis de vérifier ou d'infirmier les hypothèses. Son remplacement n'ayant pas été assuré, certaines données liées à la météorologie continuent à être collectées sans grande conviction et avec une rigueur sans doute discutable (1).

Cet agronome, de retour en France pour des raisons qui ne relèvent plus du projet n'a pas pu mener son projet de structurer et valoriser sa démarche scientifique (2).

On voit sur ces deux raisons quel appui le MRE (coopération) aurait pu donner pour conforter cette recherche. Mais est-ce dans les fonctions du Ministère de la coopération de développer des recherches agronomiques?

Il faut aussi relever une autre insuffisance de ces travaux. L'analyse des systèmes de cultures chez les paysans (suivi des parcelles) a été menée dans la région de Madian par l'agronome qui y résidait. La méthodologie d'observation des systèmes culturaux était très rigoureuse : indicateurs sur la qualité des sols, mesure du facteur eau, repérage des différents itinéraires techniques, suivis par les paysans, mesure du rendement et de ses composantes, mesure du temps de travail etc... Mais paradoxalement l'étude du système exploitation-famille n'a pas été réalisée complètement dans cette zone. On ne dispose pas par exemple de bilans économiques. Les informations concernant l'environnement socio-économiques (marchés etc...) sont aussi très incomplets. On constate que les autres agronomes responsables de ces thèmes ont peu travaillé à Madian où résidait l'agronome qui avait pris en charge le volet de la recherche agronomique. Les relations quelquefois difficiles avec les "curés bretons" sont-elles à l'origine de cette séparation?

---

(1) Un chercheur agronome du GERDAT a certes été recruté fin 1983, mais il ne continue pas les travaux de Cavalié avec lequel il n'a d'ailleurs pas eu de contact. Il travaille sur une zone différente (plaine d'Aquin côte Sud), il est peu expérimenté puisque c'est son premier poste.

(2) Il faut quand même signaler qu'une bourse d'un an fut donnée à l'agronome pour qu'il réalise sa thèse, ce ne fut pas suffisant.

Quoiqu'il en soit, il est regrettable que dans la zone où la connaissance des systèmes cultureux était la plus grande il y ait eu insuffisamment de travaux sur le fonctionnement global de l'exploitation et sur l'environnement socio-économique.

Notons pour conclure sur cet objectif que le CRAAG a beaucoup bénéficié de sa collaboration avec Madian Salagnac. Du point de vue des chercheurs de ce centre, l'INRA a été beaucoup plus bénéficiaire que Madian Salagnac : plusieurs recherches en cours dans ce centre ont été stimulées par des travaux menés à Madian Salagnac : cultures associées ; comportement des vertisols, limitations hydriques, cuniculture etc...) Cette remarque semble valable aussi pour un certain nombre des missionnaires de la DGRST.

Pour les assistants techniques, la recherche était considérée comme pluridisciplinaire car "si la recherche technique agricole peut proposer des solutions, celles-ci peuvent être rejetées du fait des contraintes extraagricoles". Comme cela a été noté par ailleurs dans l'étude de la fonction enseignement, l'équipe n'était pas réellement pluridisciplinaire, puisque seules les compétences d'agronomes et d'économistes ruraux étaient réunies. Cette pluridisciplinarité limitée, voire consanguine (ingénieurs agronomes) n'était pas en soi une carence du projet. Il est dangereux de trop élargir le spectre des compétences à réunir pour une analyse scientifique d'un système. Les compétences réunies par l'équipe ont déjà permis une vision large des problèmes de l'agriculture et des paysans. Nous pensons au contraire que l'équipe a abordé trop de thèmes et qu'elle ne les a pas suffisamment approfondis. La pluridisciplinarité est quelque chose de trop délicat pour être utilisé sur tous les sujets. Par contre, il aurait pu être utile de faire venir en mission longue les personnes ayant des compétences complémentaires sur des sujets bien délimités (analyse du système économique, sociologie des rapports sociaux dans les villages...). Il est par ailleurs surprenant que l'équipe d'agronomes n'ait pas engagé de recherches sur l'élevage alors qu'il semble bien que les animaux jouent un rôle essentiel dans les systèmes de production ? Rappelons aussi le fait qu'à Madian les travaux sur les systèmes d'exploitation n'ont pas suffisamment complété ceux sur les systèmes cultureux.



#### 4.3. Propositions d'actions pour dépasser les contraintes et améliorer la performance des systèmes de production (1)

##### a) Méthodologie

Deux méthodes ont été utilisées :

-expérimentation en milieu contrôlé visant à lever une contrainte déjà identifiée (cas de la sélection d'une variété de haricot résistante à l'oïdium, en altitude).

-tests de propositions techniques et de diffusion chez les paysans en systèmes réels. Dans ce cas, l'équipe Madian Salagnac a cherché à mettre en place des suivis fins des exploitations pour observer comment s'insérerait cette innovation dans le système paysan.

Un certain nombre de propositions ont été faites, on peut prendre quelques exemples sur les trois principaux facteurs limitants repérés : semences, fertilisation, eau.

##### 1- Variétés et semences : le cas du haricot (cf. rapport DGRST)

Les premiers essais avaient montré que les pertes de rendements imputables aux attaques d'oïdium étaient de l'ordre de 30 à 50 %. Les tentatives d'introduction de matériel végétal étranger furent infructueuses. Il fut donc entrepris de repérer puis de récolter dans les parcelles paysannes près de 500 pieds apparemment indemmes. La résistance de ces lignées fut testée par l'INRA et six variétés furent sélectionnées. Un second niveau de sélection sur des critères d'adaptation aux conditions locales (productivité, couleur, forme, poids de 1000 grains) permit de proposer deux variétés aux agriculteurs, dont Salagnac 86.

Cette nouvelle variété obtient un succès réel. Mais elle pose encore quelques problèmes. Salagnac 86 est une variété à gros grains rouges qui est surtout vendue et qui a un faible taux de multiplication. Elle semble plus intéressante pour les paysans "riches" que pour les autres (exemple de modification sociale dont nous parlions ci-dessus). De nouvelles recherches

---

(1) Pour toute cette partie voir aussi la fonction appui au milieu rural

variétales seraient nécessaires pour sélectionner des variétés à plus petit pois noirs.

Quoiqu'il en soit depuis 1981, le Centre de Madian Salagnac a des champs de multiplication de "Salagnac 86" ; la semence de haricot traitée est fournie à crédit. Il semble y avoir une bonne diffusion (1) mais combien d'agriculteurs rembourseront ?

Un début de suivi a été réalisé, un premier dépouillement a commencé en 1984. En avril, aucun résultat n'était encore disponible. Le suivi étant en grande partie réalisée par des stagiaires et des "résidents", on peut avoir quelques inquiétudes compte tenu de la difficulté de réaliser de tels suivis (cf. fonction enseignement).

D'autres sélections et tests variétaux ont été réalisés par Madian Salagnac en relation avec l'INRA et les organismes de recherche internationaux : pour le maïs, le sorgho, la vigne, l'igname etc.. Dans ces cas, il n'y a pas encore de productions originales mais des tests de semences produites ailleurs.

D'une façon générale, les travaux de J. CAVALIE ont montré quelles étaient les principaux axes de recherches thématiques pour dépasser les contraintes liées aux variétés et aux semences :

- précocité des variétés pour permettre un meilleur étalement des semis et réduire la compétition entre les espèces,
- recherches de variétés de vigne et de sorgho non photopériodiques pour le même objectif,
- "une bonne semence c'est son utilisation au bon moment". Il faut donc disposer de semence ayant une bonne faculté germinative (rôle des traitements sur les semences et de la bonne conservation (2) de celles-ci),
- substitution de "cultures repiquées" aux "cultures semées" pour ajouter un mois à la période de végétation grâce à l'arrosage d'une faible surface de pépinières.

---

(1) "bonne" mais non quantifiée

(2) Mises au point de pots de conservation pour protéger les semences

## 2- Fertilisation

La recherche a montré les insuffisances de l'alimentation minérale pour la croissance des végétaux. Plusieurs expérimentations chez les paysans sont en cours pour tester des formules plus ou moins coûteuses d'engrais (mélange fumier-cendre, fumure phosphopotassique etc...) Une étude comparant des parcelles paysannes avec et sans engrais est entreprise par une étudiante en "résidence" à Madian Salagnac.

## 3- Eau et déficit hydrique

.Collecte et stockage de l'eau dans des citernes pour les cultures maraîchères et les pépinières.

.Utilisation de la charrue en traction animale.

La charrue permet une meilleure pénétration et un maintien de l'eau dans le sol. Mais son introduction entraîne une modification radicale du système de production paysan. On sait que le développement de la culture attelée suppose la réalisation d'un grand nombre de conditions, liées en particulier aux animaux de trait.

En conclusion de cet objectif, il apparaît qu'un certain nombre de thèmes sont proposés à la recherche thématique classique (sélections, pédologie..). Compte tenu de la situation il n'est pas sûr qu'ils soient étudiés. Du côté des actions proposées en appui au milieu rural (cf. cette fonction), il semble que la plupart de celles proposées ne soient pas issues de la recherche agronomique sensu-stricto. Certaines étaient proposées ou proposables depuis le début du projet (les citernes par exemple). Mais il est par ailleurs peu contestable que l'analyse du milieu et la découverte de certaines contraintes permettent de mieux situer ces actions dans les milieux physique et humain et de mieux réussir leurs insertions.

### Conclusion générale sur la fonction recherche

On peut faire plusieurs remarques sur la façon dont la recherche agronomique a été conduite, sur les résultats obtenus et sur leur utilisation. Quels enseignements peut-on tirer pour la généralisation éventuelle de projets de Recherche-Développement.

Il faut d'abord rappeler que la recherche agronomique a conforté les assistants techniques dans leur hypothèse que le système paysan s'explique et qu'il a sa cohérence. Il a permis aux assistants techniques de "rationaliser leur découverte des pratiques paysannes". Elle leur a aussi permis de disposer d'excellentes bases pour enseigner l'agronomie.

Il est clair que plusieurs systèmes de productions des régions de Salagnac, d'Aquin et surtout Madian ont été décrits et analysés. Le fonctionnement biotechnique de ces systèmes a été décortiqué et les agronomes ont découvert des contraintes importantes qui limitent la performance de ces systèmes. La démarche est originale. S'il est souhaitable de la généraliser (1), il faut connaître d'une part la façon dont elle a été conduite et d'autre part ses limites. Dans le cas du projet Madian Salagnac, elle ne semble pas avoir été bien programmée ni à son début, ce qui peut se comprendre compte tenu de la nouveauté, ni au cours de son déroulement ? La qualité de cette recherche est fortement liée à celle personnelle des assistants techniques, chacun a fait des investigations en fonction de ses propres sensibilités et en fonction du souci de couvrir un très large éventail de thèmes pour obtenir sa vision globale des systèmes agraires (cf. en annexe la liste des thèmes du projet soumis au comité ECAR de la DGRST). L'impression dominante est que l'équipe n'a pas pu maîtriser tous les thèmes de recherche et qu'elle a sans doute manqué de rigueur pour mieux adapter les objectifs aux compétences et aux moyens disponibles. Faut-il affirmer que ce qui fait l'intérêt de cette expérience (qualité intuitive et dynamisme des assistants techniques, immersion dans un milieu, autonomie) gêne considérablement la reproduction

---

(1) Est-ce au Ministère de la coopération de la généraliser ? Il doit certes y être associé mais les projets de Recherche-Développement sont des projets de recherche, ils supposent une bonne articulation avec les départements de recherche plus sectoriels.

de l'expérience. Etait-il possible et souhaitable de mieux programmer l'activité recherche ? Oui sans doute, on aurait ainsi évité l'incohérence soulignée ci-dessus entre la connaissance socio-économique des systèmes d'exploitation d'une zone et de leur environnement et de celle agronomique des systèmes culturaux d'une autre zone. Le rattachement scientifique des jeunes agronomes de Madian Salagnac à une équipe confirmée de recherche ayant une problématique proche mais plus affirmée aurait sans doute permis de mieux baliser périodiquement le chemin parcouru et celui à parcourir. Les recherches sectorielles, plus pointues, qui s'avèrent nécessaires dans un projet de Recherche-Développement demandent du temps. ~~Sont~~-elles gérables par un projet qui aux yeux du ministère de la coopération est d'abord un projet de développement.

L'approche système recherche-développement qu'a choisi Madian Salagnac est intéressante et novatrice, mais, mal maîtrisée, elle pousse à étudier un trop grand nombre de composantes du système agraire et à toucher rapidement les limites de la compétence des personnes. Il est donc indispensable d'identifier les systèmes qui peuvent être décortiqués.

La recherche système n'est pas une recherche qui produit plus rapidement des propositions d'actions pour le milieu que la recherche traditionnelle. Il est donc tout à fait remarquable qu'en cinq ans, le projet Madian Salagnac ait produit la somme des résultats analysés et dont la principale utilisation s'est faite dans le cadre de l'enseignement et que la recherche, malgré tout débouche sur quelques éléments de vulgarisation, avec semble-t-il des conséquences économiques assez limitées. La gestion du temps, toujours difficile, doit être particulièrement bien maîtrisée par les organismes qui patronnent la recherche-développement. Il est particulièrement regrettable dans le cas de Madian Salagnac, que tout une partie de cette recherche ait été en partie abandonnée après le départ de l'agronome. Le MRE et les organismes de recherche français apparaissent responsables de cet état qui reviendrait à considérer sans intérêt le travail réalisé, ce qui est faux sur le plan scientifique.

D'une façon plus générale, on doit s'interroger sur l'intérêt de mener une telle recherche agronomique dans un projet à finalité de développement. La recherche conduite par l'agronome-chercheur a-t-elle été

en définitive, utile, nécessaire, indispensable ? Le Ministère des Relations Extérieures doit-il promouvoir un important volet recherche dans ses projets de développement rural ?

S'il n'est pas possible de répondre simplement à ces questions, on peut baliser un certain nombre de points :

1- Il est difficile de ne pas reconnaître l'intérêt d'un volet recherche dans tout projet de développement. Il est toujours essentiel de bien connaître le milieu, la fonction recherche y contribue puissamment. On sait que nombre de projets de développement ont échoué du fait de leur inadéquation au milieu due à une mauvaise connaissance de celui-ci.

2-La recherche est une opération de longue durée, elle ne peut être conduite en 2 ou 3 années. De ce point de vue, le temps de la fonction recherche Madian Salagnac a été trop court. Les résultats obtenus ne sont peut être pas probants mais la preuve n'a pas été apportée que la recherche n'est pas nécessaire dans ce type de projet. Si le Ministère des Relations Extérieures ne peut être le seul porteur d'un projet de Recherche-Développement, on peut penser qu'il doit y être étroitement associé.

3- Des trois objectifs de la fonction recherche à Madian Salagnac, on peut se demander si le second (connaissance des mécanismes biotechniques) est accessible à un projet de Recherche-Développement. Sans doute cela concerne beaucoup plus la recherche classique, c'est-à-dire celle qui étudie des thèmes pointus (ou recherche sectorielle). Un certain nombre de travaux réalisés à Madian en font partie (mécanismes de fonctionnement des associations de cultures, limitations hydriques et fertilisation des vertisols...). Ces travaux sont certes importants à réaliser mais ils supposent des moyens que l'on peut plus facilement trouver dans un organisme de recherche.

Le projet Madian Salagnac souffre d'une articulation insuffisante avec la recherche thématique plus pointue. Elle ne fut vraiment assurée et réussie que pour le haricot ("Salagnac 86"). Un projet de Recherche-Développement n'a pas à mener toutes les recherches thématiques nécessaires, mais il doit pouvoir renvoyer à la recherche thématique des questions plus fondamentales.

En fait, ni l'INRA ni la DGRST ont favorisé cette articulation. Les nombreuses missions de la DGRST ont le plus souvent servi personnellement les agronomes du projet en les confortant, les informant, les formant et en les mettant dans des réseaux de relations. Cela a donc eu des effets positifs mais indirects pour le projet.

Rappelons que l'INRA, le CRAAG surtout, semble d'après des chercheurs de cette institution avoir beaucoup bénéficié de sa collaboration avec Madian Salagnac.

4- La Recherche-Développement ne doit pas être une recherche au rabais ; elle ne peut pas non plus remplacer la recherche agronomique classique. Le travail de l'agronomie chercheur de Madian a été une bonne reconnaissance des problèmes essentiels que doit traiter la recherche thématique mais il n'a été ni prévu ni organisé comme tel. Toute recherche doit être menée de façon rigoureuse, contrôlée, et dans le cas où l'équipe travaillant à l'étranger est jeune, elle doit être en étroite articulation avec une ou plusieurs équipes de chercheurs confirmés ayant une problématique bien affirmée.

5- Même si l'expérience n'est pas totalement concluante, même si l'impact de la Recherche-Développement est somme toute assez faible en milieu paysan, la démarche utilisée par Madian Salagnac est originale du point de vue de la recherche et aussi du développement : Quelles actions de vulgarisation faut-il promouvoir ? Ne peut-on proposer des actions que lorsque la recherche a produit des résultats prouvés ? Comment le sont-ils ? Or, dans le domaine du développement et plus généralement des sciences sociales, la preuve de la valeur scientifique d'une connaissance est la modification du réel qu'elle induit : un thème de vulgarisation est validé scientifiquement s'il se diffuse. Il n'est donc pas possible de séparer la recherche en laboratoire ou en milieu contrôlé de l'observation en milieu paysan. L'expérimentation en vraie grandeur chez les paysans, à condition qu'il soit possible d'identifier les modifications d'un certain nombre d'indicateurs de fonctionnement des systèmes paysans, est un moyen nécessaire de la recherche. Mais ces travaux sont délicats à mener, ils supposent une grande rigueur dans les dispositifs de suivi.

#### IV. LA FONCTION ENSEIGNEMENT

La fonction enseignement regroupe l'ensemble des activités par lesquelles Madian Salagnac a contribué à la formation d'étudiants de l'enseignement supérieur et moyen.

##### 1 - Les origines de cette fonction

Initialement, en particulier au cours de la première période, rien ne prédisposait ce projet à des activités dans le domaine de la formation autre que celle des paysans et animateurs paysans.

C'est mi 1978, année charnière du projet, que pour des raisons à la fois conjoncturelles et d'opportunité, une première articulation se fait avec la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire de Damien (FAMV) par l'affectation à un poste d'enseignant, de l'un des agronomes expatriés de Madian Salagnac précédemment VSN, étant entendu qu'il poursuivrait ses activités sur le projet.

- Les raisons conjoncturelles relevaient, de la visite qu'avaient faite à Madian Salagnac en 1976 quelques étudiants de la FMVS, et d'une forte demande qu'exerçaient ceux-ci pour avoir des travaux de terrain, alors inexistantes. A cela s'ajoutaient les bons contacts qu'avaient les agents de Madian Salagnac avec deux professeurs de l'assistance technique de la FAMV. La conséquence fut en 1977 un stage sur le terrain d'un groupe d'étudiant, suivi la même année d'un stage d'été, plus long, de 5 étudiants.

Deux ans plus tard, un autre facteur conjoncturel intervient avec la visite d'un nouveau ministre de l'agriculture qui se révéla sensible à la démarche de Madian Salagnac; alors qu'il était en train de réorganiser son secteur, il vit dans le projet une structure susceptible de contribuer à l'amélioration de la formation des ingénieurs agronomes haïtiens, et à la définition des politiques de développement rural. Cette visite devait être le point de départ du système qui s'est mis en place.



- Les opportunités relevaient de la nécessité dans laquelle en 1979 Madian Salagnac se trouvait, de rechercher rapidement un encrage institutionnel suite à l'opposition avec l'église sur laquelle s'était terminée la première période du projet.

La "résidence" qui désigne un service civil auquel sont astreints pendant deux ans à l'issue de leurs études les jeunes diplômés, a représenté une autre opportunité qui a permis à Madian Salagnac avec l'appui du Ministère des Relations Extérieures d'organiser une formation complémentaire de haut niveau pour 2 à 4 diplômés par an.

La relation Madian Salagnac-FAMV s'est établie physiquement à double sens.

Dans le sens Projet → FAMV il s'agissait d'assurer des cours à la FAMV, organiser les sorties, accueillir, encadrer les étudiants en fournissant les thèmes de travail, et en contribuant à sa mise en forme finale.

Dans le sens FAMV → Projet, il s'agissait de faciliter l'organisation des stages, d'organiser la résidence des personnes retenues, et d'apporter un appui matériel aux stagiaires.

## .2 -. Les objectifs de l'enseignement

Les objectifs de cette fonction sont ainsi exprimés :

- 1) Réaliser un ancrage institutionnel du projet à travers la FAMV dans la perspective d'une reconnaissance de Madian Salagnac aussi bien par les autorités haïtiennes que françaises ;
- 2) Assurer et former la relève de l'assistance technique en place ;
- 3) Démultiplier les possibilités d'études et recherches des agents de Madian Salagnac grâce aux différents types de stages ;
- 4) Restituer aux instances de formation haïtiennes et aux futurs cadres du secteur rural la connaissance acquise, à travers les cours à la FAMV et l'encadrement des résidents.

Ces objectifs n'ont pas eu la même intensité suivant les différentes périodes du projet. Ainsi l'objectif 1 dominait vers 1977-79 suivi de 2. L'objectif 3 a eu, jusqu'à ce jour la même intensité, à partir du moment où la liaison avec l'enseignement a été établie. L'objectif 4 d'un caractère plutôt formel au début, est devenu de plus en plus réel et semble dominant dans la période actuelle.

3 - Les moyens mis en oeuvre, correspondant à ces quatre objectifs

3.1 - Les moyens relatifs à l'objectif 1 "ancrage institutionnel"

1 - L'affectation d'agents ingénieurs expatriés de Madian Salagnac à la FAMV et au Ministère de l'Agriculture :

Lorsque les VSNA affectés en 1976 à Madian Salagnac eurent terminés leur service, deux d'entre eux furent affectés à titre d'AT civil aux Facultés d'Agronomie et d'Economie, alors que le premier VSN du projet en 1975 était rattaché en tant que civil au Service de Recherche Agricole (SERA), alors, au Ministère de l'Agriculture. Un seul AT était affecté réellement à Madian-Salagnac, mais tous avaient leur résidence dans la zone du projet, et tous donnaient ou ont donné des cours dans les Facultés d'Agronomie ou d'Economie.

A ce titre, l'objectif 2, "assurer la relève de l'assistance technique" était atteint du point de vue des activités d'enseignement dans les Facultés, de même qu'il le fut en 1984 lorsque en 1980-81 la direction du Centre fut confiée à ces ingénieurs nationaux.

2 - Création d'une relation institutionnalisée entre l'ensemble Madian Salagnac-FAMV et l'enseignement supérieur français, essentiellement agronomique :

Cette relation fut recherchée afin de donner un contenu et un niveau irréfutables au complément de fonction apporté aux résidents qui passaient par Madian Salagnac et allaient en France .

En effet, la filière classique de l'enseignement de l'agronomie en Haïti, du fait de l'assistance importante qu'apportent les Canadiens de LAVAL à la FAMV, conduit les ingénieurs haïtiens à parachever leur formation au Canada où ils acquièrent des diplômes de troisième cycle.

Ceci conduisit la partie française à proposer une relation triangulaire Madian Salagnac-FAMV, INA PG PARIS, LAVAL CANADA - projet qui ne déboucha pas en tant que tel. Par contre, les conséquences de la relation Madian Salagnac-FAMV sur l'enseignement de l'agronomie finirent par influencer sensiblement sur les formes de l'appui institutionnel de l'ACDI-Université de LAVAL à la FAMV, à partir de 1983. Nous y reviendrons.

Cette relation a été possible d'abord grâce au système de la résidence qui permettait une formation complémentaire en deux années avec salaires, réparties de façon égale entre un travail approfondi de terrain et la participation à un enseignement spécialisé en France. Elle fut possible ensuite grâce à l'intérêt qu'y virent des responsables de chaire en France, et à la possibilité d'obtenir des bourses. La première négociation sur ce sujet est intervenue en 1978 et a abouti avec les responsables de la chaire d'agriculture comparée de l'INA-PG à l'envoi en 1979-80 de trois étudiants auxquels devaient succéder dans les mêmes conditions deux autres étudiants l'année suivante, le système se poursuivant depuis à peu près régulièrement, avec l'élargissement à d'autres chaires de l'INA-PG, ainsi qu'à d'autres organismes d'enseignement supérieur. Il est à noter que les documents de l'époque prévoyaient le "suivi d'un cycle d'un an puis soutenance de thèse avec diplôme de troisième cycle" ; Dans les faits seul DEA a été obtenu pour la plupart des cas.

### 3 - On ne saurait limiter l'institutionnalisation des relations Madian Salagnac-FAMV à la seule résidence et à la formation finale en France

Les sorties d'étudiants et les stages d'été ont, dans la vulgarisation des démarches et travaux de Madian Salagnac, un effet de masse beaucoup plus important que la résidence et la formation des agronomes du fait du nombre important d'élèves qui se succèdent sur le terrain. Dans la mesure où les sorties et stages font l'objet d'une préparation importante des enseignants de Madian Salagnac à la FAMV, ils constituent l'élément principal avec les cours, des relations permanentes du projet et de la FAMV.

#### 3.2 - Les moyens relatifs à l'objectif de relève de l'assistance technique

Cet objectif et ses moyens découlent de ce que nous venons de voir : les cursus proposés aux jeunes élèves ingénieurs retenus par les agents du projet, formés pendant un an à la pratique du terrain telle qu'elle était conçue par ces agents, puis confirmés par un complément de formation en France a conduit naturellement à l'apparition de cadres haïtiens ayant le profil voulu pour assurer la relève de l'assistance technique.

C'est ainsi que sur les trois premiers résidents, deux d'entre eux à leur retour s'occupèrent durant l'année 1981 de l'encadrement des stages, l'un deux finissant par être affectés au projet via la FAMV où il devenait professeur d'agronomie et responsable du Centre de Salagnac. Les deux autres ingénieurs étaient appelés à des tâches hors Madian Salagnac.

### 33 - La démultiplication des études et recherches grâce aux stages d'été et de résidence

L'organisation et l'encadrement de ces stages occupa et occupe encore une partie importante des agents de Salagnac, à la fois dans leurs activités d'enseignants et dans leurs travaux de terrain, puisque les stages se situent à l'interface des deux.

En effet, ces stages ont clairement à la fois une fonction d'enseignement pour les stagiaires et une fonction contribution à la connaissance du milieu, voire à la recherche pour les agents de Madian Salagnac. Sans compter que par la suite les connaissances du milieu ainsi acquises sont réintroduits dans l'enseignement donné à la FAMV.

C'est dire que ces stages ont joué un rôle central dans la démarche de Madian Salagnac ; il est donc normal de les trouver en bonne place, simultanément dans l'analyse des fonctions enseignement, connaissance du milieu, recherche.

Nous reviendrons par la suite sur les principaux thèmes des stages.

On peut distinguer trois types de stages dont les objectifs et importances sont totalement différents, que l'on classera par ordre de durée croissante.

#### a) Les sorties sur le terrain des élèves de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année

Ces sorties, trop brèves pour être réellement assimilables à des stages ont lieu en cours d'année, durent de 2 à 8 jours, et intéressent l'ensemble de la promotion. Elles portent sur des problèmes de base de l'agronomie, tel que l'analyse d'un espace rural, d'une population végétale, d'un rendement ou encore sur des analyses d'exploitations.

b) Les stages d'été

Ces stages ont lieu trois fois, trois semaines, par groupes de dix. De 1977 à 1981, ils n'intéressaient qu'une partie des étudiants de chaque promotion des 2<sup>e</sup> à 4<sup>e</sup> années de la FAMV; à partir de 1982 des stages sur le même principe étaient réalisés pour les étudiants de l'Ecole Moyenne.

Ces stages portent sur la poursuite de la sélection du haricot, et sur des thèmes précis destinés à l'étude du milieu comme le montre le tableau ci-après qui rassemble les principaux thèmes traités à l'occasion de ces stages.

A partir de 1982, les stages d'été ont été étendus aux étudiants de l'Ecole Moyenne. Ces stages ont été intégrés aux réalisations du programme CEE, orientés vers l'apprentissage de thèmes techniques tels que la construction de citernes, de puits, le captage de sources, la fabrication de clapiers.

c) La résidence

La résidence peut être assimilée à un service national civil auquel sont astreints les jeunes diplômés en contrepartie de 4 années universitaires réalisées aux frais de l'Etat. Dans l'ancienne méthode d'enseignement de l'agronomie, beaucoup de jeunes se trouvaient à cette occasion pour la première fois confrontés au monde rural. Ils rencontraient très souvent des difficultés qui avaient pour origine, simultanément :

- l'origine sociale du jeune diplômé, en général citadine ;
- la formation reçue à la faculté, qui instaurait une sélection sur la base des disciplines générales, délivrait des enseignements par matière peu propices aux démarches pluridisciplinaires et synthétiques de l'agronomie de terrain, et tendait à la spécialisation étroite, en rapport avec les bourses susceptibles d'être obtenues pour poursuivre les études dans des universités nord américaines.

En conséquence de quoi, le jeune résident mis sur le terrain, avec peu ou pas d'infrastructures d'accueil et sans formation ou préparation méthodologique, sans documentation adaptée, au mieux mettait en oeuvre une démarche technicienne verticale en terme de thèmes de vulgarisation, qui n'aboutissait pas.

Telle fut l'analyse de départ qui conduisit à développer le système actuel de la résidence, dont la première étape de un an consiste toujours en un travail d'étude de terrain, de recherche, de vulgarisation suivant les cas, organisé toujours sous la forme d'une alternance terrain, - Centre de formation à Salagnac. Le résident est placé dans une petite région à écosystème bien délimité, et habite dans les exploitations qu'il suit quotidiennement, il rentre au Centre une semaine par mois pour dépouiller ses enquêtes au fur et à mesure, présenter et confronter ses difficultés. Le thème de travail est défini avec le résident.

Si la région a été peu étudiée, le résident effectue une étude sur la base d'un échantillon de 20 à 30 exploitations retenues après un choix raisonné. L'année d'après, un autre résident prendra la suite pour effectuer une enquête portant sur trois exploitations très différenciées avec des analyses fines telles que un suivi de la gestion, de la consommation des ménages au jour le jour, etc.

Encadrés par les agents du Centre, les résidents ont bénéficié, durant la période DGRST en particulier, d'un appui des experts ou de professeurs de l'INA PG en mission. De même, ils ont bénéficié des différentes missions de l'INRA dans le cadre des expérimentations ou études confiées à cet Institut. Si ces dernières se sont traduites par un certain nombre de résultats concrets, il n'en a pas été de même pour les missions DGRST dont l'intérêt et l'efficacité, restent à posteriori à démontrer.

Parallèlement, les résidents participaient ou mettaient en place des actions de vulgarisation qui devaient prolonger leur analyse de milieu ; ils ont ainsi participé à des actions labours, hydraulique assuré des stages de formation paysans, avec initiation aux techniques de l'animation et ont assuré la poursuite des stages personnages dans leur lieu de résidence. La seconde étape de la résidence, également de 1 an, se passe en France dans le secteur Grandes Ecoles et Universitaires, avec pour objectif la sanction de cette année par un diplôme, en générale du type DEA, afin que cette formation soit reconnue au plan universitaire, et ne soit pas un obstacle à la poursuite d'études supérieures, thèses, etc...

La mise en oeuvre de la seconde étape de la formation n'alla pas de soi avec les responsables de chaires en France, ce qui demanda une bonne sélection des candidats en fonction de leurs motivations, mais aussi l'organisation de la venue en mission, dans le cadre de crédits DGRST ou MRE, des

responsables d'enseignement susceptibles de recevoir des résidents. L'obstacle le plus souvent rencontré par les étudiants fut la possibilité de valoriser leur stage de résidence et des données collectives à cette occasion dans le cadre de leur travail de DEA.

Actuellement, la résidence s'est élargie, intéressant outre les étudiants sortant de la FAMV de Damien, ceux de l'Ecole Moyenne, et ceux de l'Ecole d'Ingénieurs.

La résidence liée à la FAMV voit ses thèmes centrés actuellement autour des interventions qui caractérisent le projet : connaissance du milieu pour permettre une meilleure organisation de l'intervention en terrain nouveau, un suivi-évaluation dans le cadre des interventions en cours.

La résidence liée à l'Ecole Moyenne s'inscrit dans la même démarche, mais avec des thèmes plus orientés vers les pratiques agricoles : maraîchage et culture attelée.

La résidence liée à l'Ecole d'Ingénieurs vise à donner à des étudiants qui ont une formation travaux publics, une formation sur les petits aménagements ruraux, de la conception, réalisation, jusqu'au rapport d'exécution avec l'apport des compléments théoriques qui pourraient s'avérer nécessaires.

Ecole Moyenne : gestion des exploitations agricoles (organisation d'un système de production, problèmes fonciers, systèmes de cultures, éléments de comptabilité, d'analyse de projet).

Les enseignements ne peuvent pas être analysés indépendamment des stages ; on peut considérer qu'il s'agit d'un tout, et que les cours sont orientés vers la préparation et/ou l'exploitation des stages.

#### 34 - Les moyens matériels mis en oeuvre, et les principaux opérateurs

Les moyens matériels nécessaires à ces activités d'enseignements ont été assez limités. Elles ont requis des capacités d'accueil des stagiaires - logements, salles à manger, de cours, etc - dont le Centre de Salagnac s'était doté également pour les stages paysans. Les moyens de transport locaux sont assuré par les véhicules ou le camion du projet, l'acheminement des stagiaires depuis Port-au-Prince étant fait avec les autobus de la Faculté.

Au cours des stages, les étudiants sont donc nourris, logés, transportés. Ils reçoivent en plus un pécule qui jusqu'en 1981 était payé par le Ministère de l'Agriculture et depuis est assuré par le projet sur le budget stages d'étudiants. Ce dernier est financé par l'Aide Française (140 000 FF en 1984) pour les stages FAMV, par la Coopération Haïtiano-néerlandaise (COHAN, 9 700 \$) pour les stages de résidents de l'Ecole Moyenne, et par les fonds propres du projet pour les résidents de l'Ecole d'Ingénieurs.

Aux coûts des stages s'ajoutent les bourses octroyées aux résidents qui se rendent en France dont le nombre a oscillé entre 2 à 5 par an.

Les principaux opérateurs liés au projet qui participent ou ont participé à cette fonction ont été nommés aux cours de l'analyse ; on les résumera ainsi :

- opérateurs permanents, les agents du Centre de Salagnac
- opérateurs occasionnels . des consultants du programme DGRST
  - . les professeurs en mission
  - . des chercheurs de l'INRA
- les paysans ... dont le rôle dans la formation de tous a été déterminant.

### 35 - Résultats et limites

#### 3.5- La méthodologie des stages et de leurs utilisations pour l'enseignement

Cet aspect des stages, compte-tenu de leur nombre et de la diversité de leurs thèmes ne pourrait être traité qu'à travers une évaluation systématique des documents produits à cette occasion, tâche que ne pouvait réaliser dans le temps dont elle disposait la mission d'évaluation.

Les éléments dont on dispose permettent de dégager quelques remarques :

a) Les sorties sont directement liées au cours d'agronomie et d'agriculture comparée. Elles ont lieu suivant un thème précis (tel que par exemple le diagnostic de l'exploitation agricole).

Elles peuvent avoir lieu sur des terroirs déjà connus grâce à des enquêtes lourdes réalisées plusieurs années de suite par des résidents et consister par exemple à mettre 5 à 7 étudiants par exploitation pendant



deux jours. Un cadre d'analyse établi pour la circonstance sert de guide aux stagiaires, complété par une fiche d'enquête portant sur la main d'oeuvre familiale et totale, le bétail, la terre (surface et faire valoir) essentiellement.

Il est indéniable que, du point de vue pédagogique, ce type de sorties, organisées en rapport avec l'enseignement dispensé à la FAMV est un outil irremplaçable dans la formation des jeunes agronomes. Les thèmes des sorties de l'année 1980-81 faites par les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année mettent en évidence un éventail assez large des problèmes agronomiques pris en compte.

#### b) Les stages d'été

Contrairement aux précédents, ces stages plus longs et surtout à plusieurs étapes ont un double objectif : pédagogique, et apport de connaissances ou de données au projet. Ainsi, les thèmes proposés pour les stages de l'été 1981, époque à laquelle le projet commençait à se réorienter vers des activités opérationnelles, étaient les suivants :

- poursuite des expérimentations en cours
  - . sur haricot : mise en place, suivi et traitement des données d'expérimentations,
  - . sur cultures associées : suivi et traitement des données d'expérimentations
- traction animale
- impact des citernes sur les systèmes de production concernés
- l'élevage des lapins.

L'organisation de stages en trois cycles de trois semaines chacun permet aux étudiants d'étaler leurs observations sur trois mois, et d'alterner travaux de terrain et de dépouillements.

Au plan pédagogique, on notera que ces stages d'été constituent un prolongement des sorties effectuées au cours de l'année, et permettent d'introduire une initiation à l'étude en milieu rural et à ses outils tels que l'observation, l'enquête, le dépouillement.

Les résultats en terme d'informations et connaissances nouvelles apportées par ces stages semblent avoir été très irréguliers suivant les cas. Souvent l'enquête était faite, mais avait du mal à déboucher sur une analyse élaborée et conduite jusqu'à sa fin par les stagiaires. Il semblerait que certains stages aient souffert de sujets trop ambitieux, trop vastes, et en tout état de cause mal délimités, ne permettant pas aux stagiaires de "converger" avant la fin de leur stage ; des sujets flous ont pu conduire à des démarches "touche à tout" du type ethno-socio-agro-économique, d'autant plus dangereuses que ces différentes disciplines n'étaient pas toutes représentées dans l'encadrement des stagiaires. Ces problèmes de "cadrage" des stages d'été ne sont pas étranger à des problèmes d'encadrement, ce qui n'est pas sans surprendre lorsque l'on sait quelle est la charge et la dispersion des activités des agents du Centre de Salagnac.

Nous ne sommes pas en mesure de porter un jugement sur les résultats pédagogiques de ces stages dont l'existence même est un acquis important et dont à priori on peut penser qu'ils jouent un rôle positif dans l'initiation des futurs agronomes à une certaine pratique du milieu paysan. On peut douter toutefois que cette initiation ait été toujours correcte au plan de la méthodologie des études car trop souvent limitées à la seule enquête ; or une étude, c'est beaucoup plus que l'enquête qu'elle nécessite dans un premier temps.

Pour ce qui est des enseignements recueillis par le projet à la suite de ces travaux, il semblerait qu'ils soient à l'image de ces derniers, à savoir de qualité très contrastée.

### c) Les stages de résidents

Ces stages relèvent d'une démarche lourde, avec là encore le double but de formation d'un jeune ingénieur et d'acquisition de connaissances détaillées sur un milieu rural. Il apparaît maintenant que ces stages avec les informations recueillies de façon informelle lors des stages paysans, ont été avec la recherche sur les systèmes de cultures les principaux outils de la connaissance du milieu qui servent de référence, dans l'enseignement donné et dans la conception et justification des actions entreprises actuellement.

Pour éclairer la méthodologie et la contribution à la connaissance de ces stages nous prendrons comme exemple le dispositif mis en oeuvre pour étudier la plaine d'Aquin en prévision d'interventions.

En 1978-79, deux fois 20 exploitations ont été étudiées par deux résidents ;

En 1979-80, trois exploitations contrastées ont fait l'objet d'un suivi "fin" pendant un an ;

En 1980-81, vingt exploitations supplémentaires ont été étudiées par un résident ;

En 1981-82, parmi celles-ci, trois ont fait l'objet d'un suivi fin, toujours par un résident.

Les vingt exploitations retenues étaient proches pour des raisons de logistique, et avaient fait l'objet d'un choix raisonné suivant des critères tels que l'âge de l'exploitant, sa catégorie sociale. L'étude portait sur les points suivants :

- la composition de la famille et du groupe de production, les activités non agricoles, la scolarisation des enfants, etc ... ;
- La situation foncière : inventaire des parcelles, superficie (déclarée) et statut de chacune d'elle, type de sol ;
- le système de culture : une fiche par parcelle notait la localisation, le calendrier des cultures sur trois ans, et recueillait les éléments nécessaires pour établir les itinéraires techniques ;
- le système d'élevage : les données recueillies portaient sur les animaux présents, leur statut, mode d'appropriation, et sur la conduite des animaux ;
- estimation de production, simultanément par mesure sur quelques parcelles et au stockage ou par estimation proprement dite ;
- l'emploi du temps des paysans sur l'année, établi par semaines à l'occasion de passages hebdomadaires, mettant en évidence les activités sociales et de production dans et hors agriculture élevage.

Parallèlement à ces études, les résidents conduisaient, nous l'avons vu, des actions de développement qui pouvaient porter sur des thèmes tels que puits et pépinières de tabac, la culture attelée, ou le tabac.

Ce processus a eu, suivant les cas, des résultats divers, un stage ayant réellement débouché sur des analyses de qualité qui font référence, alors que les autres n'aboutissaient pas réellement, les données étant peu ou pas exploitées ou peu ou pas interprétées. Dans certains cas comme celui des enquêtes plaine d'Aquin 1978-79, le dépouillement final des enquêtes n'a pas été fait par les stagiaires ; il a lieu 3-4 ans après, aux Antilles Françaises

réalisé par un ancien agent de Madian-Salagnac. Il est arrivé également que le dépouillement et l'interprétation approfondie des résultats n'ait pas eu lieu parce qu'ils étaient envisagés au cours de l'année de DEA en France, et que le professeur responsable ait refusé que l'étudiant travaille sur ce sujet.

En conséquence, d'une façon générale il semblerait que les résidents aient plus appris à enquêter qu'à interpréter ce qui rejoint là une des remarques sur les stages d'été. C'est la raison pour laquelle, dans le cas de la résidence aussi, actuellement les agents de Salagnac cherchent à mieux limiter le sujet pour qu'il puisse être conduit jusqu'au bout.

Le contenu des enquêtes mérite que l'on s'y arrête ; si on reprend l'exemple d'Aquin indiqué précédemment, le processus de succession de stages mis en place était destiné à une bonne connaissance de la zone en prévision d'actions de développement. Sans entrer dans le contenu de la connaissance du milieu de la plaine d'Aquin traité avec l'étude de la fonction connaissance, en se limitant donc à la pédagogie de la connaissance d'un milieu telle qu'elle a été pratiquée à cette occasion, on ne peut manquer d'être surpris par la démarche restrictive qui a été mise en oeuvre, l'investigation se limitant à l'exploitation et son système de production, six exploitations seulement ayant fait l'objet d'investigations sur la consommation. Faut-il rappeler qu'un milieu rural n'est pas une juxtaposition simple d'exploitations, que les comportements paysans par rapport à la mise en oeuvre de la terre et du travail ne peuvent pas s'expliquer si on ne prend pas en compte les pratiques des autres agents économiques du milieu, les discriminations sociales et les rapports marchands et de pouvoir qui en découlent, l'espace économique local avec ses flux, ses prix et son insertion dans des espaces économiques plus vaste , etc .

Etudier pendant un an un milieu paysan, est une opportunité rare pour des élèves agronomes ; on peut regretter que ces derniers soient passés à côté de l'occasion d'appréhender les principaux rouages d'un système rural, de maîtriser les techniques de l'enquête en milieu rural, de l'appareil statistique et du traitement des données que cela implique, l'étude des systèmes de production étant une étape nécessaire, certes, mais qui est loin d'être suffisante.

Sur ce plan là, les étudiants résidants ont dans leur complément de formation souffert de la monodisciplinarité des agents de Salagnac, tous ingénieurs agronomes, alors qu'une véritable pédagogie de l'analyse d'un milieu rural fait appel, au même titre que l'agronomie, à des disciplines telles que la sociologie, la géographie, l'économie, disciplines qui ne doivent et peuvent être manipulées que par des spécialistes des techniques de chacune d'elle. La formation des élèves agronomes nécessite un volet étude du milieu rural, pour lequel le projet était une infrastructure idéale ; mais l'équipe de Madian Salagnac n'en maîtrisant pas la méthodologie, ni pour elle-même, ni a plus forte raison pour l'enseigner à un niveau suffisant.

### 3.5.2 - Les conséquences sur l'enseignement de l'agronomie en Haïti

Il ne fait aucun doute, ceci a été dit précédemment, que l'enseignement de l'agronomie et de l'agriculture à la FAMV et à l'Ecole Moyenne ont été depuis dix ans sensiblement modifiés à la suite de leurs articulations avec Madian Salagnac.

Indépendamment des modifications techniques intervenues dans les cours, la pratique du terrain et l'initiation à la recherche, la principale conséquence a été de réconcilier si l'on peut dire le jeune élève agronome avec le milieu rural de son pays et en particulier les exploitations les plus deshéritées des mornes. Celles-ci n'étaient plus considérées comme des archaïsmes, vestiges d'un passé révolu, mais comme des agents économiques rationalisant la mise en oeuvre de leurs ressources en terre et travail, dans un cadre de contraintes bien défini, et parvenant à des résultats agronomiques tout à fait remarquables compte-tenu des systèmes techniques mis en oeuvre.

Les ingénieurs ainsi formés commencent à accéder à des postes de responsabilité, en particulier au niveau des projets ; il est clair que cette démarche ne peut être considérée comme un simple exercice pédagogique, car elle devrait, ceci commence, se sentir dans la définition des politiques de développement.

Au plan strict de l'enseignement, la préparation d'un programme de développement de l'enseignement agricole à la FAMV pour les années 1984-89, en relation avec l'ACDI et l'Université de LAVAL au Canada, retient un certain nombre d'options qui se trouvent être dans la droite ligne de la pratique mise en oeuvre au cours des sept dernières années avec Madian Salagnac. Dans le

nouveau système en cours d'élaboration, les études de terrain, les stages d'été seraient coordonnés avec les travaux pratiques du cours ; les étudiants seraient délibérément orientés vers des travaux de terrain au cours de leurs études. Une première phase consisterait à les imprégner des réalités du milieu et à développer leurs capacités d'observation, en les répartissant par groupes d'une dizaine dans des points d'appui appropriés. Dans une seconde phase, les étudiants devraient établir des relations entre les faits observés, le fonctionnement des choses et des gens et en dégager les problèmes à retenir ; ensuite interviendrait le stage individuel, destiné à faire connaître à l'étudiant une famille paysanne et en observer en profondeur le fonctionnement dans son milieu. L'étape suivante serait le stage dans un organisme de développement rural.

Par ailleurs, le projet prévoit la nécessité pour la FAMV de se doter d'une zone d'expérimentation en développement agricole "espace humain habité par un projet interdépartemental d'observation, d'analyse, de synthèse des situations, mais aussi d'interventions directes et de rétroactions". Les fonctions de cette zone d'expérimentation seraient :

- connaissance approfondie d'un milieu paysan dans ses multiples aspects,
- travaux interdisciplinaires à portée pratique,
- disponibilité d'informations détaillées pour monter des études de cas pour les étudiants,
- essai de nouvelles pratiques directement avec le paysan,
- réalisme accru dans l'enseignement,
- plus grande implantation de la FAMV lui permettant de mieux aider les agronomes et les services publics agricoles.

Sans préjuger de la localisation de cette zone d'expérimentation située "à une à deux heures de Damien" les fonctions qui lui sont assignées ne manquent pas de rappeler celles que développe Madian-Salagnac, depuis bientôt une dizaine d'années pour certaines d'entre elles. Quoi qu'il en soit, la démarche mise au point peu à peu par Madian-Salagnac dans le développement de la fonction enseignement n'est pas étrangère à un certain nombre d'options étudiées actuellement dans le cadre de la réforme prochaine de l'enseignement de l'agronomie.

Que pensent de leur côté les responsables de la FAMV de l'apport Madian-Salagnac ? Au cours des deux entretiens qu'ils nous ont accordés, l'accent a été mis sur les points suivants :

- meilleure connaissance des systèmes de production, utile en particulier pour le volet recherche de la FAMV ;
- impulsion de la recherche agronomique ;
- intérêt des cours d'agronomie et d'agriculture comparée, totalement intégrés au processus FAMV-Madian-Salagnac.

Cette expérience a permis à la FAMV d'avoir une "tête de pont" sur le terrain, d'aller beaucoup plus loin dans sa connaissance, et de réintroduire cette préoccupation dans l'enseignement ; actuellement la FAMV envisage d'avoir d'autres antennes sur le terrain de façon à appréhender la diversité du milieu rural haïtien.

Cela dit, les responsables semblent considérer le Centre comme une structure qui a joué son rôle ce dernier se terminant dans le "redéploiement" actuel de l'enseignement de l'agronomie ; on voit moins bien ce qu'ils en attendent actuellement. Les remarques qu'ils font portent sur la lenteur du processus, de connaissance, et l'hypertrophie des études au détriment des opérations au cours de la période précédente. Madian-Salagnac tendrait à devenir actuellement plus une référence qu'un modèle.

### 3.5.3. - Les résultats "physiques" de la formation

On regroupera les données recueillies sur les différents types de stages d'étudiants organisés au cours de la période du projet.

D'après le tableau ci-joint, jusqu'en 1983, 22 élèves ingénieurs auraient fait leur première année de résidence à Madian-Salagnac ; 18 sont partis en France en seconde année de résidence, 12 sont revenus, la différence entre les chiffres correspondant à ceux qui s'appêtent à partir ou qui sont en séjour en France .

Cette formule de coopération a concerné un nombre significatif de jeunes ingénieurs haïtiens ; il est à noter que les Haïtiens rentrant de FRANCE ont eu tout de suite des affectations correspondant à leur niveau, soit dans l'enseignement supérieur agricole, soit dans des projets.

Notons enfin qu'à partir de 1983 le système de la résidence connaît une brusque expansion, puisqu'il est étendu à l'identique aux projets JACMEL et Plaine de l'Arbre.

Nous ne sommes pas en mesure de faire une estimation chiffrée des étudiants qui ont bénéficié des stages d'été ; pour fixer les idées, si on estime que chaque année une quinzaine d'étudiants se sont succédés pendant 7 ans à Madian-Salagnac, une centaine aurait bénéficié de cette expérience de terrain. Là encore, ce chiffre va s'accroître rapidement avec l'extension des stages d'été aux autres projets bénéficiants de l'Aide Française.

Nous indiquerons pour mémoire les cours donnés dans les Facultés par les agents de SALAGNAC qui ont ainsi eu accès à tous les étudiants du secteur agricole.

Au titre des résultats de la formation, on peut également noter les publications de MADIAN-SALAGNAC qui sont directement issues des travaux d'étudiants ou de résidents. Le nombre de documents publiés par le Centre est très important : toutefois, il faut noter qu'il s'agit là de travaux de qualité très inégale, pour les raisons indiquées précédemment.

#### 4.- Conclusion

L'analyse de la fonction enseignement a porté essentiellement sur les composantes stages et résidence de la formation des agronomes haïtiens en rapport avec le projet. Elle ne s'est pas intéressé, faute d'éléments d'appréciation, au contenu de l'enseignement donné par les agents du projet à DAMIEN, pas plus qu'elle n'a porté sur celui reçu par les étudiants haïtiens au cours de leur spécialisation en FRANCE.

Ces limites étant marquées, on retiendra de cette fonction deux points, le premier relatif à ses résultats, le second à son exécution.



Il est indéniable que le développement de la fonction enseignement par le projet Madian-Salagnac et surtout les modalités suivant lesquelles il s'est fait, constitue une démarche intéressante et originale qui inaugure un type nouveau de coopération dans le secteur rural. Elle a eu un impact significatif dans la formation de la nouvelle génération d'agronomes haïtiens.

Cette démarche, bien maîtrisée dans son ensemble dès le départ, est le fruit d'un ensemble d'opportunités, telles que l'affectation "administrative" d'assistants techniques de Madian-Salagnac à la FAMV, l'existence d'un système de "résidence", un projet à un moment en crise d'identité, qui font que si ces opportunités ont été maîtrisées au mieux, l'expérience reste unique dans sa forme, et vraisemblablement non reproductible à l'identique.

Au plan de l'exécution, et plus particulièrement des transferts des méthodes d'analyse d'un milieu, on doit noter une certaine faiblesse de l'encadrement des stages qui ressort de la plupart des documents auxquels ils ont donné lieu. On notera en particulier un manque de vision globale d'un système rural et en particulier de ses composantes économiques ainsi qu'un manque de maîtrise des outils de la connaissance, tels les méthodes statistiques de l'enquête ; il s'agit là des bases de la pratique d'un agronome de terrain, en particulier destiné à avoir des responsabilités sur les projets.

Si on ne peut imputer aux agents de Salagnac qui étaient tous agronomes (et, sauf un, "junior") la non maîtrise de ces méthodes qui relève d'une véritable pluridisciplinarité, on doit s'étonner que cette lacune n'ait pas été identifiée et corrigée par les nombreux professeurs, universitaires et assimilés qui se sont succédés à l'occasion des missions d'appui sur le projet. Toujours en limitant nos propos à la formation sur le terrain à l'occasion des stages et résidences, il semblerait qu'en regard de l'énergie déployée par les agents de Salagnac, l'appui méthodologique apporté par le contrat DGRST, en particulier en permettant de pallier la monodisciplinarité des agents de Salagnac par des missions de géographes, économistes, spécialistes de l'enquête en milieu rural et du traitement des données, etc... a été très pauvre.

Ceci est regrettable car si les assistants techniques avaient pu bénéficier de l'appui méthodologique et scientifique d'une équipe de chercheurs pluridisciplinaires, de niveau élevé, dotée d'un coordonnateur assurant la liaison scientifique avec le projet, les résultats auraient été tout autre.

On peut penser que cette faiblesse aura été compensée par les étudiants qui auront fait leur seconde année de résidence en France, mais seulement par ceux-ci.

On touche là aux limites d'un projet plurifonctionnel dont le danger pour les agents est la dispersion qui peut engendrer l'approximation. Cette expérience étant extrêmement intéressante, nous insistons, elle doit mériter pour le futur une réflexion sur ce point : la fonction enseignement est une fonction en soi, complexe et complète ; comment dans un projet qui conduit parallèlement d'autres fonctions importantes, peut-elle être totalement maîtrisée ? doit-elle être développée en tant que telle, sans risquer une confusion des genres, un éparpillement de la "force de travail" toujours limitée, sans compter les approximations méthodologiques, car il est quand même difficile d'être bon en tout.



## V. FONCTION APPUI AU MILIEU RURAL

### 1. La recherche des objectifs

L'appui au milieu rural est à l'origine du projet Madian-Salagnac ; il l'a, même, sensiblement précédé, le premier assistant technique étant arrivé en 1974 pour rationaliser et accroître ce type d'action, à travers la constitution de groupements paysans et la formation de leurs animateurs, dans la perspective d'opérations portant entre autre sur la production.

Les premiers objectifs de cette fonction se confondent avec ceux de la pastorale et de Madian-Salagnac. Ils visaient à former des catéchistes et animateurs polyvalents destinés à démultiplier le message relatif à un programme diversifié dont une partie portait sur la vulgarisation des techniques agricoles améliorées.

C'est à partir de 1975-76 que, sur la base des mauvais résultats de cette démarche, cet objectif fut différé au profit de celui de l'acquisition des connaissances sur le milieu, nécessaire à toute action. Pendant toute une période (1976-81), l'objectif connaissance du milieu-recherches sur le milieu domina, seuls les stages paysans dits "stages personnages" pouvant se référer à des actions d'appui au milieu ; c'est pendant cette période également que se mit en place le système de relations avec l'enseignement supérieur, activité qui contribuait, ne serait-ce que par le temps et l'énergie qu'elle demandait, à éloigner le projet de son objectif opérationnel initial.

Ce n'est qu'à partir de 1979-80 qu'il y revient, après que les fonctions recherche-formation aient été assimilées et qu'elles soient rentrées en phase de croisière, après également que le remplacement de cadres expatriés par des nationaux ait commencé, après enfin que les nombreuses études et travaux de recherche aient commencé à fournir les éléments jugés suffisants pour initier, ou confirmer, des idées d'intervention en milieu rural.

On se trouvait à l'interface des fonctions recherche-connaissance d'une part et appui au milieu rural, dont la maîtrise constitue le point critique de la démarche Madian Salagnac.

Un des documents présentant le projet pour le compte de la DGRST en 1978, imputait au titre de la recherche l'étude des éléments nécessaires à la définition d'une politique de développement, ainsi que l'étude de l'adéquation : "rationalité des systèmes agraires/rationalité des solutions proposées susceptibles d'être relayées par les services de vulgarisation."

En 1980, le besoin se faisait de plus en plus sentir de recentrer le projet sur des actions dites de développement, afin de pallier les excès scientistes de cette période, de "rendre des comptes" à la paysannerie qui les subissait, et enfin, ainsi, de donner du temps au processus de connaissance en cours en le banalisant. Il bénéficia d'une opportunité offerte par les Communautés Européennes qui mit à sa disposition un crédit, peu élevé selon le souhait des agents du projet, de 300 000 écus, destiné à couvrir des frais d'équipements et matériaux, mais non d'assistance technique. Il est à noter qu'il n'intéresse qu'une partie des actions actuellement en cours au titre de l'appui au milieu rural.

Les objectifs de cette fonction qui domine la phase actuelle du Projet, sont flous, ainsi que MADIAN SALAGNAC nous y a habitué dès le début.

En l'absence d'une formulation rigoureuse nous avons relevé, voire décodé, des objectifs tels que, dans le désordre :

- rendre des comptes à la paysannerie ;
- donner du temps à la recherche-connaissance ;
- nécessité de recentrer le projet sur des actions concrètes ;
- fournir "un terrain" et des moyens de travail aux anciens résidents à leur retour de Paris ;
- fournir un prolongement national au programme de recherche DGRST en cours ;
- assurer la pérennité du projet.

Ces différents objectifs ne sont, certes, pas absents du processus en cours, avec des poids relatifs très différents et qui ont varié dans le temps. Toutefois, aucun d'entre eux ne traduit réellement ce qui a pu être observé sur le terrain ; si on tente de définir de façon rétrospective l'objectif central de cette fonction trois ans après sa mise en oeuvre, on est conduit à le faire en terme d'expérimentation sociale comprise au sens de développement expérimental. Il semblerait en effet que l'objectif central de la démarche en cours aille bien au delà d'une action sur

la production ainsi qu'on aurait pu l'attendre dans le prolongement des études et expérimentations faites sur les systèmes de production et de cultures ; cette démarche semble implicitement devoir porter sur un champs beaucoup plus large de thèmes correspondant à des contraintes auxquelles doit faire face la paysannerie pauvre du Rochelois.

Faute donc de pouvoir afficher un objectif clair pour cette fonction dans sa forme actuelle, nous travaillerons sur cet objectif-hypothèse de développement expérimental en vraie grandeur, en recherchant :

- les moyens mis en oeuvre : contenu, méthodologie, maîtrise ;

- en quoi cette phase est susceptible d'apporter des éléments novateurs dans les démarches du développement rural, au même titre que l'a été l'articulation avec l'enseignement agricole, ou en quoi il ne s'agit que d'une action limitée de type ONG, sans extrapolation méthodologique et géographique possible.

## 2. Le contenu et la justification des actions en cours

Les actions en cours relèvent d'axes d'intervention que l'on peut définir en terme de desserrement des contraintes les plus spécifiques au milieu rural du plateau du Rochelois. Il s'agit des contraintes suivantes :

- contraintes financières ;
- contraintes relatives à diverses composantes des systèmes de production ;
- contrainte eau ;

- contraintes relatives à l'environnement économique et juridique des paysans.

## 2.1. - Les contraintes financières et les moyens de leur desserrement

Les connaissances acquises à l'occasion des stages paysans ainsi que quelques études ponctuelles réalisées dans le cadre des fonctions connaissance-enseignement, ont conduit les responsables du projet à considérer l'argent comme un facteur extrêmement rare sur le plateau des Rochelois, rareté qui d'une part inhibe toutes actions productives paysannes demandant un investissement préalable, d'autre part rend extrêmement vulnérable à tout évènement fortuit coûteux (décès, vol de récolte, etc) le paysan qui ne peut se dégager qu'en aliénant une partie de son capital : vente de terre.

D'où l'orientation prise par le projet qui consiste à cofinancer certains équipements réalisés par les paysans pour leur compte, et à mettre l'accent sur des actions de productions destinées à la commercialisation, tel le maraîchage, le petit élevage, le tabac en Plaine d'Aquin, les plantations d'arbres fruitiers, etc.

En parallèle, des actions sont testées en matière de crédit en nature et monnaie, de façon à permettre d'acquérir des biens de productions ou de faire face à des dépenses extraordinaires sans pour autant devoir décapitaliser.

En terme d'actions, ceci se traduit par :

- le financement du programme hydraulique humain ; citernes, puits, sources ;
- la contribution au développement de l'élevage des lapins ;
- l'aide au développement du maraîchage et des cultures fruitières ;
- des essais de crédit.

### 2.1.1. - Financement du programme hydraulique

Ce programme porte sur la construction de citernes individuelles et collectives sur le plateau des Rochelois, sur l'aménagement de sources à la périphérie du plateau, et sur la réhabilitation et la fouille de puits en Plaine d'Aquin.

Nous reviendrons sur le contenu de ce programme avec l'étude du desserrement de la contrainte eau.

Le financement assuré par la CEE via le projet porte sur les matériaux, y compris la tôle de la gouttière, le maçon, fournis gratuitement aux paysans qui répondent à un certain nombre de conditions préalables. Seul le travail est assuré par le paysan, ce qui n'est pas une participation mineure puisque les citernes sont en dessous du niveau du sol. Outre l'excavation, les paysans transportent l'eau pour faire le mortier et font les blocs.

A cela s'ajoute le financement d'une mission d'appui d'un ingénieur qui est venu quatre fois deux mois, d'une étude préalable de géophysique pour les puits, et enfin la participation de deux volontaires du progrès au début de ce programme.

Dans le cas de la fouille de nouveaux puits, le projet fournit le sable et le ciment, la main d'oeuvre étant bénévole.

#### 2.1.2. - La contribution du projet au petit élevage

L'élevage du cochon était pour le paysan de la région une façon de "faire de l'argent". Initialement cet élevage était lié aux arbres fruitiers ; la tendance à leur disparition puis tout récemment l'élimination imposée des cochons, ont conduit à reposer le problème du petit élevage. Il ne pouvait être conçu qu'à travers les animaux les mieux à même de valoriser des ressources fourragères limitées ce qui conduisit à envisager l'élevage du lapin, espèce que ne connaissent pratiquement pas les populations du Plateau.

Le problème du lapin a été surtout celui de la mise au point du type de cage le mieux adapté et le moins coûteux. Après plusieurs essais, le modèle retenu a été la cage en fibre ciment construite localement.

La diffusion du lapin par le Centre repose sur un crédit en nature. Le Centre de Salagnac fournit une cage double et une mère pleine, et le paysan doit rembourser cinq lapins.

L'objectif d'amélioration du revenu monétaire semble atteint car 10 % des paysans seulement consomment leurs produits, les autres les mettant sur le marché.



Pour le moment on ne peut pas dire que le circuit de commercialisation soit satisfaisant, puisqu'il requiert l'intervention du Centre qui abat et vend à une boucherie ; à terme ceci devrait être totalement assuré par le commerce privé, ce qui est tout à fait plausible, tant au plan technique que financier.

Un suivi technico-économique de ce programme est en cours, portant sur un échantillon de 200 éleveurs. D'ores et déjà il apparaît une très grande disparité dans les résultats des paysans, disparités que le projet va s'efforcer d'interpréter.

Il apparaît qu'un élevage bien conduit peut rapporter, les meilleurs éleveurs pouvant avoir un produit annuel équivalent au prix de vente d'un petit boeuf (qu'il faut plus d'un an pour faire).

Il est à noter également que les paysans ont pris conscience de l'importance que représente le fumier de lapin, en particulier pour la culture maraîchère, à tel point que dans certains cas on ne sait plus quel est le produit et le sous-produit : le lapin ou son fumier !

### 2.1.3. - L'aide au développement du maraîchage et de la culture fruitière

Traditionnellement, il existait sur le plateau une petite production maraîchère. L'action du Centre a consisté à l'élargir à d'autres espèces en faisant des tests de variétés résistantes aux maladies, et à inciter les maraîchers à produire en primeur, possibilité qui existe pour ceux qui disposent d'une citerne permettant de faire les pépinières un mois avant les pluies.

Un premier résultat a été atteint pour les choux, avec le repérage et la diffusion d'une variété japonaise à croissance rapide et résistante à la sécheresse.

Au début, le Centre fournissait les pépinières et vendait les plants aux paysans, actuellement, de plus en plus ces derniers achètent directement la semence.

Il est à noter que cette activité se trouve sensiblement améliorée, en particulier dans ses résultats financiers, lorsque le paysan bénéficie simultanément de l'eau de la citerne et du fumier des lapins, mettant en évidence une complémentarité entre ces trois actions du Centre qui n'était pas prévue initialement.

Ce programme devrait être développé par le Centre de Salagnac, qui prévoit une recherche d'accompagnement portant sur la filière production-commercialisation et l'affectation d'un assistant technique détenteur d'un Brevet de Technicien Supérieur en maraîchage.

Il est prévu d'effectuer un suivi de ce programme ; on n'est pas en mesure actuellement d'en esquisser les résultats. Ceux-ci semblent intéressants si on se base sur la forte demande et diffusion rapide que connaît la culture du chou, pour laquelle les paysans n'hésitent pas à acheter du fumier.

Une étude a été faite par un stagiaire français sur l'approvisionnement du marché de Port-au-Prince, portant principalement sur les périodes, origines et prix des principales espèces.

Ce projet va se heurter à terme à une difficulté qui est la maîtrise des traitements contre les phytopathies, jusqu'à cinq traitements pouvant être nécessaires. Un système doit être mis en place pour que ces derniers soient maîtrisés par les paysans indépendamment de toute intervention directe du Centre.

Le développement de la culture fruitière connaît moins de succès que la précédente. Le Centre essaie d'orienter cette activité vers la production en contre-saison d'agrume et avocats. Il assure gratuitement le greffage des arbres déjà existants et commence la production de sillons, essayant à cette occasion d'introduire de nouvelles espèces.

C'est une action en cours de démarrage pour laquelle pour le moment la demande reste faible.

#### 2.1.4. - Les essais de crédit

Si le besoin de crédit semble permanent, la formule reste à trouver, sous réserve qu'il ne faille pas en faire coexister plusieurs.

Dans l'état actuel de la situation, on trouve plusieurs formules à Salagnac, certaines totalement opérationnelles, comme le crédit lapin que nous venons de voir, d'autres beaucoup plus expérimentales. Nous avons noté :

- Le crédit lapin : 1 cage double + 1 mère contre 5 lapins à terme.

- Le crédit haricot : jusqu'à 3 marmites de semences tout venant par exploitant allouées à des groupes de 2 à 5 paysans, ce qui permet par la même occasion de traiter la semence. Cette opération rencontre un très vif succès pour sa première année, mais il ne pourra en être jugé qu'après les remboursements.

Cette action est justifiée par le fait qu'il existe un problème sérieux de semence, soit parce qu'elle s'est mal conservée, soit parce que sous la pression des besoins monétaires elle est vendue ; au moment des semis, les paysans ont souvent du mal à se procurer la semence manquante.

- Le crédit engrais. Les paysans ressentent très vivement le besoin d'engrais, et il est apparu que lorsqu'ils disposent de ressources monétaires ils n'hésitent pas à en acheter, en général sous forme de fumier.

Une usine mélange actuellement de l'engrais en Haïti. Elle fournit la formule mise au point par l'INRA pour le haricot, qui est vendu aux paysans "à la marmite", une marmite d'engrais par marmite de haricot semé. Il est acquis soit au comptant, soit à crédit jusqu'à quatre marmites. Dans ce dernier cas, il est remboursé en monnaie, sur la base d'un prix plus élevé que celui fourni au comptant.

- Le crédit en monnaie. Cette forme de crédit, avancée précédemment à titre expérimental par le Centre de Salagnac se démarque sensiblement du crédit vu précédemment directement lié à la production, et garanti sur ses résultats.

Dans ce cas, il s'agit de mettre à la disposition des paysans, moyennant un certain nombre de conditions à préciser, des fonds destinés à éviter des décapitalisations dues à un besoin de financement immédiat.

Les études réalisées (fonction connaissance) ont montré que ces besoins de financement relèvent pour :

- 30 % de l'hospitalisation
- 30 % du fermage et achats de terres - problèmes fonciers
- 20 % de l'habitat
- 6 % de la scolarisation
- 14 % divers.

Le projet dispose d'un fond de roulement de 1500 \$ (fonds propres) et les prêts sont rémunérés à 12 %. Cette expérience ne peut aboutir que si elle se libère rapidement d'une gestion Centre de Salagnac pour être autogérée par les paysans comme cela se fait dans d'autres régions du pays (Jacmel). Les agriculteurs seraient intéressés, semble-t-il, pour y adjoindre la fonction épargne, quelques dépôts ayant déjà été effectués. Chaque prêt fait actuellement l'objet d'une analyse cas par cas portant sur les remboursements, la durée des prêts, les difficultés à rembourser et leurs causes. Par ailleurs, la capacité d'épargne de cette population est totalement inconnue.

#### 2.1.5. - En guise de conclusions

L'absence de données d'un suivi ne permet guère de dépasser le simple exposé des faits et de quelques résultats qui relèvent de l'interprétation de la réaction et du comportement des populations rurales concernées.

On doit mettre à l'actif des agents du Centre de Salagnac les différents actions entreprises pour desserrer, avec des approches totalement différentes - en amont de la production, par la production et en dehors de la production - les contraintes monétaires des paysans.

Toute cette démarche tend à pallier la "rareté intrinsèque de la monnaie". On peut se demander sans mettre en cause cette situation - si les données disponibles sur cette contrainte sont suffisamment élaborées, et complètes, ce qui renvoie à la fonction connaissance. Sauf erreur de notre part, il semblerait que la perception du phénomène monétaire repose sur une vision impressionniste - issue en particulier des stages paysans - consolidée par quelques données chiffrées, trop rares et localisées pour en permettre une vision plus économiste.

Si tel était le cas, l'expérimentation des systèmes de crédit qui implique l'interprétation du comportement des différents agents, ne serait pas possible, ne serait-ce que faute d'une typologie de ceux-ci. Il en serait de même pour l'interprétation des résultats des actions productives, lapins-maraîchage.

Il n'en demeure pas moins que l'ensemble de cette démarche est intéressant, principale raison qui fait que le Centre de Salagnac doit être en mesure d'abord d'identifier les résultats, puis de les comprendre.

## 2.2. - Les contraintes relatives à la production végétale

Hormis les contraintes financières liées aux approvisionnements en intrants que nous venons de voir, les actions d'aide à la production portent sur :

- la diffusion de variétés mieux adaptées ; haricot - maïs ;
- le traitement du tabac, en Plaine d'Aquin ;
- la conservation des semences à Madian ;
- la diffusion d'engrais ;
- l'amélioration de la satisfaction des besoins en eau de la plante ;
- l'expérimentation de nouvelles variétés.

### 2.2.1. - La diffusion de variétés mieux adaptées

Elle porte principalement sur le haricot variété Salagnac 86 mise au point avec l'INRA.

La multiplication de semences est faite par le Centre de Salagnac et vendue ou échangée à quantité égale contre du tout venant.

Actuellement, une centaine de familles bénéficie de cette semence, dont la diffusion est limitée par la capacité de Salagnac à la produire. Il n'est pas envisagé de démultiplier cette action par le biais de paysans producteurs de semences, ce qui ne manque pas d'être surprenant.

A Madian, où il n'y a plus d'actions suivies, le maïs cycle court qui avait été sélectionné fait l'objet d'une très faible diffusion. Faute d'une production locale de semences, celle-ci est importée des Etats-Unis.

### 2.2.2. - Le traitement du tabac en Plaine d'Aquin

Une étude faite par un "résident" a montré que le tabac souffrait d'un manque d'eau, et de maladies. Ce type de problème phytopathologique ayant été réglé en plaine de Cayes par des traitements légers, une formule identique a été reprise.

Les projets en relation avec le Conseil Communautaire assure la diffusion de produit qui est épandu par des petits pulvérisateurs type Fly Tox. Le Conseil Communautaire tient à la disposition de planteurs (en location) cinq petits pulvérisateurs et un gros.

Cette formule s'est révélée efficace et économique.

### 2.2.3. - La conservation des semences à Madian

Les pertes de semences d'une campagne à l'autre sont à Madian extrêmement importantes. Le traitement au Malathion vendu en sachets dosés pour une marmite de semence permet d'en assurer la conservation.

### 2.2.4. - La diffusion d'engrais

Nous avons abordé ce point lors de l'étude des actions de crédit.

Il semblerait qu'il existe une demande potentielle d'engrais, apparemment mal cernée par le Centre de Salagnac. Les travaux effectués dans le cadre de la recherche ont abouti à une formule d'engrais qui peut être réalisée en Haïti et est proposé aux paysans du Rochelois.

Cette action est récente et intéresse environ 500 exploitations réparties dans une dizaine de quartiers.

La fertilisation des associations traditionnelles fait l'objet d'un mémoire d'étudiant ; les résultats sont peu concluants, mettant en évidence de fortes variations suivant les années et les cultures de l'association.

Parallèlement à cette action engrais, le Centre permet aux paysans d'affrêter son camion pour acquérir du fumier de poule dans un grand élevage du voisinage. Ce fumier donnerait d'excellents résultats sur les cultures de choux ; les paysans se heurtent à des problèmes de disponibilité - ils ne sont pas les seuls à être intéressés par ce produit ainsi qu'à l'absence de tout conditionnement.

### 2.2.5. - L'amélioration de la satisfaction des besoins en eau de la plante

Ce titre regroupe deux types d'actions totalement différentes :

- L'une relève de l'irrigation, en apportant un complément d'eau, en particulier en début de cycle sur les pépinières, plantes maraîchères et tabac. L'irrigation des pépinières maraîchères permet d'anticiper la date de récolte et donc de commercialisation, celle du tabac évite de fortes pertes au semis puis au repiquage. Ce type d'action est tributaire de l'existence d'un point d'eau. C'est la raison pour laquelle il est lié aux différents programmes hydrauliques, en même temps qu'il contribue à les justifier.

- Totalement différente est l'action à caractère plus agronomique qui consiste à essayer de gérer au mieux l'eau du sol.

Les travaux effectués dans le cadre de la fonction recherche-agronomique ont montré que les vertisols de la Plaine d'Aquin utilisent très peu les eaux de pluies du fait de leur forte compacité. D'où l'idée de faciliter l'infiltration de l'eau par un travail du sol.

Ce raisonnement a conduit à l'inévitable tentative d'introduction de la charrue attelée à une paire de boeufs, apparemment sans que les différentes façons physiques et biologiques de parvenir à une meilleure infiltration aient été toutes passées en revue.

Le parc de charrue se résume à une unité DCCH fournie en 1977 suivie de deux autres remises par le projet au Conseil Communautaire en 1981. Ces charrues faisaient du travail à l'entreprise et étaient conduites par un bouvier salarié du Conseil. L'accès à ce matériel était très inégalitaire ce qui ne manquait pas de poser des problèmes qui ont trouvé leur solution naturelle avec la mort ou l'épuisement des boeufs lors de la dernière sécheresse.

Le projet se heurte là à un problème classique dans l'introduction de la culture attelée, dont la difficulté est toujours sous-estimée et qui se pose dans les termes suivants :

- appropriation et reproduction de l'appareil boeufs de tractions plus charrue par le milieu rural ;

- maintient en état de travail des boeufs.

Il s'agit là de deux problèmes complexes qui, en général, n'ont pas de solution simple, parfois n'en ont pas du tout, et qui finissent par pouvoir atteindre des dimensions sans commune mesure avec l'objectif initial.

S'il apparaît que le milieu n'est pas en mesure de s'appropriier et de maîtriser de façon simple l'appareil proposé, l'expérience a peu d'avenir. La voie que prend le projet, quelque peu technicienne, qui envisage de la culture fourragère pour nourrir des animaux (quelles espèces ? faite par qui ? sur les terres de qui ? rémunéré par qui ? etc...) ne va pas dans le sens de l'indispensable simplicité.

Cette approche typiquement technicienne d'un problème d'ameublement du sol pour lequel il existe vraisemblablement d'autres alternatives, n'est pas sans surprendre dans le contexte de Madiam Salagnac où le capital connaissance du milieu devrait précisément permettre de promouvoir des démarches appropriées.

#### 2.2.6. - L'expérimentation de nouvelles variétés

Les travaux entrepris avec l'INRA Guadeloupe portant sur le haricot se poursuivent, alors que les travaux entrepris, toujours avec l'INRA en matière d'agroclimatologie ne semblent pas devoir connaître de suites, pas plus que ceux effectués en phyto-écologie. La fonction recherche semble actuellement s'être déplacée sur la Plaine d'Aquin, ne serait-ce que parce qu'un agronome de l'IRAT y a été affecté.

Les études faites sur les systèmes de culture d'Aquin ont montré que les paysans ne disposent que d'une variété de haricot dont la photo-périodicité ne permet qu'une culture par an. Les difficultés à conserver la semence qui perd rapidement son pouvoir germinatif fait qu'il serait souhaitable de pouvoir faire plusieurs cycles, et donc, de disposer de variétés non photo-périodiques.



En même temps des travaux viennent de démarrer portant sur la recherche de sorgho et vigna non photopériodiques, de maïs à cycle court ainsi que sur une variété d'arachide à cycle court, déjà trouvée dont la diffusion commence en même temps que les tests se poursuivent.

Ces expérimentations n'attirent pas de réflexion particulières ; on ne pourra pas s'empêcher de noter toutefois que le Projet recommence à Aquin un processus de recherche de maïs à cycle court, alors que celui qui avait été trouvé à Madian à la fin des années 70 ne fait pratiquement plus l'objet de diffusion. On a vu également que la diffusion du haricot Salagnac 86 est limitée à la capacité du Centre de produire les semences. Il semblerait donc que l'expérimentation n'aura réellement une signification et une justification que lorsqu'il existera un dispositif à l'aval susceptible de mieux valoriser ses résultats.

#### 2.2.7. - En guise de conclusions

L'absence de suivi systématique ne permet pas, là encore, d'émettre autre chose que des impressions et des remarques de forme.

On doit noter que la démarche vise bien à desserrer des contraintes agronomiques mises en évidence dans le cadre des fonctions recherche et connaissance. Elle pourrait sembler désordonnée si on ne savait qu'elle consiste à répondre à des points précis. On ne peut comprendre les thèmes retenus si on ne remonte pas aux résultats des travaux de la fonction recherche-agronomique qui ont montré que le paysan gère très bien le matériel végétal dont il dispose alors qu'il n'a jamais pu mobiliser les moyens nécessaires pour gérer la contrainte eau. Il n'est pas inutile de noter que cette approche se différencie totalement des démarches classiques qui procèdent par "paquets technologiques" complets à prendre tels quels ou à laisser avec une réserve, nous l'avons faite, pour le programme culture attelée Aquin.

Cette démarche, que l'on pourrait qualifier d'accompagnement - appui aux systèmes en place est donc intéressante. Si on semble se heurter à des difficultés dans sa mise en oeuvre (en particulier quasi abandon de la diffusion du maïs cycle court à Madian, limites dans celle du haricot Salagnac etc...) La démarche n'est pas en cause, mais par contre ceci met en cause la diffusion-vulgarisation des résultats des expérimentations réalisée par Madian-Salagnac. Il semble évident que l'aval des expérimentations n'est pas maîtrisé et en particulier pour la fonction production-diffusion des semences qui devrait être appropriée par le milieu paysan, le projet n'assurant que le contrôle technique.

### 2.3. - Le desserrement des contraintes relatives à la disponibilité en eau

Nous venons de rappeler que si les études et recherches montraient que le matériel végétal est bien utilisé, il n'en est pas de même pour la satisfaction des besoins en eau des plantes en particulier en début de cycle, et par delà pour la satisfaction des besoins des humains et animaux.

La nécessité d'un programme d'hydraulique villageoise avait été ressentie dès le début de Madian Salagnac ; encore fallait-il préciser quel type de programme, quels types de contraintes desserrer, et comment, quelle organisation mettre en oeuvre. Enfin, il fallait disposer d'un financement.

Le programme hydraulique propose des formules adaptées aux conditions locales : captage de sources lorsqu'elles existent, réhabilitation ou créations de puits lorsque les nappes sont accessibles, création de citernes - individuelles ou collectives - sur le plateau.

2.3.1. - Le programme citerne est le plus avancé, bien que sa mise au point soit plus longue et complexe qu'il ne paraît. Il a fallu trouver simultanément des solutions à des problèmes techniques et des problèmes de statut.

- Problème de statut des citernes ; au début, afin de démultiplier leur utilisation et de mobiliser plus facilement la force de travail paysanne nécessaire pour les réaliser, les citernes étaient réalisées par et pour un groupe de famille (3 en principe), mais nécessairement localisées sous le toit de l'une d'elle, qui devait nécessairement être en tôle.

Cette formule eut rapidement pour résultat de renforcer des inégalités socio-économiques existantes : la famille qui dispose d'un toit en tôle a déjà un statut supérieur à la moyenne, qui se trouve renforcé par le prestige de de disposer d'une citerne. On observera rapidement des tendances à l'appropriation de la citerne du groupe par le paysan chez qui elle est installée, ou à un contrôle de son usage qui favorise ou renforce les rapports sociaux déséquilibrés qui peuvent exister auparavant entre paysan "riche" et ses voisins .

Il était prévu que dans un second temps chacune des familles du groupe serait équipée pour parvenir à une formule de citernes individuelles, le travail apporté par chaque famille pour la réalisation de la première citerne, devant être rendu à cette occasion. Là encore il apparut que la formule était mal adaptée, car l'aide en retour pour la réalisation des autres citernes n'était pas forcément assurée.

Partant de cette analyse, le projet s'orienta vers la citerne individuelle, sachant toutefois que ceux qui avaient un toit en chaume, pour des raisons techniques, resteraient défavorisés.

- Problèmes techniques : les situations n'étant pas homogènes, il fallut mettre au point différents modèles ; 7 à 8 modèles sont à l'essai. Les systèmes de collecte de l'eau demande un travail particulier, surtout pour les toits en chaume.

Parallèlement, deux essais d'impluvium alimentant une grande citerne ont été faits afin de fournir de l'eau à usage essentiellement agricole (pépinières) à un groupe de familles.

Il est prévu de réaliser une évaluation de ce programme avec un résident. L'usage qui est fait actuellement des citernes porte simultanément sur d'abord des utilisateurs domestiques, puis l'abreuvement du bétail, l'irrigation des pépinières, et des compléments d'irrigation aux petits jardins.

2.3.2. - Les aménagements de sources restent une activité marginale, peu mobilisatrice, vraisemblablement parce qu'il n'y a pas de création de nouveau point d'eau.

C'est une opération destinée surtout à l'amélioration de la qualité sanitaire de l'eau, avec quelque fois augmentation du débit par un meilleur captage.

2.3.3. - Le programme puits est par contre plus important ; il est localisé en Plaine d'Aquin, région qui souffre régulièrement de la sécheresse. Il porte simultanément sur la réhabilitation de vieux puits coloniaux (curage, margelles, anti-bourbier) et la fouille de nouveaux puits. Pour ces derniers, le projet fournit le sable et le ciment, la population fournissant le travail, qui ne pose pas de problème.

Des essais sont en cours actuellement sur des méthodes d'exhaure afin d'éviter la pollution des puits par les cordes et puisettes.

Indépendamment de l'alimentation des humains et animaux, ces puits peuvent jouer un rôle économique en favorisant la culture du tabac, et en particulier les pépinières. Une dizaine de puits devrait ainsi être réalisée en Plaine d'Aquin.

#### 2.3.4. - Résultats et conclusions

Les résultats du programme hydraulique sont les suivants :

- 100 citernes individuelles réalisées,
- 4 citernes collectives
- 9 captages de sources
- 7 puits.

L'impact socio-économique de ce programme n'a pas encore été évalué. Toutefois, une analyse faite en 1982 par un stagiaire, portant sur les citernes individuelles (2-3 familles)<sup>(1)</sup> a mis en évidence les points suivants :

- Pour la famille du "maître de citerne" (personne chez laquelle la citerne est installée) :

- . les femmes ne fréquentent plus la rivière pour la lessive,
- . Le gros bétail parcourt moins de distance pour boire,
- . le tiers des familles équipées assurant l'arrosage du chou en pépinière ou en plein champs.

Les usagers extérieurs ont accès à l'eau ; il s'agissait :

- La famille ayant contribué à la construction de la citerne (les associés)
  - . la majorité dispose de l'eau pour "la lessive légère" uniquement,
  - . ils abreuvant leurs gros bétail à la citerne,
  - . ils ne fréquentent que cette citerne.
- La famille des parents du "maître de citerne" :

Les liens de parenté autre que très proches ne permettent d'avoir de l'eau que pour la boisson, la cuisson et la toilette. Cette approvisionnement n'est pas quotidien et ces personnes recherchent simultanément un accès à d'autres citernes.

(1) Il s'agissait de citernes destinées à 2-3 familles voisines et associées dans la réalisation.

- Les relations du "maître de citerne"

Certaines personnes peuvent bénéficier de l'eau en contrepartie de quoi elles assurent certains services au maître de citerne (faire sa lessive, abreuver son cheval).

D'autre part, le "maître citerne" impose des contraintes aux usagers extérieurs lorsque le niveau d'eau passe en dessous d'une limite, restrictions qui peuvent toucher les associés qui ont contribué à la construction de la citerne.

Cette évaluation a montré deux choses :

- l'intérêt de l'ensemble de la population pour l'eau des citernes, même si tous ne souhaitent pas disposer d'une citerne chez eux ;
- le processus rapide d'appropriation par le "maître citerne" de la citerne faite en association y compris au détriment des associés, ainsi que le pouvoir qu'elle lui confère (échange de l'accès à l'eau contre des services, pour les "relations" du maître).

Ce type d'opération se révèle en première analyse susceptible d'avoir un impact sensible sur les rapports sociaux et certaines activités économiques du plateau. On aura noté les rapports de dépendance qui peuvent s'établir (ou s'accentuer seulement ?) entre "maître citerne" et "relations", que les femmes de maîtres citernes ne vont plus à la rivière, mais aussi que les "maîtres citernes" abreuvent mieux leurs animaux (incidences sur les naissances et les prises de poids) et font des cultures maraîchères dont on a vu quelles pouvaient être rémunératrices.

Sans parler de changements sociaux, il semblerait que cette action ait des "effets" sociaux qui mettent de fait le projet en situation, contrôlée ou non, de "développement expérimental".

2.4. - Le desserrement des contraintes de relations avec l'environnement économique et juridique des paysans et la santé

Les très nombreuses relations qu'ont eu les agents du Projet avec les paysans, en particulier à l'occasion des "stages personnages" ont attiré leur attention sur la vulnérabilité du monde rural dans ses relations avec son environnement, en particulier l'administration, et ses représentants, des hommes de loi, la bourgeoisie susceptible d'investir dans le foncier, etc... A cela s'ajoute le risque de maladie et ses conséquences financières pour les paysans.

D'où l'idée que si cette population était alphabétisée, et instruite sur ses droits (dont le code foncier) si elle s'organisait pour protéger son bien essentiel qu'est la terre, et enfin si elle voyait sa vulnérabilité au risque économique et à la maladie diminuée, elle serait mieux à même de maîtriser et assurer son développement. Nous avons vu comment le risque économique a été pris en compte ; nous n'y reviendrons pas.

Pour tenter de desserrer les autres contraintes, le Centre expérimente simultanément deux démarches : l'alphabétisation et une action foncière d'achat et redistribution de terres, auxquelles il faut ajouter au volet santé qui n'a pas abouti et semble quasiment abandonné.

2.4.1. - L'apprentissage de la lecture et de l'écriture fait l'objet d'une forte demande des paysans, en particulier de ceux formés par le Projet au travail du ciment et qui seraient susceptibles de prendre des petits travaux de maçonnerie s'ils savaient lire un schéma. D'une façon plus générale, la connaissance de la lecture améliore singulièrement le statut social, et permet d'éviter les abus des lettrés. C'est d'ailleurs dans cette perspective que le cadre rural a été traduit en créole. Actuellement, 95 % des adultes sont analphabètes, 20 % des enfants sont scolarisés dans cinq écoles dont trois privées ; il vient de s'ouvrir une école pour adultes dont les résultats ne peuvent encore être appréciés.

L'objet de l'action alphabétisation conduite par un agent haïtien bénévole du Centre de Salagnac a pour objet les problèmes évoqués précédemment et de compléter l'ensemble de la démarche mise en oeuvre sur le plateau.

Nous n'entrerons pas dans la méthodologie retenue, mais signalerons que si le créole est devenu langue officielle depuis 1983 le mode de transcription de la langue n'est toujours pas fixé.

Cette opération a démarré en Janvier 84 avec 80 participants sur 2 quartiers. La première évaluation faite en Avril, portant sur la participation et l'acquisition des connaissances a mis en évidence un succès évalué à 80 %.

Actuellement, cette opération ne bénéficie d'aucun financement. Elle a démarré avec l'aide matérielle de quelques bourgeois locaux qui s'est interrompue.

Il est à noter que cette alphabétisation est liée à une animation culturelle : pièces de théâtre, veillées de contes, sorties à la capitale avec visites de musées ; ces réunions sont également une occasion de faire circuler l'information.

2.4.2. - Les actions de santé connaissent les mêmes difficultés ; il n'existe que deux dispensaires sur le plateau, et actuellement il y a une tentative de formation d'aides secouristes chargés des premiers soins, à raison de deux par quartiers. Cette action repose également sur le bénévolat avec un appui sur fonds propres du Centre de Salagnac. Un appui OXFAM pourrait intervenir.

Il est à noter que dans le cadre de Madian Salagnac à une certaine période une action a été entreprise par un médecin qui était l'épouse d'un des agronomes expatriés ; son action a porté sur la réalisation d'une enquête de parasitologie, mais qui n'a débouché sur rien de concret.

Ce volet santé a été de fait déplacé sur les projets Jacmel et Plaine de l'Arbre.

2.4.3. - L'achat et la redistribution de terres : la maîtrise foncière

Les relations avec les paysans et les études du milieu ont montré que la précarité dans la détention de la terre était un obstacle essentiel à tout investissement foncier et à toute action d'amélioration de fond de la fertilité. Elles ont montré également la vulnérabilité du paysan en quête de liquidité, et confrontés à la demande des urbains qui constituent des réserves foncières autour de leurs résidences secondaires.

D'où l'idée, en relation avec l'Eglise, d'acheter les terres mises sur le marché et de les redistribuer en les mettant en fermage long, payable à la récolte (et non d'avance comme le veut la tradition).

Les premières terres ainsi achetées et enregistrées au nom de l'épiscopat ont été payées sur fonds propres du projet ;

Cette opération, d'échelle réduite, a permis aux agents du Centre de connaître le "fonctionnement" des arpenteurs et notaires dont le pouvoir - et parfois les abus - est grand dans le domaine foncier. Afin que le paysan ne soit pas abusé par certains représentants de ces professions, le code de l'arpentage est traduit en créole, et commenté par des exemples.

#### 2.4.4. - En guise de conclusions

Il est clair que le projet en soulevant les problèmes du monde rural des plateaux, analphabète, vulnérable à la maladie, soumis à des réglementations foncières qu'il ne peut connaître, à des formes traditionnelles de faire valoir indirect extrêmement précaires, exprime que le développement rural relève d'un champ d'action beaucoup plus large que celui des techniques agricoles et de l'action sur les systèmes de production.

Sur le fond, on ne peut que souscrire à cette démarche. On peut se demander si la petite équipe du Centre, compte tenu de sa multiactivité, est réellement en mesure de maîtriser le processus qu'elle met en place, et si elle est susceptible de lui faire prendre la dimension nécessaire pour que des enseignements opérationnels puissent être dégagés. On notera que l'absence de suivi socio-économique strict des conditions effectives de la mise en oeuvre de ces opérations et de leurs effets sur le milieu ne va pas dans le sens d'une maîtrise réelle de la dynamique et des résultats de cette expérience. Il est vrai que ces opérations en sont à peine à leur début et qu'il n'est pas trop tard pour en observer démarches et effets.

### 3 - Les moyens mis en oeuvre

L'ensemble de ce programme repose en 1984 sur deux financements principaux :

-le financement du projet C.E.E.-F.R.D.P.P. qui met à la disposition du projet 300 000 ECU à compter de 1981, qui correspondent en valeur 1983 à 270 000 \$. Ce crédit est destiné essentiellement à faire face à des dépenses de matériel de construction pour les points d'eau, de formation recherche et expérimentation (8 % du total), et enfin fonctionnement et imprévus (3 %).

-le financement du projet FAC plaine d'Aquin, qui porte pour 1984 sur la prestation permanente d'un agronome de l'IRAT (70 % du crédit) le financement du programme agronomique y compris l'achat d'un véhicule, et le fonctionnement.



-Le financement de l'assistance technique directe, des VSNA et de leur fonctionnement.

Les moyens humains ont été décrits à l'occasion de l'analyse historique de la quatrième phase. Nous n'y reviendrons pas.

#### 4 - Conclusions

Nous avons commencé l'analyse de cette fonction en posant la question de sa finalité par rapport aux objectifs sectoriels qui sous-tendent chacune des actions. Faute de finalité clairement exprimée par le projet, nous avons retenu une hypothèse de travail exprimée en terme "développement expérimental".

Pourquoi cette hypothèse ?

. Bien qu'avec la phase actuelle le projet ait pris un caractère opérationnel son impact limité en particulier en terme de populations concernées ne permet pas de lui voter des objectifs d'ordre économique.

.Le projet reste totalement dans l'esprit qui caractérise depuis le début Madian Salagnac même si certaines fonctions se sont effacées au profit d'autres. Le projet a poursuivi son évolution sans véritable rupture avec le passé, celles qu'il y a eu en étant d'ordre fonctionnel. Or, la caractéristique essentiel de cet esprit est le privilège accordé à la connaissance du milieu. On peut connaître un milieu en l'étudiant, on peut aussi le connaître en le mettant en situation pour qu'il réagisse, formule qui correspondrait à la période actuelle à condition d'être en mesure de noter les réactions.

.La fonction enseignement reste une fonction très forte du projet. Il est utile sinon nécessaire pour un enseignement original et concret d'être en interrelation avec une expérience de développement en vrai grandeur.

Jusqu'ou est vérifiée cette hypothèse ?

.Le centre de Salagnac n'est pas en effet, à travers les actions que nous venons de voir un projet de production, même si beaucoup des actions proposées ont trait à l'aide à la production ; à aucun moment on voit apparaître dans la démarche des objectifs quantitatifs de production, même sectoriels. D'autre part, l'échelle à laquelle sont entreprises la plupart des actions ne permettrait pas de prétendre à un impact économique.

.La démarche en cours a une forte dimension expérimentale, même si ceci n'est pas exprimé. Elle procède même dans bien des cas par la méthode des essais et erreurs : on lance (on teste) une idée, une démarche, puis on voit ce qu'il y a au bout ; exemple : la synergie qui est apparue au niveau citerne-lapin-maraichage qui n'était pas attendue.

Il y a une tentative d'expérimentation en vrai grandeur de produits, idées, méthodes, qui s'adresse au milieu humain du plateau des Rochelais (essentiellement) et dont la réponse globale intéresse les promoteurs du projet. Si le projet relève de la première étape d'une démarche expérimentale, par contre la seconde étape qui serait le recueil des résultats avec un minimum de rigueur scientifique fait particulièrement défaut, ce qui anihile toute prétention expérimentale. En effet, nous avons vu qu'il n'existe pas de suivi socio-économique, seul moyen de recueillir les réponses-résultats du milieu et de juger de l'opportunité réelle des actions proposées.

Ce constat est aggravé par la petite taille de ces opérations qui pour la plupart ne touchent qu'une proportion infime de la population ce qui réduit fortement leur intérêt en terme expérimental.

Le projet souffre à nouveau de son défaut originel qui est le manque d'objectifs affirmés. Il n'est pas dans ses objectifs ni dans sa vocation de prétendre à une vocation en matière d'intensification de la productivité suivant les démarches classiques des projets de développement rural. Mais n'ayant pas exprimé clairement l'objectif que nous lui attribuons, il n'a pour le moment ni les moyens, ni même une problématique clairement définie, susceptibles de lui permettre de maîtriser dans sa totalité le processus expérimental.

Ni projet à vocation de production, ni projet de développement expérimental qu'est le Centre de Salagnac en 1984 dans des actions d'appui au milieu rural ?

Il se présente comme projet sans "colonne vertébrale" comme le sont trop souvent les projets de type O.N.G., sans finalité précise autre que de poursuivre des actions commencées.

Toutefois cette situation ne présente pas un caractère définitif. Elle relève d'un problème de prise de conscience et de stratégie des responsables du projet, de ses principaux bailleurs de fonds. Une redéfinition des actions redéployées à une échelle pertinente et la mise en place d'une fonction de suivi socio-économique de leurs effets, peuvent

très bien entreprises, à condition qu'elles soient dotées des moyens humains et de la rigueur méthodologique nécessaires. Moyennant quoi, le "produit de Madian Salagnac" pourrait redevenir aussi important, sinon plus que ce qu'il a été dans le passé, avec des effets récurrents sur les fonctions connaissance et enseignement, ainsi que sur les autres projets du pays à travers des propositions nouvelles sur la stratégie de l'action en milieu rural.

Une telle démarche impliquerait que le gouvernement Haïtien et les bailleurs de fonds trouvent un intérêt à lancer une action de ce type, dotée de tels objectifs et dans cette zone.

## VI - APPUI A LA POLITIQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT

Une autre fonction, ou plutôt ce qui serait un sous produit du projet Madian Salagnac pourrait s'intituler "Appui à la politique nationale de développement". Le projet Madian Salagnac aurait engendré un "esprit Madian Salagnac" dont on pourrait repérer la présence dans plusieurs, sinon dans tous les projets de développement rural actuellement ou récemment en cours de réalisation ou d'élaboration sur l'ensemble du territoire de Haïti. En gros, cet "esprit M.S." correspondrait à l'effort de connaissance et de compréhension des systèmes agraires complexes mis en pratique par les paysans haïtiens et à la volonté de les transformer sans en bouleverser les structures fondamentales. Il s'oppose aux processus de développement qui augmenteraient le nombre de paysans sans terre, ou s'appuyeraient sur les "gros paysans" au détriment des "petits". Cet "esprit M.S." permettrait d'élaborer des "éléments de réflexion pour une stratégie de développement rural" (1) qui se situe à contre pied d'autres stratégies de développement pronées par des pays supposés influencer le développement du pays, tels que les Etats Unis d'Amérique.

Effectivement, le projet Madian Salagnac a fourni un cadre méthodologique qui n'est certes pas original puisqu'il existe, plus ou moins élaboré, dans tous les autres pays sous-développés où des projets de développement en milieu rural sont mis en oeuvre, mais ce cadre est naturellement plus aisé à adapter à d'autres projets haïtiens dans la mesure où il a été testé en Haïti même, encore que les éco-systèmes soient très différents d'une région à l'autre. Cet "esprit Madian Salagnac est bien vivant auprès de nombreux cadres de développement aussi bien haïtiens qu'expatriés qui ont séjourné à M.S. et qui connaissent les travaux du projet (2) aussi bien auprès de l'O.D.N (projet de développement rural dans le Nord) que du projet Jacmel ou du projet Plaine de l'Arbre, cette influence se retrouve au niveau de l'élaboration du projet et

---

(1) Titre "d'un document imprégné de cet esprit et émanant de l'équipe du projet.

(2) A noter le rôle de l'Institut Français en Haïti de Port au Prince qui a un service de diffusion de publications du projet M.S.

notamment des programmes "Recherche-Développement (1). Les missions d'appui des cadres du projet Madian Salagnac, le recrutement de cadres haïtiens formés par le projet sont autant de signes de l'influence de Madian Salagnac sur ces projets.

Quant à l'élaboration d'une stratégie de développement rural à partir d'un "esprit M.S.", certains observateurs en Haïti même et à l'extérieur se montrent assez sceptiques ; l'absence de résultats tangibles au niveau opérationnel dans la propre zone d'influence du projet ne permet pas de penser que cette longue réflexion sur les systèmes agraires étudiés et le milieu paysan puisse déboucher sur des propositions capables de faire sauter les contraintes qui limitent aujourd'hui les niveaux de production et de vie des paysans haïtiens. Tout au plus, les travaux du projet permettraient-ils ce qui est déjà un apport considérable, de prendre conscience de la nature et du poids exact de ces contraintes.

En correspondance avec l'émergence de cet "esprit Madian Salagnac", il importe de prendre en considération le rôle qu'a joué le projet, sur une durée de près de 10 ans, dans la formation des cadres haïtiens, aussi bien ceux sortis de la FAMV que certains cadres sortis des autres facultés. Comme cela a déjà été souligné dans l'analyse du volet formation, l'impact sur la politique nationale de développement si il est difficile à saisir par sa nature même a certainement été et est encore extrêmement important.

Au confluent de son rôle dans la formation, de son rôle dans le domaine de la recherche et dans celui de l'élaboration d'un cadre méthodologique pour l'approche des problèmes de développement, il faut mentionner quelques actions du projet en tant qu'agence d'assistance technique ou d'appui en matière d'assistance technique. A titre d'exemple, il faut citer : l'étude socio-économique du projet d'irrigation de Mirebolois qui a été

---

(1) Par exemple, Document ODN 2 - Agriculteurs et paysans du Nord et du Nord-Est d'Haïti - Etude socio-économique de onze zones rurales situation de référence pour les actions agricoles du projet DRN II - Document IRAM - ODN - FAC.

financée par la F.A.O. et réalisée en 1983 par une équipe émanant directement du projet Madian-Salagnac (1).

La constitution du groupement de recherche pour le développement GRD qui est une association regroupant des cadres haïtiens et étrangers travaillant dans les secteurs du développement.

---

(1) Etude socio-économique du projet d'irrigation de la région de Mirebolois Institut Français en Haïti FAO-FIDA mai 1983 - janvier 1984.



## VII. LA FONCTION PILOTAGE

La fonction pilotage est une fonction interne essentielle au bon déroulement d'un projet puisque son objet est de gérer la mise en oeuvre des moyens jugés nécessaires pour que les objectifs soient atteints. Il s'agit simultanément des moyens humains, financiers, organisationnels, techniques. La notion de pilotage implique celle de dynamique, d'évolution, d'adaptation d'un projet à son environnement, mais toujours dans la perspective des objectifs à atteindre. L'acceptation de la démarche évolutive implique "ipso facto" celle d'un suivi-évaluation destiné à fournir les informations dont le pilote a besoin pour conduire l'évolution du projet.

D'où ces quelques remarques : il ne peut pas y avoir un projet qui s'est déroulé durant plusieurs années sans qu'il n'y ait un pilotage, même de fait ; de même qu'il y aura eu un suivi formel ou informel ou les deux simultanément.

Cette règle est évidemment vraie pour Madian Salagnac : il y a eu pilotage comme le montre l'historique du projet, avec les changements d'orientations et de contenu suivant les périodes.

Toutefois, s'il y a eu pilotage, le système de pilotage n'est pas clair pour autant, le centre de pouvoir se déplaçant suivant la période et les enjeux ainsi que suivant les objectifs du moment. ; Intervenient ainsi dans les décisions :

- le Conseiller Culturel de l'Ambassade de France,
- l'Eglise, dont en premier l'évêque des Cayes
- L'Assistant Technique principal responsable du Centre de Salagnac,
- Un autre assistant technique, "responsable scientifique du projet DGRST" entité autonome au plan institutionnel,
- A partir de 1980, les cadres haïtiens, représentant l'autorité du Ministère de l'Agriculture et de la FAMV,
- Puis le cadre haïtien, chef du projet CEE, entité autonome au plan institutionnel,
- Les autres coopérants qui, bien que non dotés de fonctions officielles, contribuaient à la prise de décision dans le cadre d'une direction à caractère collégial.



Par contre, on ne voit pas intervenir au titre des intervenants dans le système de pilotage les autorités locales administratives (préfet) et techniques (service agricole régional par exemple).

Une composante importante du pilotage se trouvait également à l'étranger avec le Ministère français des Affaires Etrangères - puis des Relations Extérieures (STD) qui joua un rôle important d'interface entre le projet et la DGRST ainsi qu'avec la CEE, deux entités qui contribuèrent à marquer définitivement les caractéristiques et le contenu de Madian Salagnac.

Le pilotage de Madian Salagnac aura été à l'image du projet et de son histoire. Sans finalité précise et à objectifs variables, le projet a engendré en particulier en troisième période un système de pilotage dominé par la recherche d'une adéquation (ou d'un consensus ?) entre les objectifs individuels des différents assistants techniques, avec toutefois un but commun, la recherche d'une crédibilité en même temps que de la survie du projet.

Il faut bien voir que pendant les trois premières périodes, le projet n'était pas dans son existence l'expression d'une politique nationale, l'émanation d'un acte exprimé ou implicite de planification ainsi que le sont par essence les projets. Dans une forte mesure on peut dire que le pilotage a consisté à conduire le projet à l'institutionnalisation (la consécration ?) qui est entrée dans les faits durant la 4<sup>e</sup> période avec l'accrochage à la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire.

La démarche a réussi, mais il s'agissait d'un but endogène, secrété par le projet à la recherche de son identité et de sa survie, et il est vrai que le pilotage pour parvenir à cette démarche a été remarquable car difficile.

Si le projet n'était pas une réponse à une demande haïtienne formelle de coopération dans le secteur rural, il était devenu par contre une sorte de projet-référence au plan méthodologique, du MRE-STD principalement durant la troisième phase, celle de la DGRST, celles également qui a eu une forte connotation scientifique. Ceci a conduit à un déplacement du centre de gravité du pilotage vers Paris sans que toutefois les conséquences que l'on aurait pu en attendre, à savoir :

- un pilotage scientifique des fonctions recherche et connaissance. Les trop nombreuses missions de scientifiques qui se sont succédées durant ces années n'ont rien apporté sur ce plan là, pas plus que le Comité de la DGRST dont on aurait pu penser que ce pouvait être le rôle ou l'INA-PG qui a servi pourtant de référence constante.
- un pilotage de la valorisation des expériences : ceci est dans la lignée de ce qui précède; l'apport parfois extrêmement original et novateur de certains assistants techniques du projet n'a pu être valorisée faute de leur insertion dans des structures ad hoc. Ceci aurait dû être simultanément organisé par le MRE et la DGRST.

Autrement dit, la Partie Française n'a pas su comprendre la nécessité d'un pilotage réel de cette action que par ailleurs elle présentait comme un modèle. A défaut de rigueur dans le jugement, elle n'a su éviter l'impressionisme qui a souvent dominé la démarche Madian-Salagnac, alors que le projet avait avant tout besoin d'objectifs et d'une rigueur en particulier dans la fonction connaissance. Cette rigueur n'aurait pu lui être apportée que par une équipe de soutien scientifique dotée des moyens nécessaires.

Les fonds de la DGRST, l'appui du MRE, auraient eu une utilisation et des effets beaucoup plus heureux s'ils avaient d'abord permis de monter et financer cette équipe de soutien. En fait, Madian Salagnac, le MRE-STD, et la DGRST souffraient du même mal, à savoir l'absence de finalité et de stratégie autres que de circonstance.

Il est à noter que si l'on parle de ce problème au passé, il n'en reste pas moins d'une actualité brûlante puisqu'on a vu que la phase actuelle ne pourrait avoir un sens, et même justifier son existence que si elle comportait un suivi-évaluation poussé portant sur l'identification et l'analyse comprehensive des réponses paysannes aux actions qui leur sont proposées.



CONCLUSION

Au milieu des années 60, un petit groupe de missionnaires français s'implanta dans la partie occidentale de la péninsule Sud d'Haïti, plus précisément dans la région de Laborde, à proximité de la ville de Cayes. Ils mirent en place un certain nombre d'activités orientées vers un développement "global" dans lequel le volet agricole devait être important compte-tenu de la précarité des conditions de vie locale.

Pour évaluer ce projet, nous nous sommes placés dans une problématique articulée autour des questions suivantes : quel type d'outil ce projet représente-t-il ? Peut-il être utilisé dans une politique de coopération en développement rural ? Est-ce la démarche d'une coopération d'un nouveau type ?

En tant qu'outil de développement le "projet" Madian Salagnac est avant tout un outil atypique.

Atypique, Madian Salagnac l'est profondément car il ne présente ni les caractéristiques traditionnelles d'un projet gouvernemental de développement rural, ni les caractéristiques de la démarche d'un projet de coopération non gouvernementale (ONG), pas plus qu'il ne s'apparente à un projet classique de coopération dans les domaines de la recherche agronomique et de l'enseignement supérieur.

Atypique donc original, Madian Salagnac l'est par bien des aspects, et cela dès le début de son histoire. Le projet débute avec l'affectation d'un fonctionnaire français du Ministère français de la Coopération à un programme caritatif local; situation peu courante qui se voit confirmée quelques années plus tard par l'arrivée de 5 VSNA.

L'originalité du projet a été de réfuter très vite l'approche descendante classique des actions de développement rural et leur modèle technique cultural "vulgarisé" à travers les réseaux hiérarchisés d'encadreurs et d'animateurs destinés à apporter la bonne parole technologique aux paysans de base. Or, il s'agissait là du schéma classique des projets de développement rural véhiculé depuis plusieurs décennies par le modèle français de développement, avec ou sans enrobage de type animation-participation-coopération.

Le refus de la démarche descendante habituelle a conduit à rechercher une démarche alternative qui, abandonnant la vulgarisation, s'orientait vers la connaissance et la compréhension des mécanismes de production dans le milieu paysan. L'objectif de développement se trouvait ainsi repoussé vers l'avenir.

L'option prise par Madian Salagnac a été de privilégier, dans une étape préalable à l'action, la

connaissance socio-économique de la population concernée et en particulier celle de son système de production agricole. Les moyens de cette connaissance-acquisition et capitalisation furent multipliés et constituent une des particularités du projet. Le moyen le plus important se mit en place à travers la formation paysanne : celle-ci a été redéfinie et orientée vers un processus de formulation, par les paysans eux-mêmes, de la connaissance implicite qu'ils ont de leur milieu, des éléments explicatifs étant apportés par l'encadrement.

Les stages étudiants furent un autre élément de la connaissance et permirent de compléter l'information issue des stages paysans par des investigations spécifiques et de capitaliser cette connaissance dans de nombreux documents. Cette démarche de mobilisation-accumulation-traitement de la connaissance est en soi intéressante, sous réserve qu'elle ne soit pas appliquée de façon événementielle ou occasionnelle, c'est à dire qu'il existe simultanément un cadre cohérent de gestion de l'acquisition du traitement et de l'utilisation de la connaissance du milieu. Il n'en a rien été.

Cette fonction connaissance et compréhension du processus de la production agricole conduisit à développer parallèlement une démarche de vérification en milieu contrôlé (démarche de recherche) des observations et hypothèses relatives au fonctionnement des systèmes de production. Dépassant les problèmes variétaux et parasitaires qui l'avaient occupée à l'origine, la recherche agronomique se développa durant une période suivant cet axe, autorisant ainsi le projet à ajouter l'étiquette "recherche" à sa vocation originelle de développement.

Madian Salagnac n'est donc pas né, comme la plupart des projets classiques, d'un travail de recherche préalable, dont on veut "faire passer" les résultats en milieu paysan (démarche recherche-vulgarisation), mais au contraire, le besoin de recherche est né de la démarche et de la pratique même du projet.

A partir de là, le projet a connu une évolution spécifique, naturelle pourrait-on dire, mais dont la finalité s'est obscurcie très vite. Les travaux et recherches destinés à la connaissance du milieu ont mis les agents du projet dans une situation peu favorable à l'émergence d'actions opérationnelles. En contrepartie, ils se sont trouvés dans une situation privilégiée pour jouer un rôle significatif dans l'enseignement supérieur et en particulier agronomique. C'est ainsi qu'ils apportèrent dans un enseignement agronomique classique et routinier des démarches nouvelles et là encore atypiques, basées essentiellement sur la priorité accordée à la connaissance du milieu, avec une immersion longue et fréquente des

étudiants dans le monde rural. L'enseignement supérieur et la formation d'élèves ingénieurs avec la spécialisation en France des plus motivés devint "la production" la plus représentative et importante du projet. Ceci autorisant le projet à accoler à l'étiquette développement et recherche dont il s'était doté, l'étiquette formation. (1)

Mais ceci l'amena aussi à perdre sa liberté institutionnelle en devenant de plus en plus une composante de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire. Si la fonction "enseignement supérieur" a joué un rôle essentiel dans la vie et peut être la survie du projet, si ses résultats figurent comme les plus importants du projet, il n'en reste pas moins que cette fonction n'est pas née d'une politique et d'objectifs clairement pré-déterminés. Elle est née de la fuite en avant d'une équipe dont le présent et surtout l'avenir étaient mal assurés, et qui a eu le génie de saisir et maîtriser à son avantage ce type d'opportunité. "L'existence a précédé l'essence" donnant là un projet sympathique mais, en aucun cas, un modèle à reproduire.

Actuellement le projet revient à des options plus opérationnelles, dont les objectifs sont exprimés en terme d'amélioration des conditions de la vie et de la production d'une partie de la population de la région concernée. Pour ce faire, le projet voudrait valoriser, malgré quelques difficultés, la connaissance et les résultats des recherches accumulés au cours des périodes précédentes et qui sont parfois de qualité mais disparates et incomplets.

La particularité profonde du projet Madian Salagnac semble donc figurer dans le fait que précisément il n'a jamais été un projet au sens classique, c'est-à-dire un ensemble finalisé de moyens mis en oeuvre de façon coordonnée dans le cadre d'une politique nationale de développement. Il n'a pas été, pour autant, un antiprojet débouchant sur la négation du projet traditionnel. Il a plutôt fonctionné comme un projet alternatif qui a dû consacrer une part importante de son énergie à justifier son existence et à rechercher une crédibilité. Celle-ci ne pouvait être que de type scientifique puisque le projet n'avait pas une "étiquette" de projet de développement ou d'enseignement et que les jeunes assistants techniques souhaitaient se faire reconnaître par les institutions de recherche.

Il n'est pas sûr que, malgré les apparences du début des années 80, où la composante recherche du projet fut fortement valorisée par des scientifiques français, celle-ci se révèle, a posteriori, la plus intéressante.

-----  
 (1) L'étiquette formation provient aussi de l'importance accordée à la formation des adultes paysans dans le cadre de divers stages réalisés par Salagnac.

Durant la période 79-82, la fonction recherche du projet fut consacrée par la DGRST à travers un financement conséquent. Or, avec le recul, cette fonction n'apparaît pas comme ayant été la plus pertinente du point de vue des résultats en matière de développement rural.

La nature de ce programme DGRST est criticable : il se caractérise dans la pratique par une absence d'objectifs et de consistance scientifique surprenante et l'on voit mal comment il a pu justifier la succession intensive de missions courtes, ponctuelles et sans cohérence. Ce dispositif n'a guère servi le projet si l'on se réfère à la qualité inégale de la connaissance du milieu sur le transect. Or, précisément, on est en droit de penser que le programme DGRST aurait dû y contribuer en évaluant la connaissance acquise et en la complétant. Ceci rejoint ce que nous écrivions précédemment au sujet de la "gestion" de la fonction connaissance : les options retenues auraient nécessité un cadre cohérent que l'équipe du projet ne pouvait pas concevoir, mais dont la conception, le suivi et la valorisation auraient pu relever de la compétence de l'équipe DGRST. Seules, quelques missions spécialisées, portant sur des problèmes agronomiques et la recherche variétale et donc très techniques, furent efficaces.

Avec le recul du temps, il est intéressant de noter que malgré les apparences l'ensemble de cette démarche DGRST n'a donné lieu à aucune reconnaissance du fait scientifique Madian Salagnac telle qu'elle est pratiquée traditionnellement par la communauté scientifique, à travers des publications scientifiques reconnues. Plus grave a été le sort réservé à l'assistant technique du projet le plus impliqué dans une démarche de recherche qui par certains aspects ne manquait pas de qualité et qui, malgré la promesse faite, n'a pu intégrer la communauté scientifique.

Il faut également se souvenir qu'en se présentant comme un projet indépendant des démarches et outils classiques de la politique de coopération française dans le secteur rural, Madian Salagnac pouvait devenir un modèle de référence pour une partie de la coopération, à la recherche d'alternatives référencées. Or, pour que la référence porte et soit de poids, il eût fallu assurer la crédibilité du modèle. Et n'est-il pas meilleure crédibilité dans le système français que l'aura que peut apporter une communauté scientifique ?

Faute d'une justification scientifique dont nous n'avons, dans les faits, trouvé trace, nous nous posons la question de la justification du programme DGRST. Il ne s'agit que d'une question, car l'évaluation du programme DGRST n'entre pas dans le cadre de cette étude.



Après avoir connu une utilisation intensive comme modèle alternatif de coopération axé sur des "projets" dits de recherche-développement, le projet Madian Salagnac est retombé dans l'ombre.

Or, de même qu'il ne méritait pas l'image flatteuse qui en était donné, il ne mérite pas plus l'abandon et le désintérêt dont il fait l'objet actuellement. Et la question reste posée : le projet Madian est-il un projet atypique, alternatif, alibi ou un projet récupéré ?

Il est indiscutable que Madian Salagnac a apporté et apporte toujours à l'amélioration de l'enseignement de l'agronomie. Les nouvelles générations d'ingénieurs sont très marquées par ce qu'il est convenu d'appeler localement "l'esprit Madian Salagnac" qui a essentiellement consisté à faire découvrir et comprendre aux futurs agronomes haïtiens le fonctionnement d'un milieu rural de leur pays. Cela, malgré les carences, dont certaines surprenantes, que nous avons relevées dans l'analyse du milieu telle qu'elle a pu être faite et enseignée par les équipes de Madian Salagnac.

On a dit que le projet Madian Salagnac avait eu un effet d'essaimage ou de modèle sur d'autres projets français, en Haïti.

Il est vrai que l'aide française jusqu'en 1981 est intervenue sur des projets qui présentaient de grosses lacunes tant au plan de leurs objectifs que de leurs structures, et qui se trouvaient en situation de blocage dont ils ne pouvaient sortir qu'en développant des démarches différentes.

Il est vrai que, lorsque les conditions de mise en oeuvre de ces démarches différentes furent réunies, les réflexions conduites par Madian Salagnac furent reprises, avec un appui de ses cadres, mais aussi de jeunes ingénieurs passés par Madian Salagnac et affectés à ces projets.

Mais il serait faux de croire que la réflexion sur les alternatives au développement rural traditionnel de la coopération française, y compris avec leurs incidences politiques, sont nées de l'expérience de Salagnac. Elles ont eu lieu en réalité au début des années 70 après le retour en France de la génération de chercheurs (ORSTOM en particulier) et d'assistants techniques ayant acquis une pratique de terrain à la fin des années 60 et disposant de tous les éléments techniques, scientifiques et politiques nécessaires pour remettre en cause le modèle traditionnel de coopération. L'émanation la plus connue de ce mouvement, qui ne fut pas la seule, est représentée par le groupe AMIRA dont les premières notes furent publiées en 1974. Ce groupe constitue un exemple de rapports constructifs entre les

mondes de la recherche et du développement. En conséquence, on ne doit pas croire, même en Haïti, que la coopération française n'avait pas les moyens humains et méthodologiques de se redéfinir : le problème est qu'elle n'en a pas eu l'opportunité au plan politique.

Qu'en est-il de Madian Salagnac actuellement ?

Bien que toujours atypique, le projet a profondément évolué avec le départ de l'équipe d'assistants techniques qui l'avait initié, coïncidant à peu près avec la fin du programme DGRST.

Fait nouveau, le projet a acquis une structure plus classique de projet d'assistance technique avec des cadres haïtiens fonctionnaires qui en assurent la direction, secondés par des assistants techniques et des VSNA. De plus le projet dispose maintenant d'un crédit -relativement modeste- de la CEE destiné à financer des petites opérations en milieu rural (citernes, petit élevage, culture maraîchère) entrant ainsi dans une phase opérationnelle après une longue période d'études et de recherches.

Ceci ne fait pas, loin s'en faut, du Centre de Salagnac un projet classique d'animation/développement rural. D'un projet classique, il n'a pas les buts exprimés, restant ainsi fidèle à lui-même. Par contre, il met en oeuvre un assez grand nombre d'actions élémentaires, peu ou pas coordonnées, mais qui relèvent de la même problématique à savoir : tester des méthodes techniques, économiques, financières, voire juridiques susceptibles d'aider la paysannerie des Mornes à desserrer les contraintes susceptibles de bloquer son évolution économique. La démarche en cours se nourrit de l'héritage de connaissance laissé par Madian Salagnac, mais semble aussi se heurter aux limites de cette connaissance. En effet, elle développe un nombre important d'actions élémentaires, entreprises à des échelles très variables mais pour toucher une population quantitativement limitée : la "masse critique" de ces actions est trop faible pour que des effets socio-économiques structurants et durables puissent être attendus.

Il se pose alors la question de la raison d'être de ces actions : S'agit-il de faire du développement expérimental en testant des méthodes d'intervention ? ou de nourrir par des approches nouvelles les enseignements à l'université ? ou encore d'assurer la pérennité d'une structure qui a fini par s'institutionnaliser aussi bien en Haïti que par rapport à quelques grands bailleurs de fonds européens ?

Difficile à définir dans sa finalité, on pourrait tenter de qualifier cette démarche en disant qu'elle relève d'une approche de type "développement expérimental".

Contrairement à la démarche précédente où l'action (développement) était déterminée par la connaissance (recherche), l'action précéderait actuellement la compréhension-connaissance. Autrement dit la formule actuelle s'apparenterait à une démarche qui lancerait d'abord des actions (définies en fonction de connaissances générales acquises précédemment) puis analyserait leurs résultats, l'interprétation de ceux-ci renseignant sur le degré de l'adéquation actions/systèmes paysans. Malheureusement, le projet dans sa forme actuelle n'est pas réellement doté d'une bonne fonction de suivi des réponses paysannes aux actions en cours, permettant de mesurer, saisir et interpréter les résultats des actions lancées.

La question qui se pose donc dans la phase actuelle est de savoir si l'on assiste à un glissement d'une démarche de type recherche-développement qui privilégiait la connaissance préalable et n'a pas réellement abouti, à une démarche type "développement expérimental" qui privilégierait l'action rapide et la connaissance venant des leçons tirées de l'analyse des résultats.

L'existence même de cette question montre que le projet n'a pas répondu à sa question originelle : quel type de démarche par rapport à un milieu rural ?

Il s'agit là d'une question universelle liée aux difficultés de notre coopération dans ce secteur. On ne peut que souhaiter que le projet soit mis en mesure d'explorer jusqu'au bout cette question et en particulier de poursuivre la démarche actuelle que nous avons baptisée, pour la commodité de l'exposé "développement expérimental". Si une telle option était retenue en particulier par les bailleurs de fonds, il faudrait faire en sorte que l'équipe puisse en assurer tout le processus, y compris et surtout l'aval des actions, c'est-à-dire l'interprétation technique et socio-économique des résultats et des comportements paysans. Car seule cette interprétation justifie la démarche.

Si tel ne devait pas être le cas, on ne voit guère quel serait l'intérêt de poursuivre, du point de vue de notre aide, ce petit projet qui ne relèverait alors que d'une action de type ONG classique, et/ou d'un terrain d'expériences de développement pour l'enseignement supérieur.

ANNEXES

- 1) Bibliographie, extraits de l'étude de E. ENGLISH (1983)  
sur l'aide au développement du CANADA à HAITI.....A3
- 2) Extrait de la réponse de Madian-Salagnac à l'appel  
d'offre du Comité ECAR (DGRST).....A7
- 3) Sigles.....A9
- 4) Ensemble des institutions participantes au  
projet Salagnac.....A13
- 5) Historique du projet Madian Salagnac.....A15
- 6) Liste des résidences post-universitaires et stages  
à l'étranger.....A17
- 7) Les missions effectuées au centre de Madian Salagnac.....A23
- 8) Les visites au titre des échanges inter Caraïbes.....A35



## B I B L I O G R A P H I E

I. E. Philip ENGLISH, 1983 : L'aide au développement du Canada à Haïti

Une étude indépendante. Institut Nord Sud

ExtraitsI - A propos du soutien de l'ACDI à la FAMV (p. 65)

"Au CANADA il n'y a pas tellement de professeurs d'agronomie francophones ayant une connaissance minimale de l'agriculture tropicale, et les établissements peuvent rarement s'en défaire longtemps.

La petite agriculture paysanne est un domaine où les Canadiens sont particulièrement peu compétents, et cela s'est reflété dans l'Ecole Moyenne d'agriculture, en fait fermée durant les deux premières années du projet.

Heureusement, les Français ont été aussi associés à l'activité de la FAMV en 1977. Leur intérêt pour l'agriculture tropicale, datant de l'époque coloniale, leur a permis de détacher plusieurs agronomes chevronnés pendant des périodes prolongées. Eux non plus, il est vrai, n'ont pas eu de solutions immédiates aux problèmes haïtiens. Néanmoins, ils en savaient plus sur les questions pratiques, notamment l'adaptation de techniques existantes à la petite production. Ils ont ainsi permis aux élèves d'acquérir une plus grande expérience, dans le cadre d'une station de recherche rurale mise sur pied par leurs agronomes à Salagnac, en observant de près les techniques et les problèmes existants. (1)

La coparticipation des Canadiens et des Français à l'activité de la FAMV semblerait illustrer de manière fortuite les bienfaits d'une conjugaison des ressources de plusieurs pays. Les Français ont assuré l'essentiel de l'assistance technique en matière d'enseignement. Le Canada a fourni de son côté une importante aide financière pour améliorer les installations de la faculté, et notamment aménager plusieurs beaux laboratoires. Le Canada, ou plus précisément l'Université Laval, a également participé à la réorganisation de la Faculté, du programme, et de certains cours les plus théoriques, en particulier grâce à la présence d'un coordonateur dévoué qui a accepté de rester à Haïti durant toute la durée du projet (2)!"

II - A propos de l'évaluation du DRIPP - Développement Régional Intégré de Petit Goâve à Petit Trou de Nippes

Ce gros projet de développement rural a été financé de 1975 à 1981 par l'Agence Canadienne, il s'est arrêté brutalement. La zone de Madian-Salagnac se trouvant à l'intérieur de ce projet, il est intéressant de citer quelques extraits de cette évaluation. (pp 125 - 129)

(1) Cette station de recherche a été à l'origine un projet d'une ONG française.

(2) Ce coordonateur a encouragé l'injection d'une aide pratique par les français, mais n'a pas estimé être en mesure d'avoir une participation durable en raison des responsabilités qu'il assurait déjà à la FAMV. D'autres professeurs canadiens ont fait de brefs séjours de quelques semaines, dont l'efficacité a été incertaine.

" L'agriculture haïtienne traditionnelle est le produit de plus de 150 ans d'expérimentation et d'adaptation de la part de ceux qui ont le plus à gagner au succès de cette "recherche" : les paysans. Le DRIPP a, c'est vrai, apporté beaucoup d'idées nouvelles et les ressources pour les mettre à l'épreuve, mais aucune ne pouvait être appliquée sans une connaissance approfondie des conditions locales.

On a entrepris de vastes études mais le fossé entre le chercheur et son but était très large. L'un des rapports a qualifié les techniques courantes de "vraiment archaïque". Il a signalé, mais sans donner d'explication, la tendance à planter des graines différentes en même temps, dans le même champ, sans faire de semis distincts ni espacer normalement les graines. Les changements proposés n'étaient pas surprenants, venant d'un auteur canadien : nouvelles semences, engrais, pesticides, petit équipement mécanique, et même quelques tracteurs à louer. Mais pour les paysans haïtiens, ils impliquaient déjà un bond qualitatif.

Un autre rapport a comparé de façon assez détaillée la rentabilité de diverses combinaisons de cultures, soulignant les perspectives d'accroissement rapide des revenus grâce à une plus grande spécialisation. Le problème crucial du risque et le peu de possibilités qu'ont les paysans d'en prendre, n'était pas abordé. N'était pas mentionné non plus l'avantage, qu'il y a à alterner les cultures suivant les saisons afin de limiter l'incidence des variations climatiques et la dépendance à l'égard du marché ou des installations de stockage. Ces difficultés ne sont pas insurmontables, mais encore faut-il les signaler. Le seul objectif considéré dans le rapport a été l'élévation du revenu net...

... Le manque d'expérience des Canadiens et le manque de continuité expliquent en partie les retards, au même titre que l'insuffisance d'experts haïtiens. De plus, il semble y avoir eu un relâchement d'intérêt dans le programme agricole, le souci étant plus d'obtenir des résultats tangibles pour justifier toutes les dépenses du DRIPP. Le développement agricole est une activité à long terme qui ne se prête pas facilement à la production de résultats à court terme.

En fin de compte, les résultats partagés du DRIPP reflètent la complexité des problèmes posés par la petite exploitation agricole en zone tropicale en général, et à Haïti en particulier. Il n'y avait pas de réponses toutes faites en 1975, il n'y en a pas plus aujourd'hui. Des agronomes français qui vivent et travaillent depuis plus de cinq ans dans les collines de la région du DRIPP à un petit projet d'ONG commencent à peine maintenant à comprendre les obstacles sur lesquels buttent les paysans, leurs particularités d'une localité à l'autre, et les moyens de les surmonter (1)."

### III - Le développement rural : les ONG et l'Agence Canadienne (pp 170-171)

" Le développement rural est le secteur qui a le plus retenu notre attention dans cette étude, et cependant c'est celui où il est le plus difficile de parvenir à des conclusions. C'est là que les besoins sont les plus grands, mais aussi les difficultés les plus prononcées. Il faut reconnaître ici à l'ACDI le mérite d'avoir lancé à Haïti une initiative rurale novatrice et audacieuse, mais on doit aussi lui reprocher de n'avoir pas su trouver une méthode convenable pour aborder le problème. Et le bilan des ONG est presque aussi contrasté..."

---

(1) Eux aussi reconnaissent avoir commis des erreurs, au début, dans leur travail de vulgarisation.

... Les projets ruraux des ONG ont-ils été mieux réussis à Haïti ? Il est certain que les démarches de l'ACDI et de ces organisations ont été différentes, de même qu'il y a eu des différences entre ONG. Mais leur grand objectif est le même : améliorer le niveau de vie dans les campagnes. On a la preuve à Haïti qu'une démarche n'est pas foncièrement meilleure que l'autre et que, en principe au moins, une combinaison des deux est peut être ce qu'il y a de mieux...

... La méthode des projets plus petits, plus mesurés, qui est celle de ces organisations, semble aussi particulièrement convenir. Et les nombreuses ONG présentes à Haïti offrent des possibilités spécialement intéressantes d'acheminer l'aide rurale, ce bien plus que dans beaucoup d'autres régions du tiers-monde.

D'un autre côté, les ONG paraissent plutôt faibles dans le secteur le plus prioritaire : l'agriculture. Comme le signale, dans ses conclusions, une enquête américaine sur les projets des ONG dans un certain nombre de pays :

... l'agriculture et les autres activités génératrices de revenus des organisations privées de volontaires semblent souffrir plus que leurs autres projets d'un manque de compétences professionnelles...

La performance de l'ACDI dans ce secteur a laissé elle aussi à désirer mais l'Agence, elle, a les ressources financières pour pouvoir relever le défi. En embauchant des agronomes et en subventionnant les recherches nécessaires pour mettre au point des techniques agricoles appropriées, elle pourrait apporter un renfort stratégique aux ONG travaillant dans le domaine, surtout si elle accepte d'exploiter des ressources non canadiennes. Un projet, petit mais complètement délié, a récemment commencé à soutenir les recherches sur le maïs effectuées à Haïti par le célèbre Institut mexicain CIMMYT (Centro Internacional de Mejoramiento de Maíz y Trigo).''





ANNEXE II

D . G . R . S . T .

1979

II. EXTRAIT DE LA REPOSE A L'APPEL D'OFFRE DU COMITE ECAR

OBJET : Etude d'une formation agraire du Sud d'HAITI. Recherche d'éléments de solution pour un développement du monde rural. Représentativité par rapport aux Caraïbes.

PROGRAMME DE RECHERCHE :

- Analyse du milieu
- Analyse des systèmes de culture traditionnelles (différents modes de reproduction)
- Etude des cultures associées
- Fonctionnement de l'exploitation agricole et du système de production
- Etude des pratiques médicales traditionnelles et des problèmes parasitaires
- Eléments pédagogiques et institutionnels permettant une évolution des rapports sociaux plus favorables à la population paysanne.



ANNEXE III. S I G L E S

- ACDI : Agence Canadienne pour le Développement International . (institution officielle canadienne)
- CATIE : Centro Agronomica de Investigation y enseiñnement
- CIAT : Centro Internacional de Agronomia Tropical
- CIMMYT : Centro Internacional de Mejoramiento de Maiz y Trigo (Mexique)
- CIP : Centro Internacional de la Papa (pomme de terre)
- COHAN : O.N.G. Coopération Haïienne Néerlandaise
- CRAAG : Centre de RechercheAgronomique Antilles - Guyane
- CRDA : Centre de Recherche et de Documentation Agricoles (anciennement SERA) du Ministère de l'Agriculture (HAITI)
- DCCH : Développement Communautaire Chrétien Haïtien
- DRIPP : Projet de Développement Intégré de Petit Goâve à Petit Trou de Nippes (ACDI)
- ECAR : Ecologie et Aménagement Rural. Comité Scientifique (1979-1982) de la DGRST (a remplacé le comité GRNR : Gestion des Ressources Naturelles Renouvelables) FRANCE.

- EMA : Ecole Moyenne d'Agriculture (Damien Haïti)
- FAMV : Faculté d'Agriculture et de Médecine Vétérinaire (HAITI)
- GRD : Groupe de Recherche pour le Développement (culb de techniciens haïtiens)
- IFH : Institut Français d'Haïti
- IICA : Instituto Interamericano de Ciencias Agrícolas
- INRA : Institut National de la Recherche Agronomique (FRANCE)
- INA-PG : Institut National Agronomique PARIS-GRIGNON (FRANCE)
- MAC : Mission d'aide et de Coopération (FRANCE)
- MARN : Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles (HAITI)
- MISEREOR : Fonds International' lié aux églises européennes et nord-américaines pour soutenir des projets de développement religieux et rural.

ORSTOM : Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre Mer (FRANCE)

OXFAM : Regroupement d'ONG anglo-saxones.

SDR : Section de Documentation de Recherches de l'IFH

SERA : Service de Recherche Agricole ( Ministère de l'Agriculture) A été transformé en CRDA au début des années 1980.



Eglise catholique et actions caritatives

Misereor

Diocèse des Cayes  
DCCH

OXFAM

COHAN

DGRS

Ministère des Relations  
Extérieures - Coopération  
(FRANCE)

Centre de  
Madian

MAC

SDR  
IFH

CEE

Centre  
de  
Salagnac

Coopérants

Stages et cours

FAMV  
EMA

Agr. CRDA  
résidents

Université

MARN

Ministère de l'Agriculture  
(HAITI)

→ apports d'agents





		1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	TOTAL
<b>I. PERSONNEL</b>	<b>Personnel coopérant français</b>	BROCHET de REYNAL PILLOY CAVALIE TILQUIN PICART DIERICKX	← puis LIVERATO puis DEYGOUT			(2)		BROCHET sur projet MS de REYNAL PILLOY Fac. D Economie CAVALIE (FAMV)	→ puis conseiller technique à la MAC (HAÏTI) (GRET PARIS)		JM. LIVERATO (IRAT) PR. DEYGOUT A. MAGAG (médecin)		
	<b>VSNA</b>						1 ou 2 VSNA chaque année (16 mois)						
	<b>Personnel haïtien</b>	PR. MATHIEU A. BELLANDE	délégation catholique	(*)					(Directeur du centre Salagnac)				
<b>II. MISSIONS</b>	<b>Missions marquantes</b>	Collombon MAE	Rouillé d'Orfeuil MAE BILLAZ CASAS MESSIDEN INRA ANAIS CRAAG		Rouillé d'Orfeuil MAE Salmon Legagneur INRA	MAZOYER INA	DUFUMIER INA (34 j) SEBILOTTE DUFUMIER INA (30 j) MAZOYER BARRAU (DGRST)	ROCHETEAU BARRAU (DGRST)	J. SERVANT ROCHETEAU ROCHETEAU AMSELLE DUFUMIER	ROCHETEAU (5ème) R UELLON ORSTOM	TOURTE DUFUMIER (4ème)		
	<b>Nomb. de missionnaires (dont INRA-CRAAG)</b>		6	8 (4)	7 (4)	10 (7) 1	14 (8) 3 8 missions Békin (vidéo) Août 73-Dec 80	20 (10) 5 17	26 (12) 5 13	11 (0) 3 2	9 (2) 2 0		144 (64) 19 40
	<b>Missions échanges intercarabées</b>								22	4 séjours de 2 mois de BRUFFACTS-CEPAZ			
	<b>Nombre total de missionnaires</b>		6	8	7	10	14	20	48	17	14		fin 84 144
<b>III. MOYENS FINANCIERS</b>	<b>CONTRATS</b>	DCCM DGRST CEE	1er contrat					15.03.15.09	DGRST		DCC		
	<b>IV LIENS AVEC L'UNIVERSITE</b>	Formation universitaire		-2 étudiants de la FAMV viennent à MS	officielle -1ère visite de la FAMV -5 stages été	-Début des conseils de la FAMV par les Agri début de la résidence	3 résidents	bourse Agro INAPG	chaque année	trois résidents suivant le même principe			
	<b>V. FORMATION DES PAYSANS</b>	stages pastoraux stages techniques (formation d'animateurs)		stages "personnage" (ouverture)			stages "personnage" réalisés par les résidents (début des stages techniques par thème)			23e degré			
	<b>VI. DOCUMENTS MARQUANTS</b>			Bilan Formation	Projet de recherche intégré Rouillé d'Orfeuil Projet de recherche formation développement		Visite de JG. DUVALIER Création du GRD	Les chefs de Cabinet des Ministres d'Agr. des Petites Antilles viennent à Salagnac	Pour une reformulation de la politique de coopération française en Haïti		Stratégie de développement rural (Haïti)		
	<b>VII. EVENEMENTS MARQUANTS</b>			Jer. 07 installation à Madián Salagnac		Venue du Ministre de l'Agr. BEROUET		10 mai 1981 (France)					

NOTE : 1964 : Début du projet DCC à LAHORDE (curé RYO)

1973 : Ouverture du centre de Madián.



EMPLOIS ACTUELS DES TECHNICIENS AYANT EFFECTUE UNE RESIDENCE  
 POST -UNIVERSITAIRE DANS LE CADRE DU PROJET MADIAN-SALAGNAC  
 PUIS BENEFICIE D'UNE BOURSE D'ETUDE EN FRANCE

NOMS	EMPLOIS
Carl MONDE	Responsable projet privé des Bayonnas. Professeur d'agriculture comparée à la FAMV
Daniel MICHEL	Agronome sur le projet FAC/CEE - Gris Gris - Côte de Fer
Philippe MATHIEU	Directeur du projet CEE SALAGNAC. Professeur d'agronomie à la FAMV et EMA
Luc PIERRE JEAN	Responsable du Centre de la Vallée de Jacmel FAC/CEE . Professeur d'agriculture vivrière à la FAMV
Jude REGIS	Responsable de la recherche développement DON/B. Mondiale/FAC. Professeur d'agronomie à l'Université du Cap haïtien.
Alex BELLANDE	Directeur-Adjoint du Département d'économie CRDA/FAMV. Responsable projet recherche Salagnac.
Nicolas DAUPHIN	Professeur de zootechnie comparée FAMV inscrit en thèse à l'INAPG sur sujet élevage. Chercheur à Salagnac.
Clément AUDIGE	Directeur du projet FAC, plaine de L'Arbre
Hugues FOUCAULT	Chargé d'études socio-économiques au BCA. Donne des cours en socio-économie à la FAMV
Hérolé CAMILLE	Chargé d'études du BCA - Cap haïtien
Richard BERCY	Affecté au BCA
Yves JEAN	Sera chargé de l'expérimentation végétale et de l'enseignement de l'agronomie à la FAMV
Obed Jean BAPTISTE	Responsable d'un projet de développement rural à Saint-Michel de l'Atalaye - GRD
Bertrand DESROULLIERE	Sera chargé de l'enseignement de l'ethnologie à la FAMV

## Stages de paysans à l'étranger

	NOMS	LIEU DE RESIDENCE	ECOLE		DIPLOMES OBTENUS	MEMOIRES DE DAA DE RESIDENCE OU DE MAITRISE
	Brice GASPARD	Laborde	CRAAG	du 19 Mai au 11 Août 76	Stage de 3 mois en amélioration des plantes	Actuellement responsable d'un projet de développement à Chambellan-Jérémie pour une ONG canado-haïtienne
	Mathieu FELIX	Madian OROUCK	CRAAG	du 15 Mars au 15 Juin 1977	IDEM	Actuellement conseiller agricole pour le DARA à l'Anse à Veau
	Renaud CHERUBIN	Madian Moriceau	CRAAG		IDEM	Actuellement technicien agricole pour un projet CEE/BID à l'Azile

Bien que la structure du CRAAG n'était pas appropriée pour recevoir ces leaders paysans, ce type de stage fut particulièrement bénéfique car il a permis à ces agriculteurs d'innover dans la production agricole de leur région. Leur compétence est particulièrement recherchée.

	NOMS	LIEU DE RESIDENCE	ECOLE	DIPLOMES OBTENUS	MEMOIRES DE DAA DE RESIDENCE OU DE MAITRISE
Janvier Février 1984	Maurice DEJEAN	Ti Coma	Ploufragou	DAA zootechnie	
	E. Pierre CHARLES	Salagnac	ENITRS Strasbourg	Génie rural	
	Micheline THIMOLEOU	La Vallée de Jacmel		Biologie végétale	
Sept. 1985	Jean Elie RIGAUD	La Vallée de Jacmel	Ploufragou INAPG	DAA zootechnie	
	Deyes DELACRUZ	Labre	INAPG	DAA Sciences et Techniques des Productions végé- tales	

	NOMS	LIEU DE RESIDENCE	ECOLE		DIPLONES OBTENUS	MEMOIRES DE DAA DE RESIDENCE OU DE MAITRISE	
Sept. 1982	Gary AUGUSTIN	Trahisson	INAPG *	Septembre 1983	DAA Sciences et Techniques des Productions végé- tales	Rédaction non terminée	
	Jean Trujil FRANCOIS	Moneyron	INAPG		A	DAA - IDEM	
	Luctiner BONHEUR	Plaine de l'Arbre depuis Avril 82	ENSAR *	Octobre 1984	DAA - Pédologie et mise en valeur de l'espace rural		
A	Michèle ORIOL	Moine à brûler	PARIS VII				
Oct. 1983	Frantz M. LOHIER	La Vallée de Jacmel	ENITA Angers		Arboriculture fruitière		
	Raymond SAINTUS	Pl. de l'Arbre	Stage INRA Martinique Guadeloupe	Septembre 1984	Stages. Maraichage sur périmètres irrigués - produc- tions fruitières		
	Augustin CALIXTE	Pl. de l'Arbre					
	Dathis NORIAC	Moine à Brûler	CAEARC (2 ans)	A	DAA		
	Saint-Jean FRINO	Salagnac	CFA	Octobre 1985	Stage de conducteur de chantier		
	David NICOLAS	Bayonnais	CAEARC INRAP		DAA		
	V.E. LAROCHE	La Tortue				Cours supérieur d'alimentation A.	
			INAPG			Stage de maraichage	

LISTE DES TECHNICIENS AYANT EFFECTUE UNE RESIDENCE POST-UNIVERSITAIRE  
DANS LE CADRE DU PROJET MADIAN-SALAGNAC, PUIS BENEFICIE D'UNE BOURSE  
D'ETUDE EN FRANCE

	NOMS	LIEU DE RESIDENCE	ECOLE	DIPLOMES OBTENUS	MEMOIRES DE DAA DE RESIDENCE OU DE MAITRISE	
Sept. 1978	Carl MONDE	Chanterelle Moneyron	INAPG	Septembre 1979	DAA	Etude d'une formation agraire d'altitude : Moneyron : de la colonisation à l'exode (124 p.)
A	Daniel MICHEL	Dabon Trémé	INAPG	A	DAA	Les exploitations agricoles en Haïti. Aspects socio-économiques et fonctionnement. Sept. 80 (103 p. + 41)
Sept. 1979	Philippe MATHIEU	Changeux Solon	INAPG	Octobre 1980	DAA Sciences et Techniques des productions végétales	Moyens de production et systèmes de production à Ka Changeux - Avril 83 (44 p.)
Sept. 1979	Luc PIERRE-JEAN	Changeux	INAPG	Septembre 1980	DAA - IDEM	Systèmes de production de 3 exploitations agricoles à Ka Changeux. Fév. 83 (187 p.)
A	Jude REGIS	Trémé	INAPG	A	DAA - IDEM	Système de production de 3 exploitations agricoles dans la plaine d'Aquin. (252 p.)
Oct. 1980	Alex BELLA DE	Moneyron	INAPG	Octobre 1981	DAA	Rationalité socio-économique de 3 exploitations, 2 volumes (224 p.) 1982
Sept. 1980	Nicolas DAUPHIN	Viel	INAPG	Septembre 1981	DAA - Sciences et Techniques des productions végétales	Systèmes de production à Ka-Viel. Sept. 82 (83 p.)
A	Clément AUDIGE	Ti Coma	INAPG	A	DAA - IDEM	Systèmes de production à Ti-Coma, Plainet l'Aquin Avril 83 (56 p.). L'élevage à Ti Coma, Avril 83 (23 p.)
Oct. 1981	Hugues FOUCAULT		EHESS	Octobre 1982	DEA	Le phénomène économique dans 2 sociétés traditionnelles, Juin 82 (55 p.)
	Hérolf CAMILLE	Changeux	EHESS		DEA Anthropologie	Le travail agricole, un enjeu dans les relations sociales du milieu haïtien.
	Richard BERCY	Belleau	ENSAR	Septembre 83 Octobre 84	DEA Sciences économiques	
Sept. 1981	Yves JEAN	Madian	INAPG*	Septembre 1982	DAA - Sc. et Tech. des prod. végétales	
A	Obed Jean BAPTISTE	Ti Coma	INAPG	A		
Oct. 1982	Bertrand DESROULLIERE	Madian	INAPG*	Octobre 1983	DAA Sc. et Tech. des prod. végétales	
			ORSAY		DEA-Ethnologie	





MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC / 1974-1975

NO	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	J-M. COLOMBON	SCCT - MAE	PARIS	MAE	8 jours	29 déc.74 6 jan.75	Etude des perspectives de coopération à MADIAN	Rapport MAC
	H. ROUILLE D'ORFEUIL	SCCT - MAE	PARIS	MAE	7 jours	27 mai 2 juin 75	Etude du programme de coopération à MADIAN	Rapport MAC
	R. BILLAZ J. CASAS Ch. M. MESSIAEN	IRAM INRA INRA	PARIS VERSAILLES VERSAILLES	MAE	7 jours	21 au 27 nov. 1975	Elaboration de propositions de coopération Franco-Haitiennes en matière de recherche développement agricole appliquée	Rapport MAC
	G. ANAIS	Station amélioration des plantes CRAAG	GUADELOUPE	INRA	2 jours	18 au 20 déc. 75	Prise de contact en matière de recherche végétale	Rapport MAC

MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC / 1976

NO	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	C. CHEVERRY R. MARIE	ENSAR/RENNES INRA	RENNES MONTPELLIER	MAE	8 jours	24 mars 2 avril 1976	Etude des problèmes de salinité Amélioration de la production rizicole	Rapport MAC
	Y. DUMAS M. CLAIRON	Station d' Agronomie CRAAG	GUADELOUPE	MAE	5 jours	22-27 nov. 76	Cultures vivrières techniques culturales évolution de la ferti- lité	Rapport MAC
	M. VIVIER Ingénieur Principal	INRA	GUADELOUPE	MAE	7 jours	22-29 nov. 76	Etude de propositions de recherche dans le domaine de l'élevage porcin	Rapport MAC
	Ch. H. MESSIAEN	Station de Pathologie Végétale INRA	MONTPELLIER	MAE	7 jours	9-16 déc. 76		Un seul
	H. BANNEROT	Station de génétique et amélioration des plantes INRA	VERSAILLES	MAE	9 jours	9-18 déc. 76	Sélection haricot	Rapport MAC
	de CRECY	Station d'Agronomie CRAAG	GUADELOUPE	INRA	8 jours		Etude pédologique	

MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC / 1977

NO	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	H. TOUVIN Ing. en Chef	Station amélioration des plantes	GUADELOUPE	MAE	7 jours	26 jan. 1er fév.77	Sélection maïs sorgho	Rapport MAC
	P. DELATTRE Chargé de Recherche	CRAAG Station de zoologie	GUADELOUPE	MAE	10 jours	16-26 mai 77	Etude des possibi- lités de lutte biologique	Rapport MAC
	H. KUILLE D'ORFEUIL	STD - MAE	PARIS	MAE	12 jours	8-20 Août 77	Elaboration de programme de coopé- ration pour 1978	Rapport MAC
	Y. DUMAS Chargé de recher- che	CRAAG Station d'A- gronomie		MAE		24-29 oct. 1977	Visite des essais de cultures associées Orientation des travaux	Rapport MAC
	E. SALMON-LEGAGNEUR Directeur de Recherche	INRA	VERSAILLES	INRA	5 jours	28 nov. 2 déc.77	Etude Programme de recherche	
	G. MARCHOUX A. TORRIBIO	Pathologie végétale CRAAG	GUADELOUPE	INRA	7 jours	7-14 déc. 77	Pathologie végétale	Rapport MAC

MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC/1978

No	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	G. NOUGEOT	Fac de Médec. Pathologie épidermiologie ST-ANTOINE	PARIS	MAE	10 jours	30 jan. 7-14 fév. 1978	Etude programme de parasitologie	
	H. TOUVIN	Amélioration des plantes	GUADELOUPE	INRA (voyage) MAE (séjour)	10 jours	29 mars 8 avril 1978	Relations Haïti CRAAG Faire le point sur travaux de recherche MADIAN	Rapport MAC
	Ch-M. MESSIAEN	Station de pathologie végétale	INRA MONTPELLIER	MAE	20 jours HAITI 10 jours GUADELOUPE	16 mars 15 avril 78	Cultures associées Sélection végétale	Rapport MAC
	J. SERVANT Maître de recher- che	Station d' Agronomie CRAAG	GUADELOUPE	MAE	12 jours	20 mai 2 juin 78	Carte géo-morpholo- gique du transect	Rapport MAC Conférence à la FAMV
	M. PETIT Géomorphologue	CUAG	MARTINIQUE		12 jours	20 mai 2 juin 78	Carte géo-morpholo- gique	Carte au 40.000e
	J-C. MALAUSA	CRAAG Station de zoologie	GUADELOUPE	MAE	10 jours	1er-10 juin 78	Etude lutte laphygma sur maïs	
	G. JACQUA	Pathologie végétale CRAAG	GUADELOUPE	MAE	15 jours	21 août 4 sept.78	Sélection haricots Obtention d'une variété résistant à l'oidium ; Salagnac 86	Rapport MAC
	M. MAZOYER	INAPG	PARIS	MAE	7 jours	sept.78	Organisation des tra- vaux d'enquêtes des résidents <i>futur Bannier</i>	Note pour la conduite des études de terrain
	F.A. DAUDET C. VALANCOGNE	CRAAG Station de bioclimatologie	GUADELOUPE	MAE	10 jours	4-14 déc.	Etude bioclimatolo- gique du transect Bilan hydrique à Madian	Rapport MAC

MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC / 1979

A27

NO	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	M. DUFUMIER	INAPG	PARIS	DGRST	34 jours	26 mars 28 avril 1979	Encadrement résidents sur le terrain	
	H. TOUVIN	CRAAG	GUADELOUPE	INRA	7 jours	19-26 avril 79	Sélection maïs sorgho	
	J. FOURNET Chargé de recherche	CRAAG Station de phytoécologie	GUADELOUPE	MAE	30 jours	19 avril 10 mai 1979	Botanique Etude des jachères sur le transect	Rapport MAC
	M. SEBILLOTTE	INAPG	PARIS	MAE	9 jours	30 juin 8 juil. 1979	Supervision des agronomes résidents devant intégrer l'AGRO	
	BELKIN	ICAD	PARIS	MAE	10 jours	5-15 juil.79	Investigations projet vidéo	Répertoire vidéo
	J. SERVANT	CRAAG	GUADELOUPE		11 jours	9-21 juil.79		
	Ch-M.MESSIAEN	CRAAG		DGRST	5 jours	13-17 août 79	Sélection haricots	
	Y-M.CABIDOCHÉ	CRAAG	GUADELOUPE	DGRST	15 jours	30 sept. 15 oct. 1979	Etude pédologique du transect	
	M. DUCREY	CRAAG Bioclimatologie forestière	GUADELOUPE	INRA	7 jours	août 79	Etude de la compétition pour la lumière dans les associat. végétales	
	J. CAVALIE Coopérant	Madian-Salagnac	HAITI	DGRST	7 jours	4-11 août 79	Publications XVI <sup>e</sup> congrès CFCS ST DOMINGUE	Travaux observations sur la compétition maïs - sorgho - P.congr

MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC / 1979

NO	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	M. DUFUMIER	INAPG/IRAM	PARIS	DGRST	30 jours	17 sept. 20 oct.79	Etude systèmes agraires	
	D. PICCARD Chargé de recherche	CRAAG	GUADELOUPE	DGRST	15 jours	30 sept. 15 oct.79	Agronomie Relations sol-plante	doc. profil culturel de l'association maïs-sorgho P.congo +rap. MAC
	M. MAZOYER	INAPG	PARIS	MAE	12 jours	29 oct. 8 nov.79	Organisation du cours d'agriculture comparée FAMV	
	J. BARRAU	Museum H. Nat. de Paris	PARIS	DGRST	13 jours	3-16 déc.79	Supervision projet DGRST	
	J. FOURNET	Lab. Malherbologie CRAAG	GUADELOUPE	DGRST	12 jours	3-15 déc.79	Etude végétation naturelle - jachères	

NO	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	A. PEETERS	Museum d'Hist. Naturelle	PARIS	DGRST	21 jours	18 juin 9 juil. 1980	Reconnaissance ethnobotanique sur transect	Rapport : observations ethnobotaniques dans la péninsule Sud d'Haïti
	C. SASTRE	" "	" "	"	"	"	" "	
	J. PORTECOP	CUAG	GUADELOUPE	DGRST	12 jours	27 juin 9 juil. 1980	Inventaire des recrus ligneuses du transect	Carte 1/50.000 de la végétation du transect
	A. GILLES	Affaires Sanitaires et Sociales FdeF	MARTINIQUE	DGRST	8 jours	9-17 juil. 80	Relation épidémiologiques avec enquêtes parasitaires	
	CL.E. MATHIEU	SALAGNAC	DOMINICAINE	DGRST	4 jours	27-31 juil. 80	Collecte informations sur la culture de l'ail en Républ. Dominicaine	
	G. BARTHELEMY	Artisan menuisier	FRANCE	MAE	10 jours Salagnac	1er oct. 5 nov. 80	Place de l'artisanat rurale dans le développement	Rapport MAC l'artisanat rural en Haïti (31 p.)
	C. DEVERRE D. PONCHELET	CRAAG	GUADELOUPE	INRA	6 jours	6-12 nov. 80	Economie rurale	Rapport MAC
	G. ROCHETEAU	ORSTOM (Mtque)	MARTINIQUE	ORSTOM (Mtque)	12 jours	14-26 nov. 80		
	M. MAZOYER	INAPARIS	PARIS	DGRST	8 jours	8-14 déc. 80	Agriculture comparée	
	CH.M. MESSIAEN	INRA MONTPELLIER	PARIS	MAE	1 sem.	14-20 déc. 80	Sélection haricots maraîchage	
	L. DEGRAS	CRAAG	GUADELOUPE	INRA	6 jours	14-20 déc. 80	Etude de l'igname	
	C. DROGUE	Hydrogéologie MONTPELLIER	MONTPELLIER	DGRST	3 sem.	6-20 déc. 80	Etude hydrogéologique de la Plaine d'Aquin	N'a pas fait de rapport
	C. QUEFFELEC Ing. Arts et métiers	Sourcier	PARIS	DGRST	1 mois	5-20 déc. 80	Recherche de points d'eau pour puits	Rapport MAC



MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC / 1980

NO	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	D. TORES	CEGET	BORDEAUX	DGRST	45 jours	30 janv. 15 mars 80	Etude circuits de commercialisation du café	
	Y-M. CABIDOCHÉ	CRAAG	GUADELOUPE	DGRST	15 jours	4-18 fév.80	Carte pédologique "Analyse de sols"	Carte au 1/5.000 des versants Sud du plateau R.
	A. PEETERS	Museum Maison des Sciences de l'Homme	PARIS	DGRST	26 jours	1er-26 mars 80	Reconnaissance ethnobotanique transect	
	J. CAVALIÉ	SALAGNAC	destination INRA GUADELOUPE	DGRST	14 jours	2-16 mars 80	Dépouillement données climatiques	
	M. VIVIER	Station INRA CAYENNE	GUYANE	DGRST	15 jours	6-21 mars 80	Synthèse et méthodologie d'étude des systèmes d'élevage	Rapport MAC
	R. HART	IICA/CATIE	COSTA-RICA	DGRST	15 jours	21 avril 4 mai 80	Systèmes de culture	
	D. PILLOT	SALAGNAC	GUADELOUPE	DGRST	5 jours	4-9 mai 1980	Colloque sur les systèmes de production dans la zone Caraïbe	
	C. VALANCOGNE	CRAAG	GUADELOUPE	DGRST	12 jours	13-25 juin 80	Bioclimatologie transect Analyse des séries d'observations	
	F. TURENNE	ORSTOM	MARTINIQUE	DGRST	7 jours	29 juin 5 juil. 1980	Pédologie : Evolution de la matière organique	

MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC / 1981

A31

NO	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	J. SERVANT	CRAAG	GUADELOUPE	INRA	15 jours	19-26 janv.81	Administrateur CRAAG	
	Y.M. CABIDOCHÉ	CRAAG	GUADELOUPE	DGRST	15 jours	19-31 janv.81	Pédo. Plaine d'Aquin	
	G. ROCHETEAU	ORSTOM (Mtque)	MARTINIQUE			janv.81		
	G. de LOUBIER Photographe privé		PARIS	DGRST	31 jours	23 janv. 25 fév.81	Reportage photographi- que pour publications	
	A. BORY	Parc naturel GUADELOUPE	Parc naturel GUADELOUPE	GUADELOUPE	6 jours	30 janv. 5 fév.81	Echange Petites Antilles HAITI	
	M. Denise FRANCOIS	Parc naturel GUADELOUPE	Parc naturel GUADELOUPE	GUADELOUPE	6 jours	" "		
	L. DEGRAS	CRAAG	GUADELOUPE	INRA	7 jours	7-13 mars 81	Recherche igname et systèmes de culture	
	Ch. VALENCOGNE	INRA Guadeloupe	GUADELOUPE	INRA	15 jours	6-22 mars 81	Bioclimatologie	
	FOURNET	INRA Guadeloupe	GUADELOUPE	DGRST	10 jours	10-21 mars 81	Flore jachères transect	
	DESCHENES	Recherche fédérale CANADA	QUEBEC	FAMV/ACDI	10 jours	17-21 mars 81	Etude des jachères avec bourrier Haïtien de LAVAL	Mémoire d'étude Polynice
	JOLIVET	ECAR/ Nanterre	GUADELOUPE	DGRST (voyage)	5 jours	2-7 avril 81	Encadrement résidents socio ethnologue Hérold- Camille	
	ROCHETEAU	ORSTOM Martinique	MARTINIQUE	ORSTOM	8 jours	7-14 avril 81	Méthodologie de la recherche	
	J.-L. ANSELLE	École/Htes Etudes en Sciences Sociales	PARIS	DGRST	21 jours	20 avril 11 mai 81	Associations tradition- nelles de travail - enca- drement résidents socio-ethno- logue Foucault	1 texte de confé- rence - Mémoir d'étude
	Y. FAVRE	CEMAGREF	MARTINIQUE	DGRST	10 jours	13-20 mai 1981	Rédaction mémoire sur élev. caprin - coimin/ 4e année	Mémoire d'étude

MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC / 1981

A32

NO	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	V. de REYNAL	MADIAN-SALAGNAC	P-au-P/PARIS	DGRST	3 sem.	27 avril 18 mai 81		
	M. DUCRET	INRA/GUADEL.	GUADELOUPE	DGRST		28 mai 9 juin 81		
	M. CESCAS	UNIV/LAVAL	QUEBEC	FAMV/ACDI		1ère quinz. mai 1981	Relations ACDI/FAMV	
	PERRAULT	UNIV/LAVAL				fin mai 1981	Encadrement M.S. Polynice Boursier de LAVAL	
	M. DUFUMIER	INAPG	PARIS-DOMINIQUE P-au-P/Ste LUCIE	DGRST	10 jours	16-26 juil. 1981	Mise en place d'un protocole de recherche R.F.D	Rapport MAC
	A. PEETERS	Museum H. Nat.	PARIS	DGRST	25 jours	2-27 juin 1981	Ethno-Botanique	
	M. TURENNE	ORSTOM	MARTINIQUE	DGRST	9 jours	7 juin 13 juil.81	Evolution matière organique	Publications XVIIe congrès CFCS Caracas (5.11.81)
	A. FLEURY	INAPG	PARIS	MAE	18 jours	16 juil. 4 août 81	Cultures associées	
	TESSIER	ENSAA/ DIJON	DIJON	MAE	10 jours	24 août	Systèmes d'élevage Suivi résident N. DAUPHIN	
	P. MILVILLE	ORSTOM/ AFRIQUE	PARIS	DGRST	17 jours	8-27 août 1981	Cultures associées	
	Y. LAURENT Ing. Général	Inspection d'agronomie DOM/TOM	PARIS	MAE	2 jours	16-18 oct.81	Préparation d'une TS Option/Développement en Guadeloupe	
	R. CHARLES	Ministère de l'Agriculture	PARIS	MAE	2 jours	"		
	BRUGIERE	CEEMAGREF	MARTINIQUE	DGRST	1 semaine	nov.81	Présentation du projet Salagnac pour information	

MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC/1982

No	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	J-C. BRUFFAERTS	CEPAZE	PARIS	MAE		4 jan. 1er mars 1982	Formation artisans maçons - construction puits Plaine Aquin	Rapport MAC
	L. THIBAUT	CEMAGREF (V.A.T.)	MARTINIQUE	DGRST	8 jours	7-14 janv.82	Projet pour candidature éventuelle	
	G. de LOUBIER	PARIS	PARIS	DGRST	31 jours	17 juil. 15 août 1982	Reportage photogra- phique pour publica- tions	
	G. ROCHETEAU	ORSTOM	MARTINIQUE	ORSTOM	7 jours	mars 82		
	M. CASSE	DPR/R/AGR	PARIS	FAC	1 jour Salagnac	27 sept. 9 oct. 82	Supervision programmation	Rapport MAC
	M. GUINAUDEAU IGREF	CEMAGREF	MONTPELLIER	FAC	3 jours Salagnac (Jacmel-Pl.Labre)	Oct. 82	Etudes petite hydrau- lique de mornes	Rapport MAC
	J-C. BRUFFAERTS	CEPAZE	PARIS	MAE	2 mois	19 oct. 13 déc.82	Formation d'artisans ruraux - construction citerne	Rapport MAC
	A. RUELLAN Directeur ORSTOM	ORSTOM	PARIS		1 j. <u>Salagnac</u>	déc. 82	Prise de contacts pour coopération dans le domai- ne de la Recherche	
	E. BOIS	INSERM	PARIS					
	G. MATHERON Chargé de Re- cherche	INRA Station d'améliora- tion génétique	TOULOUSE	MAE (Trinidad)	4 jours <u>Haiti</u>	5-9 déc. 1982	Evaluation programme d'élevage lapins dans les Antilles  Conseils techniques	Rapport MAC
	J-L. VRILLON Ingénieur	INRA Domaine expéri- mental du Magneraud	SURGERES	Ste Lucie Grenade Guadeloupe				

MISSIONS EFFECTUEES AU CENTRE MADIAN-SALAGNAC/1983

A34

No	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	R. TOURTE	IRAT	MONTPELLIER	MAE	7 jours Salagnac O.D.N.	1er fév. 7 fév.83	Evaluation des recherches en matière de systèmes de production et de systèmes agraires	Rapport MAC
	J-C. BRUFFAERTS	CEPAZE	PARIS	MAE	2 mois	7 mars 2 mai 83	Construction impluvium Construction clapiers	Rapport MAC
	M. DUFUMIER	INAPG Agri-comparée	PARIS	FAC	Salagnac Pl.Labre O.D.N.	7-20 mars 1983	Appui méthodologique Rédaction document de politique agricole	Rapport MAC
	Y-M. CABIDOCHÉ Chargé de recherche/Agronomie	CRAAG	GUADELOUPE	MAE	12 jours	28 mars 9 avril 1983	Synthèse des travaux de pédologie sur le transect M.S.A.	Rapport MAC
	A. BOURBOUZE	INAPG Zootechnie	PARIS	FAC Pl.Labre	2 jours	27-28 juin 83	Encadrement de la thèse N. DAUPHIN	Rapport MAC
	M. CASSE A. FELIX	DPR/R/AGR	PARIS	FAC	2 jours	10-19 oct. 83	Supervision programmation	Rapport MAC
	Ch-M. MESSIAEN	CRAAG Station amélioration des plantes	GUADELOUPE	FAC	5 jours	4-9 déc. 1983	Sélection haricots	Rapport MAC
	J-C. BRUFFAERTS	CEPAZE	PARIS	MAE	2 mois	19 oct. 13 déc.83	Formation d'artisans maçons - construction citernes	Rapport MAC

Liste des visites au titre des échanges  
INTER-CARAIBES/1981

No	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	Ph. CADIET (V.S.N.A.)	Ing. Industr. Alimentaires	STE LUCIE	MAE	15 jours	1-16 fév. 1981	Stage d'information avant affectation	
	S. BELLON (V.S.N.A.)	Ag. Coop. Français	DOMINIQUE	MAE	15 jours	16-28 fév. 1981	Stage d'information avant affectation	
	Ph. DIERICKX B. SMOLIKOSKI F. MORIZEAU	Ag. Coop. Français Ag. " " Ag. " "	DOMINIQUE STE LUCIE GRENADINE	MAE MAE MAE	15 jours 15 jours 15 jours	15-30 mai " "	Stage d'information sur la démarche R.F.D. pratiquée en Haïti "	
	Ph. MATHIEU	FAMV Salagnac	HAITI	DGRST	10 jours	juin 81	Séminaire ENDA Caraïbe/Ste Lucie	Communication sur les stages person- nages
	D. NOEL Chief Agricultural Officer K. BUCKMIRE H. ADAMS R. PILGRIM Mlle R. JEAN M. HENRY N. KIRTON M. SULLIVAN L. ADAMS	Min. Agri- culture CARDI CARDI CARDI Min. Agri- culture Min. Agri- culture CARDI Technicienne agricole "	GRENADINE GRENADINE GUYANA DOMINIQUE STE LUCIE STE LUCIE STE LUCIE ST-VINCENT GRENADINES ST-VINCENT ST-VINCENT	MAE MAE MAE MAE MAE MAE MAE MAE MAE	10 jours 10 jours " " " " " "	14-24 oct. " " " " " "	Stage d'agriculture à Salagnac Méthodologie d'étude du milieu - - - - -	
	F. VARAGNAT Ch. AUGIER	V.S.N.A. coopérant Min. Agri- culture	GRENADINE STE LUCIE	MAE MAE				
	M. BROCHET V. de REYNAL	Centre de Madian-Sa- lagnac	HAITI	MAE	15 jours	15 sept. 1er oct. 1981	Visite des projets de Développement Rural financés par le MAE et prise de contacts en DOMINIQUE STE LUCIE - ST VINCENT TRINIDAD - JAMAÏQUE	
	A. STEVENSON D. ZAMOR D. DEMARQUE Chief Agricultural Officer	Min. Agri- culture " " " "	DOMINIQUE DOMINIQUE STE LUCIE	MAE " "	15 jours		Stage d'information sur la Recherche-Développement	

## LISTE DES MISSIONS AU TITRE DES ECHANGES

INTER-CARAIBES/1982

No	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	R. PHILOGENE Ing. en Chef d'Agronomie	L.E.P./GUADE- LOUPE	GUADELOUPE		6 jours	19-24 juil. 1982	Préparation enseigne- ment - T.S. Développe- ment Rural	
	J. CRUSOL Economiste	CUAG	GUADELOUPE		6 jours	" "	Préparation 2e cycle enseignement	
	A. BORY	Parc Natu- rel	GUADELOUPE		6 jours	" "	Développement Caraïbe	
	C. BULLY Permanent Secretary	Min. Agri- culture	DOMINIQUE	MAE	7 jours	10-17 juil. 1982	Stage/Visite Madian-Salagnac	
	A. GUYE	" "	" "	"	"	"	" "	
	T. HENDERSON	Université des West Indies	TRINIDAD	MAE	5 jours	22-23 août 1982	" "	

LISTE DES MISSIONS AU TITRE DES ECHANGES  
INTER-CARAIBES/1983

No	NOMS	LABORATOIRE	PROVENANCE	FINANCEMENT	DUREE	DATE	OBJET	TRAVAUX REALISES
	E. HERELLE	Technicien agricole	STE LUCIE	MAE	1 mois	oct.83	Stage de terrain	
	L. CHARLES	Technicienne en agricultu- re	STE LUCIE	MAE			Stage de terrain	
	J-C. MILLIEN	Directeur District Agricole PETIT GOAVE	HAITI	FAC	10 jours	2-11 août 1983	Visite des Instituts de Recherche et des Organisations Professionnelles Agricoles de la MARTINIQUE et de la GUADELOUPE	
	F. NOEL	Directeur District Agricole JACMEL	HAITI	FAC	"		"	
	A. BIEN-AIME	Professeur de Zootechnie FAMV	HAITI	FAC	"		"	